

RAPPORT ANNUEL 2023



DOSSIER SPÉCIAL
ÉDUCATION,
FORMATION
ET EMPLOI



LUXDEV

Luxembourg
Development Agency

SOMMAIRE

COORDINATION ET RÉDACTION

Jeanne RENAULD,
avec l'appui des collaborateurs
du siège et du terrain.

Tous nos remerciements
aux représentants résidents,
aux chargés et conseillers programmes,
aux coordinateurs et assistants techniques,
aux coordinateurs de communication,
aux experts,
aux chargés administration, gestion et finances,
aux assistants techniques juniors
ainsi qu'à tous les autres collaborateurs
qui ont contribué à ce rapport annuel.

DOSSIER SPÉCIAL

Malèye DIAGNE,
Tony DONOVAN,
Pascal FABING,
Élisabeth GUEYE,
Michel PEPIN,
Francesca RANDAZZO,
Aziz OURHALOUCHE

PHOTOS

Tous nos remerciements aux auteurs
des différentes photos présentes
dans ce rapport annuel.

© LuxDev

04 MOT DU PRÉSIDENT
ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

05 FAITS MARQUANTS

08 NOUVEAUX PAYS
D'INTERVENTION

10 CHIFFRES AU 31.12.2023

12 LES SECTEURS

16  DOSSIER SPÉCIAL
ÉDUCATION,
FORMATION ET EMPLOI

34 
AGRICULTURE,
SYLVICULTURE
ET PÊCHE

39 
DÉVELOPPEMENT
SOCIO-
ÉCONOMIQUE

43 
DIGITALISATION
ET TIC

47 
EAU ET
ASSAINISSEMENT

52 
ENVIRONNEMENT
ET CHANGEMENT
CLIMATIQUE

59 
FINANCE
INCLUSIVE ET
INNOVANTE

65 
GOUVERNANCE

69 
SANTÉ

78 
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

85 
AUTRES

92 RÉCAPITULATIF DES
DÉBOURSEMENTS

94 RÉCAPITULATIF DES
PROJETS ET PROGRAMMES

MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



Nima AHMADZADEH
Président du conseil
d'administration



Manuel TONNAR
Directeur général

Les grands défis pour le développement ont persisté en 2023, voire se sont aggravés dans un contexte géopolitique qui s'est encore assombri. On a recensé le plus grand nombre de conflits au niveau global depuis la deuxième guerre mondiale. Parmi les plus importants, l'Ukraine, Gaza et le Soudan, pour ne citer que ceux-là. Le coup d'État en juillet au Niger a quant à lui fortement marqué la situation dans nos pays partenaires au Sahel et impacté notre coopération avec ceux-ci.

Habitée à travailler dans des environnements fragilisés et à faire face aux imprévus, LuxDev a en effet été confrontée à une année particulièrement difficile en 2023. La suspension de la coopération bilatérale avec le Niger a entraîné l'arrêt des projets et programmes exécutés dans le pays ainsi que l'évacuation de nos collaborateurs expatriés et de leurs familles. En Amérique latine, en attendant la ratification de l'accord général de coopération au Costa Rica, l'installation de notre bureau régional à San José et la mise en œuvre de nos activités ont été décalées.

En même temps, nous avons dû affronter la lourde douleur causée par les décès tragiques de deux de nos collaborateurs, Hugues LEGROS et Igor WAJNSZTOK, représentants résidents respectivement au Burkina Faso et au Sénégal. À travers ce rapport annuel, nous souhaitons leur rendre hommage une nouvelle fois. Par leur engagement, leur professionnalisme et leur grand humanisme, ces deux hommes ont marqué l'histoire de LuxDev et de la Coopération luxembourgeoise.

Malgré ces circonstances très compliquées et grâce à une bonne coordination entre nos équipes et celles du ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur (MAE) et des Ambassades sur le terrain, les programmes au Burkina Faso et au Sénégal ont pu suivre leur rythme de croisière, tout comme ceux au Mali et au Cabo Verde. L'année a aussi connu le lancement de plusieurs projets et programmes, notamment au Bénin, au Costa Rica, au Kosovo, au Laos et au Rwanda. De nombreuses formulations ont également été menées, principalement dans le cadre du nouveau Programme indicatif de coopération (PIC) avec le Sénégal et de futurs appuis au Vietnam et en Amérique latine. Des actions complémentaires ont par ailleurs pu être identifiées au Rwanda et une première coopération lancée en Ukraine.

Au niveau des évolutions positives, notons encore la croissance du volume d'activités mis en œuvre en matière de transition énergétique et de lutte contre le changement climatique. Les financements en provenance du Fonds climat énergie, émanant du ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, ont ainsi doublé par rapport à 2022.

En dehors des mandats luxembourgeois, LuxDev a mis en œuvre des projets pour d'autres bailleurs, à savoir la Commission européenne, la Coopération suisse et la Coopération néerlandaise, ou en partenariat avec d'autres agences de développement, comme Enabel et l'Agence française de développement (AFD), en mode *Team Europe*.

Tout au long de l'année, notre Agence a donc pu à nouveau démontrer sa flexibilité, sa réactivité et sa capacité d'adaptation. Nous avons ainsi pu mettre en œuvre des projets et programmes de qualité, pour un budget total de 135,7 MEUR, dépassant légèrement le seuil record de l'an dernier. En outre, les budgets relatifs au frais de fonctionnement de l'Agence ont été respectés.

À relever encore qu'au niveau interne, la gouvernance de l'Agence a été renforcée et modernisée grâce à la réorganisation de la direction et de certains services, afin d'être prêt pour les défis de demain. Certains recrutements stratégiques ont par ailleurs été effectués pour renforcer notre expertise dans les domaines de la finance d'impact, de l'environnement et du changement climatique, de la coopération avec le secteur privé, ainsi qu'avec les institutions académiques et scientifiques. Enfin, en ce qui concerne les droits humains, il y a lieu de noter notre adhésion au Pacte national « Entreprises et droits de l'homme » en septembre 2023.

Nous vous invitons à découvrir le fruit de notre travail au fil des pages de ce rapport annuel.

FAITS MARQUANTS 2023



UNE ANNÉE DE FORMULATION

2023 a été une année inédite pour LuxDev avec 17 projets et programmes en phase de formulation au 31.12.2023.

Au Sénégal, le processus d'identification du PIC V, qui avait démarré fin 2022, a été finalisé et le PIC a été signé au mois de juillet. Les projets et programmes du nouveau PIC – dans les secteurs de l'eau et l'assainissement, l'éducation, la formation professionnelle et l'emploi, la gouvernance ainsi que la santé – étaient donc en formulation en 2023. Celui concernant l'initiative FIT! Sénégal, en lien avec les Jeux olympiques de la jeunesse 2026 et mené en mode *Team Europe*, a été finalisé et le projet a pu officiellement être lancé au mois de novembre.

Au Kosovo aussi, suite à la signature du *Memorandum of Understanding* par le ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire Franz FAYOT pour la période 2023-2025 en juillet 2022, LuxDev a mené le processus de formulation des mandats qui lui ont été confiés dans les domaines de la formation professionnelle et l'emploi, la santé, la croissance durable et inclusive, la transition énergétique ainsi que la gouvernance. Les projets ont pu débuter en fin d'année.

Au Bénin, nouveau pays d'intervention de la Coopération luxembourgeoise, un bureau a été ouvert et de premiers projets et programmes de coopération bilatérale ont été formulés. Les actions menées concerneront la digitalisation, la finance inclusive et innovante, la formation agricole ainsi que dans l'hôtellerie, la restauration et le tourisme. La mise en œuvre de certains projets et programmes a pu commencer avant la fin de l'année.

Au Rwanda, où la Coopération luxembourgeoise est à nouveau présente depuis 2022, l'année a aussi été rythmée par les formulations dans les secteurs du développement socio-économique, de la formation professionnelle et de l'emploi, de l'environnement et du changement climatique, de la finance inclusive et innovante et de la sécurité alimentaire.

En Asie, les quatre programmes du PIC V, qui concernent les secteurs du développement socio-économique, de la formation professionnelle et l'emploi, de la gouvernance et de la santé, ont été lancés entre juillet et septembre, alors que les interventions du PIC précédent se clôturaient en parallèle. Au Vietnam, deux projets étaient quant à eux en formulation : un concernant l'environnement et le changement climatique, l'autre la finance inclusive et innovante.

De même, au Salvador, deux formulations étaient en cours concernant l'emploi des jeunes et la digitalisation ainsi que la coopération Sud-Sud et triangulaire.

On notera encore la formulation d'un projet au Burkina Faso en mode *Team Europe* sur l'emploi pour la jeunesse, du projet SnT4Dev en Afrique de l'Ouest, du projet de soutien à l'Union africaine pour la mise en place et le déploiement d'une équipe continentale de réponse aux incidents de sécurité informatique et du projet d'appui à la production, l'analyse et la dissémination de statistiques de qualité au Cabo Verde. ■

LUXDEV S'ENGAGE POUR LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Le 20 septembre 2023, LuxDev a signé le Pacte national «Entreprises et droits de l'homme» lors d'une séance au MAE, un engagement volontaire qui s'adresse aux entreprises souhaitant mettre en œuvre les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

La signature de ce pacte témoigne de l'engagement concret de LuxDev, en tant qu'entreprise, pour identifier les risques et prévenir les violations de droits de l'homme. À travers lui, l'Agence adhère à la communauté nationale des entreprises pour le respect des droits de l'homme.

En souscrivant au pacte, l'Agence s'engage à :

- sensibiliser son personnel et ses parties prenantes à la protection des droits de l'homme en entreprise ;
- nommer une personne responsable des droits de l'homme dans l'organisation ;
- former les salariés concernés en matière d'entreprises et droits de l'homme ;
- développer des instruments de gouvernance permettant d'identifier les risques et de prévenir les violations de droits de l'homme ;
- mettre en œuvre une ou plusieurs voies de recours pour traiter les cas signalés de violation de droits de l'homme ;
- publier un rapport annuel standardisé sur les mesures mises en œuvre. ■



Jean OLINGER, secrétaire général du MAE et Manuel TONNAR, directeur général de LuxDev ▲

LES PROGRAMMES SUSPENDUS AU NIGER

L'année 2023 a sans conteste été marquée par le coup d'État militaire survenu le 26 juillet 2023 au Niger. Ce dernier a causé une instabilité politique et institutionnelle dans le pays. La Coopération luxembourgeoise, à l'instar de la majorité des bailleurs de fonds, a suspendu sa coopération bilatérale dans le pays, ce qui a entraîné l'interruption de tout nouvel engagement contractuel/financier ou partenariat dans le cadre des programmes et de tous les paiements en

cours aux partenaires, ainsi que la suspension de l'appui technique et de l'expertise externe, et le retrait des assistants techniques de LuxDev chez les partenaires nationaux.

Alors que le Niger représente le portefeuille le plus important de LuxDev en termes de budget, cette situation a entraîné une diminution de la programmation financière pour le pays d'environ 50 %, passant de 21,6 MEUR à 10,9 MEUR pour 2023. ■



Lancement de l'Initiative FIT! Sénégal ▼

UKRAINE

DE PREMIERS APPUIS

En 2023, le MAE a mandaté LuxDev pour identifier de premières actions de reconstruction à mener en Ukraine. Cet appui concernera le domaine de la formation et l'insertion professionnelle, ainsi que le cofinancement d'un fonds de développement des entreprises.

La vie de millions de femmes, hommes et enfants a été bouleversée par l'invasion de l'Ukraine par les forces russes en février 2022. En 2023, les combats ont continué à ravager certaines régions et à causer des dommages massifs aux infrastructures civiles à travers le pays. Écoles, hôpitaux, réseaux d'eau, de gaz et d'électricité sont régulièrement détruits. Des millions de personnes ont été forcées de fuir. Près de quatre millions de personnes, dont près d'un million d'enfants, sont toujours déplacées à l'intérieur de l'Ukraine, tandis que plus de six millions sont réfugiées à l'étranger. Les hostilités et les déplacements prolongés ont fortement déstabilisé l'économie et épuisé les ressources et revenus de nombreuses familles.

Dans ce contexte, la Coopération luxembourgeoise a, depuis février 2022, soutenu ses partenaires humanitaires en Ukraine (agences onusiennes, Comité international de la Croix-Rouge, ONG humanitaires) et a fourni un soutien en nature : services de connectivité, matériel médical, générateurs, ambulances blindées, matériel de lutte contre les incendies, etc.

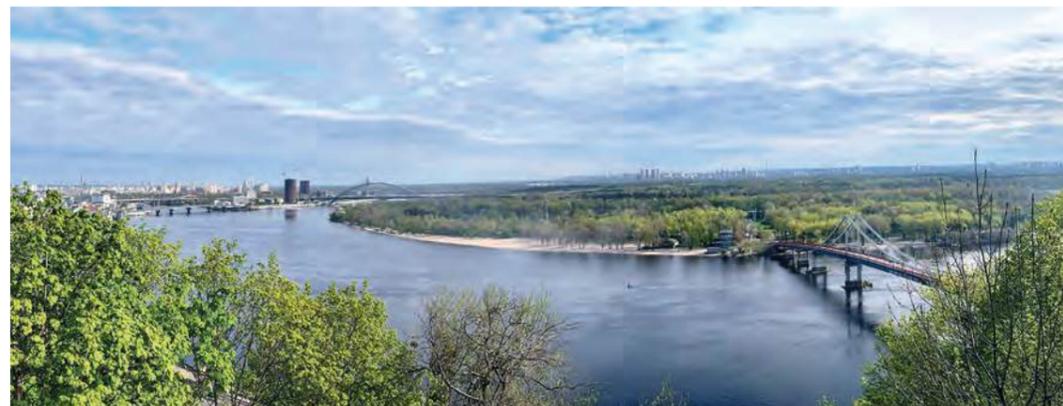
À l'été 2023, le MAE a demandé à LuxDev de concevoir une action à moyen terme (2024-2029) de soutien au redressement du *raion* (district) de Kryvyi Rih. Il s'agit d'une zone industrielle historique dont l'économie, en voie de diversification, est essentielle

à la bonne marche du pays. Fin 2023, ce district accueillait quelque 80 000 déplacés internes.

Plus spécifiquement, pour les entreprises de ce *raion*, le financement constitue un problème majeur en raison de la proximité avec la ligne de front (qui était située à moins de 100 kilomètres fin 2023). Les prêts bancaires sont coûteux, les exigences en matière de garanties élevées et la durée du financement souvent courte.

Fin 2023, un accord a été signé entre LuxDev et le *Business Development Fund* – une institution financière publique détenue par le gouvernement ukrainien – pour la mise en œuvre d'une action de soutien aux micro-, petites et moyennes entreprises en 2024.

L'objectif est de renforcer leur viabilité et de leur permettre de maintenir leurs emplois à travers la mise en place de deux instruments financiers : un système de petites subventions (maximum 10 000 EUR) pour 50 micro-entreprises et un mécanisme de subventions plus importantes (maximum 100 000 EUR) en soutien aux prêts bancaires de 70 petites et moyennes entreprises selon un schéma déjà bien rodé au sein du *Business Development Fund*. ■



COSTA RICA

UN NOUVEAU BUREAU RÉGIONAL

Du côté de l'Amérique latine, une page s'est tournée avec la fermeture, le 31 juillet 2023, du bureau régional de LuxDev à Managua, au Nicaragua. Il se trouve désormais à San José, au Costa Rica, pays qui constitue, grâce à sa stabilité institutionnelle, le centre régional de la Coopération luxembourgeoise. En effet, le 17 juillet 2023, un accord-cadre de coopération a été signé entre le Luxembourg et le Costa Rica afin de renforcer les relations bilatérales pour un avenir plus inclusif et durable.

En attendant la ratification de l'accord général de coopération avec le Costa Rica qui permettra à LuxDev de pleinement démarrer ses activités dans le pays et la région, les projets ont pu avancer avec, notamment, deux formulations au Salvador ainsi que le démarrage d'un premier projet au Costa Rica, pour l'appui à la gestion durable des forêts. D'importantes avancées dans la création du *Female Entrepreneurship Fund* ont également été réalisées dans le cadre du programme régional pour la promotion de l'entrepreneuriat des femmes. Enfin, au Nicaragua, LuxDev a mis en œuvre un projet européen pour gérer et atténuer les risques de catastrophes climatiques et naturelles. ■

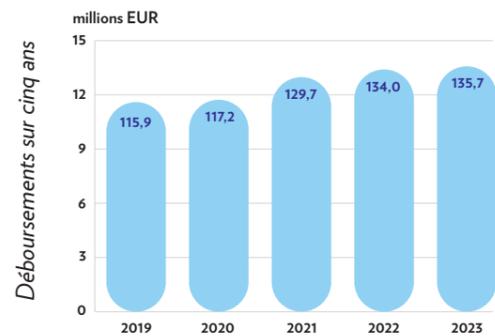


Projet d'appui à la gestion durable des forêts au Costa Rica ▲

CHIFFRES AU 31.12.2023



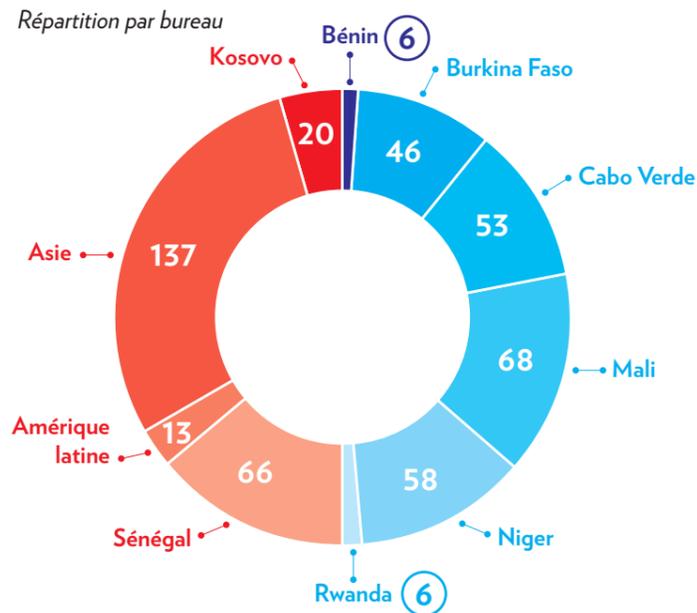
84 PROJETS ET PROGRAMMES MIS EN ŒUVRE



547 COLLABORATEURS

74 AU SIÈGE

473 SUR LE TERRAIN



6 ÉTUDES RÉALISÉES

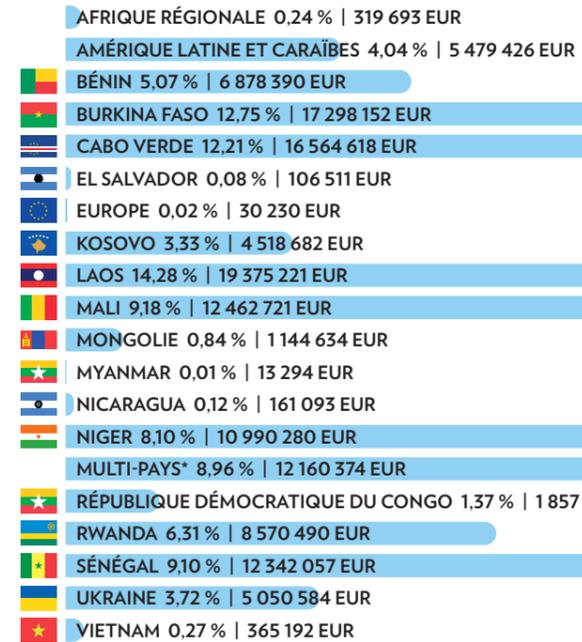
10 BUREAUX PAYS/RÉGIONAUX

17 PROJETS/PROGRAMMES EN FORMULATION

Répartition par bailleur



Déversements 2023 par pays

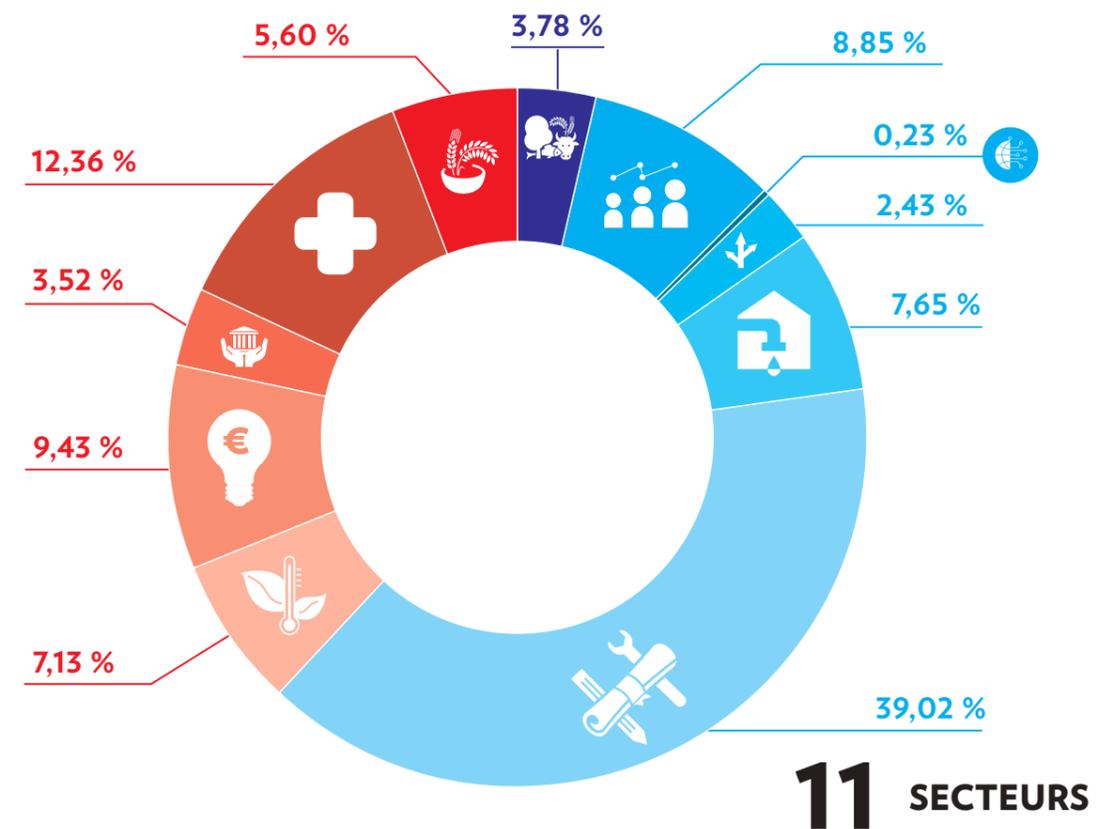


MONTANT TOTAL DÉBOURSÉ EN 2023

135 689 442 EUR

* Voir détail page 94

Déversements 2023 par secteur





LES SECTEURS

ÉDUCATION,
FORMATION ET EMPLOI



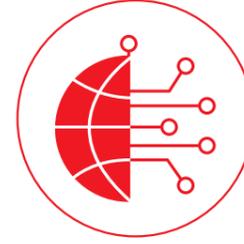
AGRICULTURE,
SYLVICULTURE ET PÊCHE



DÉVELOPPEMENT
SOCIO-ÉCONOMIQUE



DIGITALISATION
ET TIC



EAU ET
ASSAINISSEMENT



ENVIRONNEMENT ET
CHANGEMENT CLIMATIQUE



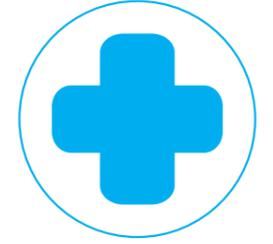
FINANCE INCLUSIVE
ET INNOVANTE



GOUVERNANCE



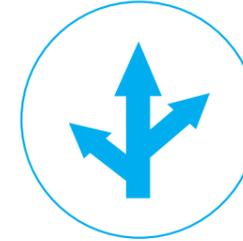
SANTÉ



SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE

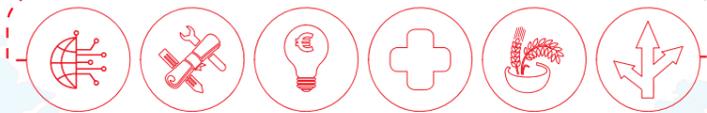


AUTRES

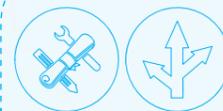


LES SECTEURS

PROGRAMMES GLOBAUX GÉRÉS DEPUIS LE SIÈGE



UKRAINE



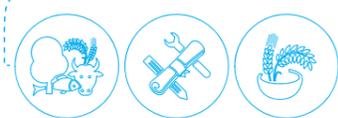
MONGOLIE



NIGER



MALI



KOSOVO



VIETNAM

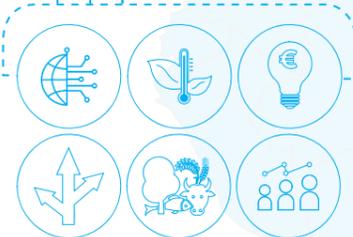


CABO VERDE



EL SALVADOR

NICARAGUA
COSTA RICA



RWANDA



LAOS



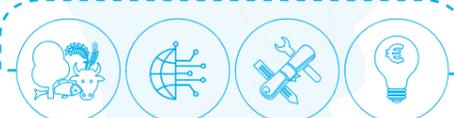
SÉNÉGAL



RD CONGO



BÉNIN



BURKINA FASO



DOSSIER SPÉCIAL



ÉDUCATION, FORMATION ET EMPLOI

UN SECTEUR-PHARE POUR LUXDEV

L'éducation, la formation professionnelle et l'emploi constituent l'un des secteurs d'intervention prioritaires de la Coopération luxembourgeoise depuis ses débuts. Au fil des ans, LuxDev a acquis une solide expertise dans ce domaine. En 2023, ce secteur a représenté près de 40 % des déboursements de l'Agence, contribuant à atteindre les objectifs de développement durable (ODD) n°4, « assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité, et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie », et n°8, « promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous ».

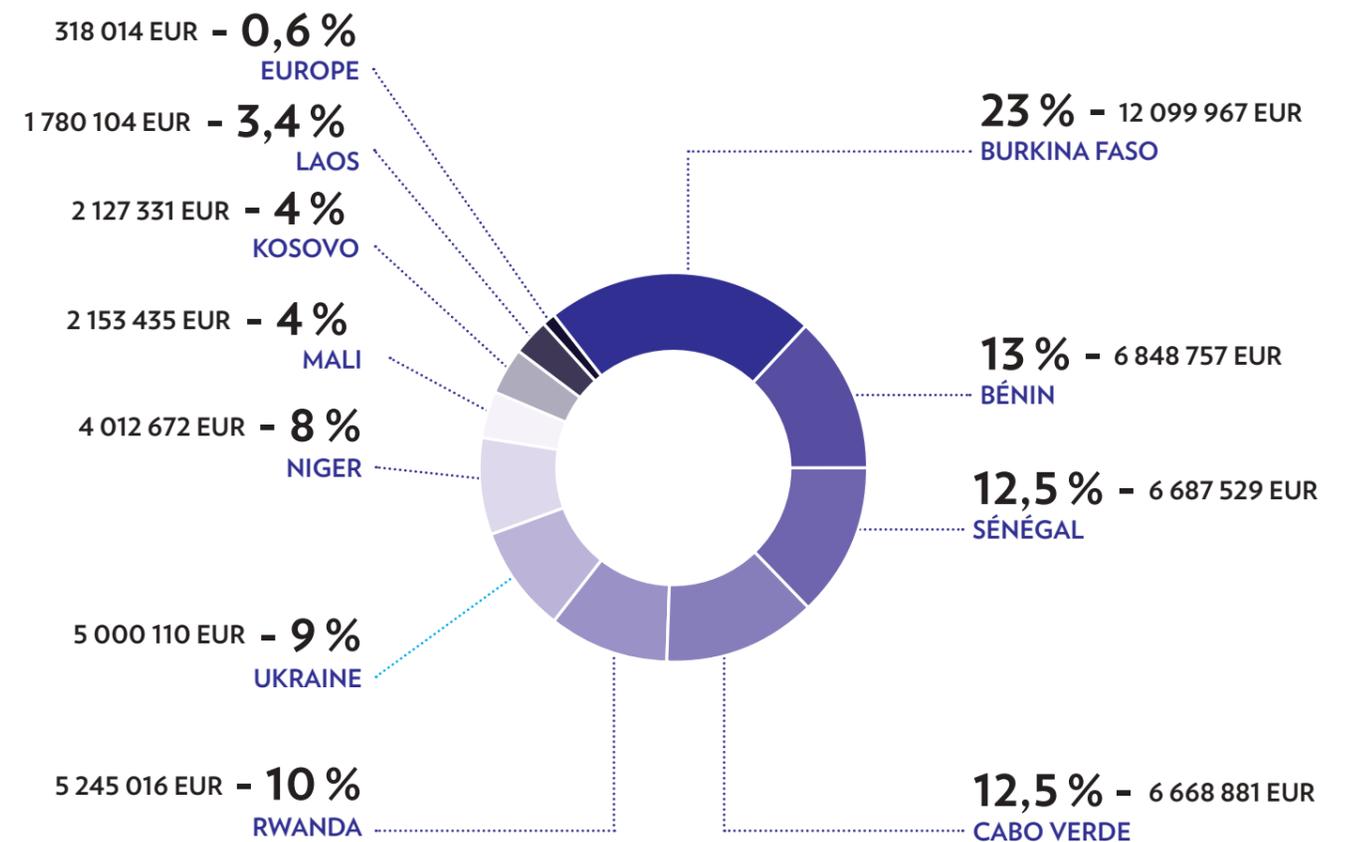
21

projets/programmes mis en œuvre

3

projets/programmes en formulation

47 940 131 EUR déboursés dans ce secteur



UN SECTEUR AUX DÉFIS MULTIPLES

Les pays d'intervention de l'Agence, quels qu'ils soient, font face à des enjeux importants dans le secteur de l'éducation, la formation et l'emploi. Principalement, il s'agit d'accroître l'accès à l'éducation et à la formation auprès d'un plus grand nombre de jeunes, d'améliorer la qualité de l'éducation et des formations dispensées, et de favoriser l'insertion des jeunes sur le marché du travail.

La population des pays d'intervention de LuxDev est majoritairement constituée de jeunes. Au Mali et au Niger, par exemple, les moins de 15 ans représentent la moitié de la population.



Cette jeunesse cause une forte pression démographique sur les capacités d'accueil des systèmes éducatifs et des infrastructures de formation. En outre, plusieurs facteurs, qui concourent à la qualité de l'éducation et de la formation, font défaut dans ces pays : la faiblesse de compétences des ressources humaines, notamment des enseignants et formateurs, le manque de financement et de pilotage, ainsi que le déficit d'infrastructures, d'équipements, de matériel et de ressources pédagogiques. À ces enjeux s'ajoutent des défis sécuritaires, principalement dans les pays du Sahel, qui entraînent la fermeture d'établissements scolaires et de formation professionnelle ainsi que le déplacement interne d'élèves.

Les programmes de formation sont également restreints ou peu adaptés. Leur alignement avec les besoins du marché du travail se révèle insuffisant. La faible qualité de cette offre de formation et son accès limité, en particulier dans les zones rurales, entrave le développement des compétences et a une incidence directe sur l'employabilité des jeunes et, par conséquent, sur leur insertion dans le monde du travail. Cette situation est notamment due au manque de synergie entre les écoles et les entreprises, à l'insuffisance des stages pratiques et à la faible intégration des *soft skills* entrepreneuriaux au sein des programmes de formation. La faible qualité des dispositifs d'accompagnement vers l'insertion des jeunes accentue encore ce phénomène.

L'inadéquation entre les compétences acquises et les exigences du marché alimente le chômage structurel et le sous-emploi.

De nombreuses personnes travaillent dans le secteur informel, souvent avec de petits salaires et une sécurité limitée. Pendant ce temps, l'économie peine à créer suffisamment d'emplois formels pour absorber la main-d'œuvre croissante. Dès lors, les taux de chômage et de sous-emploi sont élevés.

À titre d'exemples :

Au Niger, près de sept jeunes de 15 à 24 ans sur 10 ne sont ni en emploi, ni en éducation, ni en formation.

Au Sénégal, le taux de chômage est estimé à 19,5 %, tandis que 36,2 % de jeunes ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation.

Au Kosovo aussi, le taux de chômage chez les jeunes est élevé, de l'ordre de 50 %, et affecte tout particulièrement les filles.

Les normes sociétales et l'inégalité entre les hommes et les femmes constituent en effet une difficulté supplémentaire, en limitant les opportunités pour les personnes vulnérables et marginalisées. Ainsi, il existe un fort déséquilibre au niveau du genre. Les filles accèdent plus difficilement aux filières de formation innovantes et porteuses, et par la suite, à l'emploi.

DES ÉVOLUTIONS POSITIVES...

D'un pays à l'autre, des progrès ont été réalisés dans le secteur de l'éducation et de la formation au cours de ces dernières décennies.

Au Sénégal, par exemple, d'après les données du ministère de la Formation professionnelle, le nombre d'apprenants de la formation professionnelle et technique a été multiplié par 5 entre 2002 et 2021, passant de 20 355 à 87 724. L'offre de formation professionnelle s'est fortement diversifiée, le nombre de programmes étant passé de 51 à plus de 300.

Au Mali, malgré la baisse du taux brut de scolarisation dans tous les sous-secteurs, la survie scolaire reste relativement grande, et ce quel que soit l'ordre d'enseignement : plus de 8 élèves sur 10 inscrits passent en classe supérieure. L'offre de formation professionnelle s'est également diversifiée avec l'augmentation du nombre de programmes.

Au Burkina Faso aussi, l'éducation et la formation de la jeunesse constituent une priorité pour les autorités, qui y consacrent près du tiers des dépenses de l'État et qui ont réussi, ces 20 dernières années, à améliorer la couverture scolaire à tous les niveaux d'enseignement.

Ces améliorations ont notamment été soutenues par les projets et programmes mis en œuvre par LuxDev au fil des ans. Jusqu'au début des années 2010, guidés par la poursuite de l'objectif du millénaire portant sur la scolarisation universelle, les efforts des bailleurs de fonds ont principalement porté sur l'éducation de base. De même, les pays ont orienté leurs politiques et leurs ressources vers l'éducation de base, incités par l'élaboration des premiers cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté. C'est ainsi que des résultats significatifs ont été atteints dans ce domaine.

Jusqu'alors, peu de ressources étaient toutefois allouées à l'enseignement technique et la formation professionnelle. Pour accompagner le développement économique des pays, les interventions dans ce domaine, et plus particulièrement dans les filières porteuses de croissance, se sont renforcées, en alignement avec les stratégies et politiques nationales.

Le Cabo Verde et le Laos, par exemple, ont à l'époque défini des plans stratégiques de formation professionnelle dans le domaine du tourisme et de l'hôtellerie, secteurs stratégiques pour le développement économique et social de ces pays. Le renforcement des compétences dans ce secteur a été soutenu – et continue à l'être au Laos – par des projets et programmes mis en œuvre par LuxDev.

De même, au Bénin, un nouveau programme a été lancé en 2023 afin de construire une École des métiers du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration.

Cette intervention fait partie d'un programme lancé par le gouvernement béninois de construction de huit écoles des métiers de référence sur l'ensemble du territoire afin d'apporter une solution au décalage entre la formation et le marché de l'emploi. Le programme de construction de l'École des métiers du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration vise à assurer une offre de formation et un système d'accompagnement accessibles, attractifs, performants et adaptés aux besoins de l'industrie du tourisme, et ainsi à améliorer l'employabilité et l'insertion socio-professionnelle des jeunes dans le pays. À terme, l'école devrait accueillir 1 200 étudiants.

Au fil du temps, les interventions ont évolué vers une « approche programme » et une modalité de l'exécution nationale afin de s'aligner sur les cadres programmatiques, les dispositifs et les procédures nationaux, ainsi que les besoins et la demande des partenaires locaux. Cette approche a fait évoluer les contributions dans ce secteur et les a rendues plus durables.

6,8 %

Au Mali, la formation technique et professionnelle ne bénéficie que de 6,8 % du budget total consacré au secteur de l'éducation.

20 %

Au Sénégal, l'éducation et la formation professionnelle représentaient respectivement 2,5 % et 20 % du budget de l'État.

... MAIS IL RESTE ENCORE BEAUCOUP À FAIRE

Malgré ces acquis, de nombreux défis restent à relever. Au Burkina Faso, le système éducatif demeure inégalitaire et les résultats d'apprentissage peu satisfaisants. Ceci a conduit les acteurs étatiques aux niveaux central et déconcentré, la société civile, les partenaires techniques et financiers, etc. à envisager un système éducatif démocratisé, performant et inclusif, capable de développer les compétences et l'expertise nécessaires aux besoins du développement socio-économique du Burkina Faso. Ainsi, le plan sectoriel de l'éducation et de la formation ambitionne d'accroître l'accès à l'éducation et à la formation, d'assurer la qualité

Au Niger aussi, bien que le secteur de l'éducation soit prioritaire pour les autorités (avant le coup d'État survenu le 26 juillet 2023), les besoins en financement sont sans cesse croissants et le recours au financement extérieur s'avère vital.

Malgré les efforts consentis en matière d'éducation de base au Mali, le faible capital culturel constitue un frein à la productivité et à la capacité d'accéder à un emploi décent et bien rémunéré. Cette situation est beaucoup plus accentuée chez les femmes et les jeunes de moins de 25 ans. Ces deux couches de la population malienne font en effet face à des contraintes économiques, sociales et culturelles additionnelles qui constituent autant d'obstacles à l'obtention d'une première expérience professionnelle. En outre, dans un contexte caractérisé par la faiblesse des tissus économiques des secteurs secondaires et tertiaires, la jeunesse, peu instruite, peu autonome et fortement rurale, pratique l'agriculture par défaut ou l'évite par l'exode vers d'autres activités et d'autres lieux. La formation professionnelle constitue l'une des voies incontournables pour acquérir les compétences nécessaires susceptibles de faciliter la transition vers le marché du travail.

Au Sénégal, la formation professionnelle et technique, l'insertion sociale et professionnelle et l'emploi des jeunes sont considérés comme des enjeux majeurs des politiques économiques et sociales. Néanmoins, le développement du capital humain est parsemé de défis tels que la dominance de l'économie informelle et l'usage intensif de l'apprentissage professionnel informel pour préparer les individus au marché du



travail. Il en résulte une faible visibilité des compétences et acquis ainsi qu'une pénurie d'emplois. De plus, l'offre de formation est globalement mal répartie – elle se concentre à Dakar – avec un déséquilibre suivant les filières et ne correspondant pas toujours à la demande. L'insertion économique des jeunes formés et l'emploi des jeunes constituent un défi majeur compte tenu du nombre élevé de nouveaux arrivants sur le marché du travail, quelque 300 000 jeunes par an.

L'amélioration de l'éducation et de la formation est cruciale pour une meilleure adéquation entre les compétences de la main-d'œuvre et les besoins du marché.

Au **Cabo Verde**, la diversification de l'économie, actuellement dépendante du tourisme est un enjeu important de développement en matière d'emploi et d'employabilité. Le taux de chômage élevé chez les jeunes appelle à la promotion de l'entrepreneuriat et au soutien des petites et moyennes entreprises pour stimuler la création d'emplois. Le développement des infrastructures, tant physiques que numériques, est aussi essentiel pour soutenir l'économie et l'accès à l'emploi. De plus, il est important de s'attaquer aux inégalités et d'assurer que les bénéficiaires du développement économique soient équitablement répartis, en mettant l'accent sur l'inclusion sociale et la réduction des disparités régionales.

Au **Laos**, malgré des investissements importants dans l'éducation et la formation par le gouvernement et ses partenaires de développement, les niveaux de compétences restent inférieurs à ceux des pays voisins, ce qui réduit la compétitivité et les perspectives de croissance économique. L'accès limité à un enseignement professionnel de qualité, en particulier dans les zones rurales, entrave le développement des compétences. Les inscriptions sont en baisse, les taux d'abandon sont élevés et la migration de la main-d'œuvre vers les pays voisins est en hausse en raison de la crise socio-économique à laquelle le pays est confronté. L'insuffisance des ressources limite les investissements dans les infrastructures d'éducation et de formation, la formation des enseignants et l'élaboration des programmes. Les liens insuffisants entre les prestataires de formation professionnelle et les entreprises privées limitent encore la qualité et la pertinence de la formation.

Au **Bénin** et au **Rwanda** aussi, le système de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle est confronté à plusieurs défis similaires :

une réactivité limitée aux évolutions économiques, une capacité d'accueil insuffisante et des disparités dans sa répartition, un manque de formation et de soutien adéquats pour le personnel enseignant, une qualité et une quantité insuffisantes d'équipements techniques et pédagogiques, un décalage entre les offres de formation et les besoins du marché du travail.

Enfin, au **Kosovo**, les compétences acquises dans l'enseignement formel, bien souvent obsolètes, ne correspondent pas aux besoins du secteur privé, ce qui crée un déficit de compétences, notamment dans des secteurs tels que les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les technologies de l'information et de la communication. En outre, les écoles publiques d'enseignement et de formation professionnels souffrent d'un problème d'image. En effet, ces écoles sont perçues comme une option secondaire à l'entrée à l'université, ce qui conduit les étudiants à s'y inscrire par nécessité plutôt que par choix. À cela s'ajoutent les difficultés liées à l'accessibilité géographique, avec des centres de formation concentrés dans les zones urbaines. En outre, le cadre juridique actuel n'est pas entièrement harmonisé avec la stratégie du ministère de l'Éducation, de la Science, de la Technologie et de l'Innovation et du gouvernement du Kosovo, notamment en ce qui concerne l'augmentation de l'autonomie des écoles d'enseignement et de formation professionnels, la responsabilisation du personnel à tous les niveaux et la possibilité de générer officiellement des revenus ou d'établir des partenariats public-privé.

DES INTERVENTIONS COMPLEXIFIÉES DANS UN CONTEXTE DE CRISE

La mise en œuvre des projets et programmes dans le secteur de l'éducation, la formation et l'emploi est confrontée à plusieurs difficultés. Les crises multiples – sécuritaire, alimentaire, sanitaire, environnementale – rendent le contexte d'intervention difficile. Globalement, elles induisent un recul des indicateurs de scolarisation, des arbitrages budgétaires défavorables au secteur et une plus grande vulnérabilité des populations. Ainsi, ces crises amènent les partenaires au développement à devoir fournir des efforts plus conséquents et à faire preuve d'une plus grande capacité d'adaptation pour pouvoir continuer à intervenir de façon efficace. Les crises sécuritaires induisent en outre des difficultés en matière de mobilité qui ont un impact sur la capacité d'intervention des partenaires qui doivent innover pour intervenir efficacement dans un contexte d'insécurité. ■

MAINTENIR L'ÉDUCATION EN SITUATION D'URGENCE

Au Burkina Faso, face à la crise sécuritaire qui impacte très négativement le système éducatif dans son ensemble, le programme d'appui au plan sectoriel de l'éducation et de la formation priorise actuellement l'appui au développement de l'éducation en situation d'urgence, afin d'assurer une continuité de l'apprentissage en dépit du contexte particulièrement difficile.

Selon les publications récentes du Secrétariat technique de l'éducation en situation d'urgence, la crise sécuritaire que connaît le Burkina Faso a entraîné la fermeture de 5 330 écoles en raison d'attaques contre les établissements d'enseignement, de violences contre les enseignants, d'interruption des activités d'apprentissage et d'abandon forcé des classes par des enseignants.

La crise sécuritaire a affecté 820 865 élèves et 23 955 enseignants.

En conséquence, l'on constate une augmentation du taux de déperdition scolaire au niveau national, une déscolarisation massive des élèves et un déplacement des populations, notamment rurales. Cette situation a également entraîné une diminution de la qualité de l'éducation, une aggravation des inégalités préexistantes et une réduction de l'accès à l'éducation pour certains groupes sociaux. Dans ce contexte, la résilience du système éducatif est mise à rude épreuve.

Pour contribuer à résorber les conséquences négatives de cette situation, le programme d'appui au plan sectoriel de l'éducation et de la formation, en collaboration avec le ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues nationales, vise à assurer la continuité d'une éducation de qualité, inclusive et équitable.

Pour ce faire, le programme prévoit la construction de salles de classes de différents types, à la fois pour répondre à l'urgence mais également pour anticiper les conséquences de la crise sur le plus long terme. En 2023, 190 salles de classe temporaires ont été construites et 80 établissements ont été équipés de 7 000 tables-bancs. Les infrastructures scolaires construites par le programme ont permis aux écoles bénéficiaires de désengorger leurs classes en sureffectif à cause de l'arrivée massive des élèves déplacés internes, en créant plus de 5 700 places supplémentaires. Des kits scolaires ont également été distribués à 84 200 élèves ainsi que des kits de dignité aux filles, réduisant ainsi les absences liées à leur cycle menstruel.

Aussi, le programme fournit un appui à l'alimentation scolaire (fourniture de vivres aux cantines scolaires, aux parents des familles des élèves déplacés internes et aux familles en situation de vulnérabilité des localités hôtes. Dans un contexte marqué par l'insécurité et les déplacements internes qui s'en suivent, la majorité des décrochages scolaires sont en effet liés à l'incapacité des familles d'assurer la prise en charge des coûts liés à la scolarité de leurs enfants et de ceux liés à leur alimentation.

Une grande partie des élèves abandonnent l'école ou ne sont pas en mesure de suivre les cours en raison d'une alimentation insuffisante ou inadaptée.

De nombreux parents sont également contraints de mettre fin à la scolarisation de leurs enfants pour les employer à des travaux rémunérateurs dans le but de subvenir aux besoins alimentaires de leur famille. En 2023, 144 711 élèves ont bénéficié d'un appui en alimentation scolaire et 6 177 personnes déplacées internes et familles vulnérables hôtes ont été assistés sur le plan alimentaire. En répondant à ces besoins essentiels, l'intervention a permis d'assurer le maintien des élèves déplacés internes et, plus largement, des enfants en situation de vulnérabilité à l'école.

Enfin, les capacités de 86 enseignants ont été renforcées afin de leur permettre d'assurer pleinement leurs fonctions dans le cadre de la crise sécuritaire et d'accompagner au mieux les élèves déplacés internes (appui psychosocial au profit des élèves déplacés, approche *Safe School*, méthodologie d'enseignement à distance, etc.). Les risques de marginalisation, de stigmatisation et d'exclusion des élèves déplacés internes étant élevés dans les établissements hôtes, l'apport de connaissances reçu par les enseignants et le développement d'attitudes appropriées ont facilité l'apprentissage de ces élèves, ainsi que leur intégration dans leur nouveau milieu de vie scolaire et social. ■

TÉMOIGNAGES

« NOUS SOMMES VRAIMENT CONTENTS DES NOUVELLES SALLES DE CLASSE »

Des bénéficiaires du programme d'appui au plan sectoriel de l'éducation et de la formation témoignent de l'importance du soutien reçu pour préserver l'éducation dans un contexte de crise au Burkina Faso.

« L'école a ouvert en 2020. Depuis lors, nous sommes passés de 5 classes à 10, avec une moyenne de 100 élèves par classe, totalisant plus de 600 élèves déplacés internes. La réponse apportée par le programme soutenu par la Coopération luxembourgeoise a été très bénéfique. Les établissements construits ont permis d'absorber le surplus d'élèves. La cantine joue un rôle crucial en maintenant les enfants à l'école et en assurant leur fréquentation. Désormais, le manque d'un point d'eau fonctionnel au sein de l'établissement est un défi. Enfin, il est crucial de protéger les enfants et les enseignants du soleil dans les salles, car toutes ne sont pas couvertes », explique le directeur de l'école primaire du secteur 4 de Kaya.

« Je m'appelle Assane SAWADOGO, en classe de CM2 à l'école primaire communale B. J'ai 12 ans et je suis un élève déplacé interne depuis deux ans, arrivé de Dablo, commune située à plus 80 kilomètres, pour résider ici, à Kaya. Avant, nous étions nombreux en classe. Certains restaient assis par terre, il n'y avait pas de salle de classe ni de table-banc. Maintenant, plus personne n'est assis par terre et nous ne sommes plus trop nombreux grâce aux classes construites. À présent, nous souhaiterions couvrir les côtés des salles avec des bâches pour nous protéger du soleil, avoir un sac pour l'école, des livres de lecture, des cahiers et un stylo. Vu que notre maison est éloignée de l'école, un vélo serait aussi utile pour moi. »

« Je m'appelle Blandine OUEDRAOGO, j'ai 14 ans et je suis en classe de 6^e A à Kougrin Louda. Avant, nous habitons à Namisigma, une localité située à quelques kilomètres d'ici. À cause de l'insécurité, mes parents et moi sommes venus à Kaya. Nous sommes vraiment contents de la construction des nouvelles salles de classe. Avant, quand nous venions demander une place au sein de l'établissement, l'administration nous répondait qu'il n'y en avait pas. Mais cette fois-ci, ils ont accepté de m'inscrire car de nouvelles salles de classe étaient disponibles. »



DE LA FORMATION À L'INSERTION PROFESSIONNELLE

Les appuis de LuxDev aux systèmes d'enseignement, de formation et d'emploi de ses pays partenaires couvrent de nombreux aspects. Le principal enjeu consiste à instaurer un changement de paradigme en plaçant l'insertion des jeunes comme principal objectif et indicateur à atteindre, et la formation professionnelle comme un moyen permettant d'y parvenir.

Afin de renforcer l'éducation de base, LuxDev appuie notamment le renforcement d'infrastructures scolaires. À cet égard, au Niger, l'État et ses différents partenaires, dont la Coopération luxembourgeoise, ont mis en place le Fonds commun sectoriel de l'éducation (FCSE) en juillet 2017. Malgré le coup d'État qui a entraîné la suspension de la coopération bilatérale entre le Niger et le Luxembourg et bloqué plus de 84 % des ressources de l'année du FCSE, les partenaires ont abondé le fonds à hauteur de 23 234 500 EUR. Les financements se sont majoritairement orientés vers les infrastructures scolaires, l'appui au fonctionnement des établissements scolaires et, plus généralement, vers les niveaux déconcentré et décentralisé au plus près des élèves et apprenants. En 2023, 126 salles de classes ont été réceptionnées au profit des établissements primaires et secondaires, permettant de renforcer les capacités d'accueil d'améliorer l'accès à l'éducation de base. Plus de 5 000 comités de gestion décentralisée des établissements scolaires primaires et secondaires ont bénéficié d'une subvention pour réaliser des activités qui concourent à améliorer la qualité des apprentissages des élèves.

SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION

Pour soutenir la formation, l'Agence contribue à la refonte, la mise en place ou la diversification des programmes et cursus, en ciblant les qualifications et les métiers recherchés par les entreprises. Pour ce faire, l'apprentissage en milieu de travail et l'approche par compétences comme méthode pédagogique sont privilégiés. Dans la même optique, des centres de formation professionnelle sont construits et/ou renforcés dans leurs capacités, à travers le financement de formations initiales ou qualifiantes, l'équipement d'ateliers, la formation technique des formateurs ou encore l'élaboration de manuels et de matériel d'apprentissage. Un accent est mis sur le renforcement des capacités des corps de contrôle (administratif, financier et pédagogique) et le management des centres de formation.

Ces interventions sont menées dans de nombreux pays partenaires. Ainsi, au Sénégal, en appui à la politique nationale sectorielle, les activités du programme de formation professionnelle et technique ont pour finalité l'employabilité des jeunes, et ce à travers quatre axes majeurs : le développement de l'accès à la formation, l'amélioration de la qualité des offres de

formation, l'appui à l'insertion des jeunes formés et la gouvernance sectorielle. Les énergies renouvelables, par exemple, constituent un secteur prometteur dans le cadre de la sécurisation de l'approvisionnement énergétique du pays. Dans ce domaine, diverses activités nécessitant des compétences techniques, comme le pompage solaire et l'électrification, sont en demande. Le programme a donc identifié les métiers porteurs d'emploi ainsi que les formations à mettre en place à court terme, telles que des brevets de techniciens en énergies renouvelables et des options en solaire photovoltaïque, en solaire thermique et en éolien. Afin d'assurer une formation de qualité, 44 formateurs et enseignants ont bénéficié d'un renforcement de capacités au sein du *Centro de Energias Renováveis e Manutenção Industrial* au Cabo Verde, dont la mission est de promouvoir et diffuser des connaissances et de développer des compétences dans les domaines des énergies renouvelables et de la maintenance industrielle dans la sous-région.

305

jeunes, au Laos, issus pour la plupart de milieux défavorisés, ont bénéficié d'une bourse et/ou d'une formation qualifiante, améliorant ainsi leur capacité d'insertion professionnelle.

De son côté, le programme de renforcement des compétences en tourisme, agriculture et sylviculture au Laos, dont la mise en œuvre a commencé au quatrième trimestre 2023, a notamment soutenu la mise en place de cours de formation professionnelle dans quatre collèges.

L'un des établissements soutenus, le *Vientiane Professional Development College*, a dispensé des cours de trois mois dans les domaines de la cuisine et la restauration. Les cours comprennent une formation pratique et théorique ainsi que l'apprentissage de l'anglais et d'aptitudes quotidiennes, tous essentiels à une carrière dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie. En outre, des cours de perfectionnement de courte durée ont été organisés pour le personnel de première ligne travaillant déjà dans le secteur du tourisme, principalement dans des micro-, petites et moyennes entreprises. Ces cours ont permis aux nouveaux arrivants d'acquérir des compétences précieuses pour décrocher leur premier emploi, et à ceux qui étaient déjà employés, d'améliorer leurs compétences.

SUCCESS STORY

LA FORMATION, TREMLIN VERS L'EMPLOI

L'établissement Aiden's by Manee Café a récemment accueilli six nouveaux membres dans son équipe, tous diplômés du certificat en cuisine et restauration du *Vientiane Professional Development College*. Ces étudiants avaient reçu des bourses du programme de renforcement des compétences en tourisme, agriculture et sylviculture. Deux jeunes employées et le directeur du café témoignent.

MALEE HER

Malee est une jeune femme dynamique et ambitieuse de Luang Prabang qui a pris la décision de quitter sa famille et sa ville natale pour suivre une formation professionnelle dans la capitale.

Les attentes de Malee à l'égard de sa formation ont été dépassées. Si elle savait qu'elle acquerrait les connaissances et compétences essentielles pour entamer une carrière dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, elle n'avait pas anticipé l'aide apportée aux étudiants pour trouver un emploi dans ce secteur, en particulier le salon de l'emploi organisé par l'établissement, qui l'a aidée à décrocher un poste correspondant à ses compétences immédiatement après l'obtention de son diplôme.

Malee a d'abord postulé en tant que barista, mais le directeur a rapidement reconnu son potentiel et lui a proposé un poste de caissière afin de lui donner l'occasion d'apprendre davantage.

Le soutien reçu par Malee dans le cadre du programme lui a non seulement permis d'acquérir des compétences essentielles pour trouver un emploi dans le secteur du tourisme en plein essor au Laos, mais il lui a aussi ouvert la voie à de nouvelles possibilités et lui a permis de rêver en grand. « *Un jour, ce sera mon tour d'ouvrir mon propre café.* »

VATHSANA CHANTHAPHONE

Originaire de la province d'Oudomxay, Vathsana a dû abandonner l'école avant la fin du deuxième cycle de l'enseignement secondaire pour aider sa mère à vendre des produits au marché du village. Elle était loin de se douter que sa passion pour la cuisine serait le catalyseur de sa carrière professionnelle.

C'est un voisin de son village, qui connaissait sa passion pour la cuisine, qui l'a informée de l'existence du certificat dispensé par le *Vientiane Professional Development College* et de l'existence d'une bourse accordée aux étudiants issus de milieux défavorisés. Intriguée et déterminée, Vathsana a d'abord dû relever un défi de taille : convaincre ses parents de l'autoriser à se rendre à Vientiane pour suivre la formation. « *La bourse couvrant les frais de scolarité, l'allocation de subsistance, les uniformes, le transport et bien d'autres choses encore a joué un rôle essentiel dans la concrétisation de cette opportunité* », explique-t-elle.

Se remémorant son séjour au collège, Vathsana déclare fièrement : « *J'ai appris beaucoup de nouvelles choses, même à préparer des desserts occidentaux comme la crème brûlée* ». Elle souligne la légère pression que l'école exerçait parfois sur elle, mais reconnaît également que c'est ce qui l'a poussée et motivée à devenir non seulement une bonne cuisinière, mais aussi une cuisinière professionnelle. Reconnaissante du soutien qui lui a permis de terminer sa formation, elle ajoute : « *maintenant, je ferai de mon mieux dans mon travail, j'aurai un bon revenu et je soutiendrai ma famille* ».

PHONTHEP KHANTHALY

Ces témoignages très positifs vont de pair avec les impressions du responsable d'Aiden, M. Phonthep KHANTHALY, sur ses nouveaux collaborateurs.

L'éventail des compétences professionnelles et la confiance dont ces étudiantes ont fait preuve lors du salon de l'emploi ont retenu son attention. Alors que Malee, Vathsana et Bounthanh n'ont rejoint l'équipe que depuis quelques semaines, M. KHANTHALY est très

satisfait de ses nouveaux employés et affirme qu'il peut « *vraiment voir la différence entre ceux qui ont reçu une formation appropriée et ceux qui n'en ont pas reçue* ».

Malee et Vathsana sont actuellement en période d'essai de trois mois, afin de s'assurer de leur satisfaction mutuelle avant de conclure un contrat d'un an. M. KHANTHALY est convaincu qu'elles ne se contenteront pas de répondre aux attentes, mais qu'elles les dépasseront. ■



Malee sur son lieu de travail ▲

La formation professionnelle initiale des jeunes a également été une des politiques actives mises en place par le gouvernement du **Cabo Verde**, avec le soutien du programme d'emploi et employabilité, pour améliorer l'accès à l'emploi des jeunes de 15 à 35 ans, avec un accent particulier sur l'intégration des femmes. Ainsi, le programme a soutenu le lancement d'une offre formative à travers le Fonds de promotion de l'emploi et de la formation en cofinçant la formation de plus de 2 300 jeunes par des institutions publiques et des entreprises privées. Au-delà de ce cofinancement, le programme a joué un rôle crucial dans la pérennité du fonds, notamment en soutenant le développement de trois sources de financement mais aussi la révision de son manuel de fonctionnement. Le Fonds de promotion de l'emploi et de la formation est un mécanisme favorisant un accès plus équitable et équilibré à la formation, notamment par des mesures garantissant l'accès gratuit pour les bénéficiaires les plus défavorisés et issus des municipalités éloignées. En outre, ce mécanisme exige des taux d'insertion professionnelle supérieurs à 65 %, encourageant ainsi une mise en concurrence des établissements de formation professionnelle et favorisant ceux offrant les meilleures perspectives d'insertion, tout en élaborant l'offre de formation en étroite collaboration avec les entreprises.

Au **Rwanda**, afin de soutenir les priorités du ministère de l'Éducation, à savoir augmenter la proportion de jeunes en formation professionnelle, tout en relevant des défis tels que le coût de création et de gestion des centres de formation et l'adéquation des programmes proposés aux besoins du marché, le projet d'appui à la formation technique et à l'employabilité a sélectionné quatre écoles dans les districts de Karongi et Nyamagabe qui seront appuyées dans l'amélioration de la qualité des formations, l'insertion sur le marché du travail et l'entrepreneuriat. Le projet, lancé en 2023, prévoit notamment de développer la toute première stratégie nationale dans le domaine et de mettre à jour ou développer 11 programmes de formation.

Au **Mali** aussi, dans le cadre du programme de formation et insertion professionnelle, les compétences techniques de 43 formateurs de trois métiers de la filière agro-sylvo-pastorale (maraîchage, aviculture et transformation agroalimentaire) ont été renforcées dans l'optique d'améliorer leurs pratiques d'enseignement. Un module de formation en entrepreneuriat pour les centres de formation publics a également été élaboré, validé et testé à travers la formation de 2 500 jeunes.

Dans le cadre du programme d'appui à la politique sectorielle d'enseignement et de formation techniques et professionnels au **Burkina Faso**, des projets de formation, au profit de 5 471 jeunes dont 2 697 personnes déplacées internes, ont été financés dans le cadre d'un partenariat avec le Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage. Ces formations qualifiantes, de courte durée, concernent divers domaines vecteurs d'insertion professionnelle : énergie hybride, technique de froid et de climatisation, électrotechnique, plomberie sanitaire, métiers de l'agro-sylvo-pastoral et de l'artisanat, etc. Parallèlement, les capacités de gestion et de gouvernance des centres privés de formation professionnelle sont renforcées, ainsi que celles des formateurs. Ce renforcement de capacités porte notamment sur l'approche par les compétences, l'apprentissage dual et la gestion des différents types de formation professionnelle, permettant d'améliorer la qualité des formations et d'harmoniser les outils et pratiques pédagogiques dans les centres. Aussi, pour aider les centres à relever le niveau de leur plateau technique et ainsi diversifier les formations et améliorer leur accessibilité et qualité, un appel à projets d'investissement a été lancé en mai 2023 et a permis de sélectionner 21 projets devant bénéficier de financements, pour une cible projetée de plus de 24 000 apprenants sur la période 2024-2028.

TÉMOIGNAGE

LES CENTRES DE FORMATION APPUYÉS AU BURKINA FASO

« Je suis Fulbert SAM, directeur du centre de formation professionnelle Louis-Querbes de Banfora, né en 2009 grâce à l'appui de la Coopération luxembourgeoise.

Nous avons été invités à participer au projet d'appui à l'investissement des centres privés de formation professionnelle lancé dans le cadre du projet d'appui à la politique sectorielle d'enseignement et de formation techniques et professionnels. Nous avons pensé à élargir notre offre en créant une nouvelle filière de formation en énergie solaire, nous avons monté le projet et le centre a été retenu pour bénéficier d'un accompagnement technique et financier.

Au-delà du financement, le plus important dans cette collaboration, c'est l'accompagnement des experts dont nous bénéficions durant tout le processus. Antérieurement, nous avons suivi des formations en lien avec la gestion, les plans d'affaires, et aujourd'hui nous sommes là encore pour l'élaboration des indicateurs critiques de gestion. Cette initiative est vraiment à saluer ! Sans avoir suivi de formation universitaire, nous sommes devenus des experts en gestion. » ■



Enfin, le secteur de l'enseignement et de la formation professionnels constitue l'un des principaux piliers de la coopération au développement entre le Kosovo et le Luxembourg. Trois projets et programmes ont été mis en œuvre dans ce domaine en 2023. Le projet d'appui à la réforme de la formation technique et professionnelle se concentre sur l'amélioration de l'offre, en développant les qualifications et en renforçant l'efficacité et la durabilité de certains établissements. Le projet d'appui de l'Union européenne à l'enseignement et à la formation professionnels, à la requalification professionnelle et à la profession, qui s'est clôturé en décembre 2023, a lui aussi considérablement amélioré la structure et les performances du système d'enseignement et de formation professionnels, en soutenant sa pertinence, sa qualité et sa durabilité. Plus particulièrement, des normes professionnelles, des programmes de qualifications et du matériel d'enseignement et d'apprentissage ont été élaborés. Des bourses au mérite ont été attribuées à des étudiants dans les établissements soutenus. En outre, les capacités du personnel enseignant ont été renforcées et des centres de formation ont été équipés, jetant les bases solides d'un enseignement de qualité qui s'aligne sur les exigences du marché du travail. Par ailleurs, le projet européen a mis en place un système de suivi des diplômés dans 85 % des écoles publiques d'enseignement et de formation professionnels et des centres de formation professionnelle. Pour les dispositifs de formation, publics comme privés, le défi consiste en effet à passer d'une logique de moyens, à une gestion axée sur des résultats. L'opérationnalisation du système d'information de l'étude de suivi a impliqué la formation de 401 spécialistes et l'enregistrement de 12 000 diplômés à la fin du projet, ce qui a permis d'obtenir des informations précieuses sur l'employabilité des diplômés.

Le projet au Kosovo a permis de développer une plateforme officielle pour l'orientation professionnelle, busulla.com. Plus de 500 000 utilisateurs y ont été enregistrés depuis sa création.

Les activités des projets ont donc permis de répondre aux besoins immédiats en matière d'infrastructures éducatives et de définir un cadre stratégique pour le développement durable de l'enseignement et de la formation professionnels, aligné sur les besoins de l'industrie et propice à la croissance économique à long terme. Le projet de compétences pour des emplois durables au Kosovo s'inscrit dans la continuité et s'appuie sur les résultats de ces deux projets. Il continuera

à soutenir le gouvernement kosovar dans ses efforts pour fournir une éducation de qualité et inclusive, pour développer les compétences et le potentiel des individus, ainsi que pour encourager l'apprentissage tout au long de la vie.

MIEUX INSÉRER LES JEUNES SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

En ce qui concerne l'insertion socio-économique, LuxDev accompagne la mise en place de stratégies d'accompagnement des jeunes dans leur parcours d'orientation et d'insertion, le développement de plateformes et d'espaces d'insertion et l'appui aux plans d'affaires portés par les jeunes.

Dans le cadre du programme de formation et insertion professionnelle au Mali par exemple, LuxDev collabore avec l'Agence pour la promotion de l'emploi des jeunes et l'Agence nationale pour l'emploi pour accompagner les jeunes dans leur parcours d'insertion professionnelle, de l'orientation à la mise en place de leur projet. Cet accompagnement se matérialise au travers d'actions de communication pour informer les jeunes des possibilités et opportunités d'insertion professionnelle dans les filières d'opportunités qui s'offrent à eux, la réalisation de bilans de compétences pour les aider à opérer des choix pertinents de filières de formation et/ou de projets d'entreprise, une formation qualifiante et/ou entrepreneuriale qui débouche sur un plan d'affaires ainsi qu'un accompagnement pour la recherche de financement et la création d'entreprise.

Au Mali, 4 243 jeunes ont été accompagnés dans la réalisation de leur bilan de compétences professionnelles.



La réalisation de bilans de compétences par les équipes des deux agences, avec un engagement et une qualité qui continuent de s'accroître, constitue l'un des principaux acquis dans la conduite efficace du processus d'accompagnement des jeunes dans leur transition vers le marché du travail. Une dynamique de professionnalisation de la fonction de conseiller à l'orientation et d'appui à l'insertion professionnelle est en cours de construction. Celle-ci devra, à terme, contribuer à mieux structurer et rendre plus performantes les interventions en matière d'orientation professionnelle des jeunes au Mali.

Au Sénégal, l'amélioration des dispositifs d'accompagnement à l'insertion est atteinte à travers l'appui de la société civile ou le renforcement des capacités internes des centres de formation professionnelle, des conseils départementaux ou des communes. Plus particulièrement, les activités menées en 2023 dans le cadre du programme de formation technique et professionnelle ont permis de passer d'une approche *top-down* à une approche *bottom-up*, à partir de l'identification des besoins des territoires en matière de compétences nécessaires, avec la mise en place d'actions de formation et d'insertion. Dans le Nord, une emphase particulière a été mise sur l'agri-élevage, englobant de nombreux projets d'investissement et de formation à court terme dans les centres publics, avec des travaux pratiques dans le secteur privé et en itinérance avec des unités mobiles. Dans la zone Centre, outre l'agri-élevage également considéré comme filière prioritaire, l'accent a été mis sur le tourisme. La filière technologies de l'information et de la communication (TIC) a également été soutenue, notamment à travers les bus TIC qui ont collaboré efficacement avec les Pôles emploi pour toucher des communes sans accès à la formation professionnelle. Les unités mobiles de formation ont ainsi permis de toucher plus de 5 000 nouveaux bénéficiaires en 2023, pour un total cumulé de 8 146 bénéficiaires depuis leur déploiement.

Le programme d'emploi et employabilité au Cabo Verde a quant à lui appuyé *Pró Empresa*, acteur clé de l'écosystème entrepreneurial, dans la mise en place d'activités axées sur l'entrepreneuriat chez les jeunes : facilitation de l'accès au crédit bancaire pour les micro- et les jeunes entreprises, organisation du *Start-up Challenge*, concours d'idées d'entreprises récompensant les meilleures propositions, appui à *Cabo Verde Digital* visant l'accélération de l'écosystème d'innovation et d'entrepreneuriat technologique à travers des concours, la promotion des start-up numériques et des activités de formation et de réseautage, etc.

Pour promouvoir la création d'emplois et l'employabilité des jeunes et des femmes, le programme d'appui au développement de l'emploi et de l'employabilité des jeunes et des femmes dans les régions de Dosso, Niamey et Zinder au Niger a lancé l'identification, puis la formation, de jeunes et de femmes dans les chaînes de valeur agro-sylvo-pastorales. Ces formations visent à doter les apprenants de connaissances nécessaires leur permettant de mettre en place et gérer efficacement des unités de production génératrices d'emplois et de revenus. En 2023, 595 jeunes, dont 325 hommes et 270 femmes, ont été formés dans le domaine agricole. Ces apprenants ont reçu des connaissances permettant de gérer leurs exploitations agricoles après leur installation en 2024.



INTERVIEW

DAGANA, TERRITOIRE D'OPPORTUNITÉS POUR L'EMPLOI DES JEUNES SÉNÉGALAIS

En partenariat avec le centre de formation professionnelle de Dagana, le service de l'élevage de Dagana et la ferme-école de Kossam SDE, société de développement de l'élevage, filiale co-créée entre la Laiterie du Berger et la coopérative des éleveurs, deux projets de formation-insertion sur la filière lait ont été mis en place et financés par la Coopération luxembourgeoise via le 3FPT, Fonds de financement de la formation professionnelle.

Un premier projet de formation-insertion consiste en la mise en incubation de filles d'éleveurs et de jeunes filles sorties du centre de formation professionnelle dans la ferme-école de la Laiterie du Berger. Elles sont formées aux techniques d'élevage, de maraîchage et à la fabrication du savon.

Actuellement, 108 jeunes filles ont été formées parmi lesquelles 24 ont obtenu des crédits de la Délégation à l'entrepreneuriat rapide des femmes et des jeunes pour la création de mini-fermes. Quatre autres jeunes attendent d'être financées et les 80 restantes détiennent un troupeau au sein de leurs familles. Toutes sont devenues productrices et fournissent du lait à la Laiterie du Berger, en plus de revenus produits par le maraîchage et la fabrication de savons. Fatimata DIA est l'une de ces bénéficiaires.

Pouvez-vous vous présenter en quelques mots ?



Je m'appelle Fatimata DIA, j'ai 36 ans et j'habite le village de Bounama, dans le département de Dagana, au nord du Sénégal. Je suis mariée et maman d'un garçon. Dans ma famille, nous sommes éleveurs de père en fils, et de père en fille aussi !

Quel a été votre parcours ?

Je suis allée à l'école jusqu'en classe de CE2, puis j'ai arrêté pour aider ma famille dans les activités d'élevage et appuyer mes parents dans la gestion du troupeau.

En 2021, mon père, qui fait partie de la coopérative des producteurs laitiers de Dagana, m'a conseillé de suivre une formation. La coopérative est en partenariat avec le centre de formation professionnelle de Dagana. Le centre a développé des projets de formation-insertion de six mois avec le 3FPT, dont deux mois se réalisent en incubation dans la ferme-école de la Laiterie du Berger à Richard-Toll. À la fin de ma formation, j'ai été accompagnée par les responsables de la ferme et j'ai obtenu un numéro de bidon qui m'a permis d'être fournisseur de lait à la laiterie.

Mais je voulais aussi augmenter ma production de lait. C'est ainsi que j'ai déposé un projet à la Délégation à l'entrepreneuriat rapide des femmes et des jeunes pour solliciter un financement. J'ai obtenu 2 800 000 FCFA (environ 4 268 EUR) pour la réalisation d'une étable, l'achat de trois vaches laitières et d'un taureau métis. J'ai également acheté une charrette et un fût de 1 000 litres. Aujourd'hui, je dispose donc de ma propre mini-ferme.

Quelles sont les principales activités de votre ferme ? Est-ce rentable ?

Pour le moment, les activités de la ferme se limitent à la production laitière. Mais nous avons aussi été formées au maraîchage et à la fabrication de savon. Malheureusement, nous rencontrons un sérieux problème d'eau dans notre village depuis presque six mois, ce qui rend difficile la diversification des activités. Dès que l'eau reviendra dans le village, nous démarrons les activités de maraîchage.

Pour l'instant, avec l'élevage, nous assurons une fourniture régulière de lait à la laiterie, d'environ 30 litres par jour. Cela équivaut à un revenu mensuel de 350 000 FCFA (environ 533 EUR), qui nous permet d'assurer les charges liées à notre alimentation mais aussi à l'éducation de nos enfants à Richard-Toll. Nos conditions de vie se sont également améliorées car nous avons construit de nouvelles pièces dans la maison. ■



LES JEUX OLYMPIQUES DE LA JEUNESSE DE DAKAR POUR SOUTENIR L'EMPLOI DES JEUNES

En 2026, le Sénégal accueillera les Jeux olympiques de la jeunesse (JOJ) de Dakar, premier événement olympique jamais organisé en Afrique. Le Comité international olympique soutient la vision selon laquelle « les JOJ Dakar 2026 représentent un catalyseur pour une transformation sportive, sociale, culturelle, éducative et économique qui créera de nouveaux espoirs, de nouvelles opportunités et de la confiance pour les jeunes ». C'est ainsi que les JOJ Dakar 2026 offriront de réelles opportunités d'insertion économique pour les jeunes, avant, pendant et après l'événement.

Pour contribuer à l'héritage des JOJ Dakar 2026 et profiter de ce contexte favorable pour améliorer l'emploi des jeunes au Sénégal, les acteurs du développement européens ont répondu à l'appel lancé par le Comité d'organisation des Jeux olympiques de la jeunesse Dakar 2026 et le ministère de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion du Sénégal. Ensemble, ils ont décidé de mettre sur pied, l'Initiative FIT! Sénégal, qui a débuté en octobre 2023.

Dans une approche *Team Europe*, l'Initiative FIT! Sénégal est cofinancée par l'Union européenne et six pays européens (Allemagne, France, Italie, Grand-Duché de Luxembourg, Pays-Bas, Suisse) et déployée conjointement par les agences de développement française, italienne, allemande et luxembourgeoise.

Les parties prenantes de l'Initiative FIT! Sénégal ont pris un engagement pour impliquer les jeunes, non

seulement en tant que bénéficiaires directs des activités, mais aussi comme parties prenantes de la réflexion, du pilotage et de la mise en œuvre. Cette volonté se matérialise par l'application à titre expérimental du *Youth Friendly Standards* un label, développé par le Consortium Jeunesse Sénégal, pour aider les organisations à évaluer leurs pratiques concernant l'implication des jeunes dans leurs programmes. C'est ainsi, par exemple, que toutes les parties prenantes ont été associées à la réflexion concernant le nom du projet et ses éléments de communication, dont son identité visuelle. Un concours a été organisé et Makhtar WADE, un jeune graphiste étudiant à l'Université Gaston Berger, a été sélectionné pour trouver le nom et développer le logo de FIT! Sénégal. D'une part, *fit* signifie « bravoure » en wolof, langue la plus parlée au Sénégal, et souligne ainsi le courage nécessaire à la construction d'une vie professionnelle. D'autre part, *fit* évoque le fait d'être en bonne condition physique en anglais, en allemand, en luxembourgeois et en néerlandais, et fait donc référence au domaine sportif et aux JOJ Dakar 2026.

Le projet prévoit de renforcer 84 établissements de formation en équipements ou en infrastructures sportifs, qui bénéficieront à 50 000 utilisateurs. Deux centres de formation vont également être construits et 2 800 jeunes seront accompagnés dans des parcours de formation et insertion. ■

RENFORCER LES MÉCANISMES DE FINANCEMENT

Lorsqu'un jeune souhaite se lancer dans l'entrepreneuriat, il a besoin de financement pour démarrer son projet, mais aussi pour ses activités courantes et éventuellement pour faire croître sa petite entreprise. Si l'accès au financement est relativement aisé en contexte urbain et pour les entrepreneurs expérimentés, c'est loin d'être le cas pour les jeunes issus de la formation professionnelle qui se lancent avec peu ou pas d'expérience. En effet, pour le secteur financier formel, ils sont souvent perçus comme trop risqués pour leur octroyer un crédit, d'autant plus s'ils sont actifs dans le secteur agricole.

Pour pallier cette situation, les projets et programmes mis en œuvre par LuxDev dans le secteur de l'éducation, la formation et l'emploi intègrent des mécanismes de subvention adossée au crédit, des garanties, des lignes de crédit ad hoc ou des programmes d'accompagnement des jeunes post-formation et des institutions financières pour mieux servir ce marché.

C'est le cas notamment du programme d'appui aux filières agropastorales au Mali ou encore du programme de formation professionnelle et technique au Sénégal. Au Niger aussi, pour aider les jeunes et femmes dans la réalisation ou la consolidation de leur projet professionnel, le programme d'appui au développement de l'emploi et de l'employabilité des jeunes et des femmes dans les régions de Dosso, Niamey et Zinder, en partenariat avec le Fonds d'investissement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des institutions de microfinance, a facilité l'accès au financement pour des jeunes et des femmes. Ainsi, 14 femmes et 15 hommes installés dans le domaine agricole dans la région de Dosso ont été financés à travers une subvention (40% du coût de projet) adossée au crédit (50% du coût du projet). Ce financement leur a permis de consolider leur auto-emploi à travers le renforcement de leurs activités génératrices de revenus. ■

L'IMPORTANCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

Pour mieux faire correspondre formation et besoins du marché de l'emploi et ainsi renforcer l'employabilité, les projets et programmes mis en œuvre par LuxDev accordent une attention particulière à valorisation des opportunités de partenariats avec le secteur privé.

Les partenariats public-privé permettent d'identifier au mieux les besoins du marché de l'emploi, de les prioriser et d'appuyer ensuite les établissements de formation pour qu'ils élaborent des programmes adaptés. À terme, les sortants de formation augmentent leurs chances de trouver un travail, que ce soit par le biais d'un emploi formel ou informel, de l'auto-emploi ou encore de l'entrepreneuriat.

De cette observation est née la philosophie du projet VET Toolbox. Ce dernier cherche à chercher à promouvoir les opportunités d'insertion en impulsant des dialogues public-privé et en développant une offre de formation correspondant aux besoins des centres de formation et des entreprises. Le contenu des formations est développé en concertation avec les entreprises afin de l'axer sur leurs besoins. Certaines entreprises décident d'appuyer les centres en leur offrant du matériel, afin de renforcer la qualité des formations et de mieux préparer les jeunes apprentis aux réalités du métier. La formation professionnelle ayant pour but d'améliorer les perspectives d'emploi

des apprenants, les échanges entre centres et entreprises servent également à dégager des pistes d'insertion et de stage. Par exemple, au Sénégal, l'entreprise SMT, distributeur de matériel Volvo, a offert du matériel mécanique à deux centres de formation professionnelle. Une deuxième entreprise, NEEMBA Sénégal, distributeur de matériel Caterpillar, s'est jointe à ce projet et offrira également du matériel mécanique aux centres. De plus, elle s'impliquera dans l'élaboration du contenu des formations pour l'orienter sur les besoins de ses clients. L'entreprise Elementerre, spécialisée dans la fabrication de briques de terre compressées, collabore quant à elle avec deux centres de formation professionnelle pour former la main-d'œuvre nécessaire à la construction d'un écoquartier. Enfin, l'entreprise Lucas Nülle a équipé le centre de formation professionnelle à Louga en matériel numérique pédagogique et a formé les formateurs du centre pour renforcer la qualité de formation dans ce secteur.



Jeunes filles au Centre sectoriel de formation professionnelle ▲
aux métiers de la mécanique et des engins motorisés à Diamniadio, Sénégal

Le programme de formation professionnelle et technique au Sénégal soutient aussi des actions de formation en partenariat avec des initiatives privées, telles que le Centre agricole pour l'initiative rurale de Sokone. Lancé en 2018 et agréé par le ministère de la Formation professionnelle, ce centre forme des jeunes entrepreneurs ruraux aux pratiques agricoles et à la transformation agroalimentaire, les accompagne dans leur incubation et dans la finalisation de leur projet d'entreprise. Des collaborations avec le Centre public de formation professionnelle de Sokone favorisent des formations porteuses d'emploi pour les jeunes de la commune et des environs, renforçant ainsi la collaboration public-privé dans le domaine de la formation professionnelle.

Au Kosovo aussi, le renforcement de la coopération entre les écoles d'enseignement et de formation professionnels et le secteur privé est pris en compte dans les projets et programmes. Le projet d'appui de l'Union européenne à l'enseignement et à la formation professionnels, à la requalification professionnelle et à la profession a permis d'établir 168 accords de coopération formels entre les écoles d'enseignement professionnel et les entreprises du secteur privé concernées pour la formation pratique et les possibilités d'emploi. En outre, le projet compétences pour des emplois durables se concentrera sur le renforcement des écosystèmes de l'innovation, de l'université et de la recherche, par le biais d'instruments encourageant les partenariats entre d'une part, les entreprises et les universités luxembourgeoises et d'autre part, les parties prenantes publiques ou privées au Kosovo. Le but est que l'enseignement et la formation professionnels deviennent un catalyseur dans les domaines des technologies de l'information et de la communication, de l'industrie culturelle et créative, de l'énergie et de l'environnement et de la télémédecine.

Au Laos, l'inadéquation entre la demande et l'offre de travailleurs dûment qualifiés est due à une planification et à des services de développement des compétences professionnelles insuffisants, affectant la compétitivité de l'économie. Le programme de renforcement des compétences en tourisme, agriculture et sylviculture soutient les partenariats public-privé dans le développement des compétences professionnelles aux niveaux macro, méso et micro. Au niveau macro, le programme renforce la capacité des comités nationaux et provinciaux de développement

des ressources humaines, des conseils nationaux et provinciaux de formation et des groupes de travail sur le tourisme et l'agriculture, afin d'améliorer le dialogue public-privé et élaborer des politiques liées à la formation professionnelle axée sur le marché. En outre, le programme facilite le développement du système d'information sur le marché du travail laotien et la fourniture de services pour les jeunes demandeurs d'emploi par des prestataires publics et privés. Au niveau méso, le programme soutient la participation du secteur privé à l'élaboration et à l'accréditation des programmes d'études, ainsi que l'intégration des compétences liées à l'employabilité et l'apprentissage par le travail dans les programmes de formation professionnelle. Enfin, au niveau micro, les partenariats public-privé sont soutenus grâce au soutien du programme qui vise à renforcer la capacité du personnel des écoles/collèges à s'engager avec les entreprises locales et à octroyer de petites subventions pour faciliter des initiatives de collaboration spécifiques. En aidant les prestataires de formation professionnelle à s'engager avec le secteur privé, le programme contribue à renforcer le lien entre les prestataires de formation et les entreprises, réduisant l'inadéquation des compétences et garantissant que la formation est pertinente et s'aligne sur les besoins réels du marché. Les effets potentiels à long terme peuvent se traduire par une augmentation de l'emploi, une amélioration des salaires, une croissance économique et une meilleure employabilité pour les générations futures. Les personnes formées trouveront des emplois décents, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté et au développement économique à long terme. Par ailleurs, une main-d'œuvre plus qualifiée favorise la croissance et la compétitivité des entreprises, démontrant la valeur de la formation professionnelle et encourageant davantage de jeunes à participer à la formation professionnelle.

Ces exemples illustrent les activités typiques menées par LuxDev du côté de l'offre du marché du travail, dans de nombreux projets. Une nouvelle frontière consiste à s'engager davantage avec le secteur privé également du côté de la demande. LuxDev envisage l'approche du développement des systèmes de marché pour identifier les opportunités de revenus décents pour les populations vulnérables. Un projet pilote a été lancé au Sénégal et au Rwanda. ■



LA DIGITALISATION EN APPUI

Le secteur de l'éducation, la formation et l'emploi occupe une place de choix dans l'approche *Digital for Development* de LuxDev. La transformation digitale peut en effet accélérer les progrès vers l'atteinte des ODD dans le domaine, en contribuant à accroître l'efficacité et l'efficience des systèmes d'apprentissage et à créer des opportunités d'emploi et d'insertion professionnelle pour les jeunes.

Les pays d'intervention de LuxDev connaissent, à des degrés différents, un développement soutenu de leur économie numérique sur lequel le secteur de l'éducation, la formation et l'emploi peuvent s'appuyer. La pandémie de la COVID-19 a encore contribué à renforcer cette numérisation qui impulse, par ricochet, la nécessité d'une modernisation accélérée qui oblige à multiplier les partenariats avec des opérateurs et structures privées.

S'agissant des systèmes d'apprentissage, les technologies numériques sont utilisées pour accroître l'accès de tous les apprenants à un contenu de haute qualité et adapté au contexte. Elles constituent également un moyen pour renforcer les capacités des enseignants en leur offrant des possibilités de développement professionnel et en facilitant les pratiques pédagogiques efficaces. La transformation numérique de l'éducation vise une mise à niveau systémique plus large des modèles et des modes de prestation de l'éducation. À cela s'ajoutent les opportunités de modernisation de la gestion des établissements de formation.

Quant à l'emploi et à l'insertion professionnelle, le secteur du numérique représente un vivier d'emplois pour les jeunes. Le développement des compétences numériques de base, intermédiaires et avancées permet aux apprenants des systèmes éducatifs et de formation d'accéder non seulement aux opportunités du marché de travail mais aussi de s'engager dans des initiatives prometteuses d'auto-emploi.

TIRER PARTI DES TECHNOLOGIES ET INNOVATIONS NUMÉRIQUES

L'intégration de la digitalisation dans les projets et programmes mis en œuvre par LuxDev dans le secteur de l'éducation, la formation et l'emploi vise à tirer parti des technologies et des innovations numériques pour garantir un apprentissage plus inclusif, efficace et pertinent, tout en promouvant l'insertion professionnelle à l'ère du numérique. À titre d'exemples, des actions structurantes sont d'ores et déjà en cours au Sénégal (centre de référence dans les métiers du numérique), au Kosovo (centre des technologies de l'information et de la communication), au Cabo Verde (entrepreneuriat numérique), au Bénin (dispositifs de *digital learning*) et au Rwanda (développement des compétences numériques).

Le Rwanda a en effet entrepris des initiatives de digitalisation de la formation professionnelle, tout en reconnaissant les défis liés au manque de culture technologique et de ressources. Dans ce contexte, le projet de compétences digitales vise à poser les bases d'un avenir moderne avec davantage de *blended learning* (approche combinant la formation en ligne avec les méthodes traditionnelles de cours en classe) dans la formation. L'apprentissage en ligne permet de libérer du temps précieux en classe pour des activités plus interactives et engageantes, afin d'améliorer l'expérience d'apprentissage et les résultats des étudiants. L'objectif général du projet est d'étendre l'utilisation des technologies émergentes dans le système de formation professionnelle et technique en démontrant que l'intégration d'une méthode de *blended learning* permet d'améliorer l'accès à un apprentissage de qualité pour les étudiants du Rwanda. Pour ce faire, le projet se concentre sur la formation en compétences digitales des enseignants et l'équipement des centres de formation professionnelle. L'approche systémique adoptée dans le cadre de ce projet est basée sur la méthodologie du développement des systèmes de marché. Cette approche cherche à comprendre les causes sous-jacentes des défis auxquels font face les acteurs, afin d'identifier les changements au niveau du système pour y répondre et pour guider les interventions qui peuvent apporter un changement durable pour les populations défavorisées.

Aussi, dans le cadre du programme de formation professionnelle et technique au Sénégal, un partenariat avec *Orange digital Center*, l'école de formation de Sonatel, membre du groupe Orange, a permis d'offrir une formation de haut niveau à 200 jeunes dans les métiers du codage : développeur web, développeur mobile et référent digital. La formation proposée met à la disposition de chaque élève un ordinateur portable de travail et intègre des cours en *fablab* pour le développement de projets ainsi que des travaux de groupe basés sur des cas concrets de besoins d'entreprises. La formation prépare en outre les jeunes à l'insertion sur le marché du travail en fournissant un accompagnement à la création d'entreprise. Le taux d'insertion des précédentes cohortes est de 87 %, avec certains élèves devenus entrepreneurs employant désormais leurs anciens camarades de cohorte.■

LE GENRE ET LES DROITS HUMAINS COMME THÉMATIQUE TRANSVERSALE

La dimension de genre, les questions d'inclusion sociale et les droits humains étant des sujets prioritaires pour LuxDev, ils constituent des axes d'intervention importants du secteur de l'éducation, la formation et l'insertion professionnelle.

Durant la phase de formulation des projets et programmes, l'Agence systématise le recours aux analyses genre. En effet, la prise en compte des besoins et préoccupations des hommes, femmes, filles et garçons permet de réduire les freins à la discrimination et d'accroître leur accès aux opportunités. Ce faisant, LuxDev veille à rendre le principe de « ne laisser personne de côté » aussi concret que possible. Des mesures spécifiques sont prises pour promouvoir un meilleur accès pour les plus pauvres et les plus exclus, en particulier les femmes, les personnes qui n'étudient pas, ne travaillent pas et ne sont pas en formation ainsi que les personnes en situation de handicap. Pour promouvoir une approche plus inclusive, nous veillons à ce que les programmes et le matériel de formation soient examinés sous l'angle de l'intégration du genre afin d'éliminer tout préjugé ou stéréotype. Nous veillons à promouvoir le développement d'incitations et d'activités de soutien permettant aux femmes de s'inscrire dans des établissements de formation, à travers par exemple des politiques d'action positive, la révision des qualifications d'entrée ou des procédures de sélection. Les bourses permettent également de cibler certains groupes désavantagés.

L'égalité des sexes sera par exemple une question transversale tout au long de la mise en œuvre du projet compétences pour des emplois durables au Kosovo. La promotion de la diversité des genres et de l'égalité des chances dans les programmes d'enseignement et de formation professionnels constituera une priorité. Le projet soutiendra également une analyse de genre du marché du travail afin d'identifier les obstacles, les défis et les opportunités spécifiques à l'inclusion des femmes dans les profils prioritaires identifiés. De même, le programme de formation professionnelle et technique, insertion professionnelle et emploi des jeunes et des femmes, en formulation au Sénégal, fait de la dimension genre et de l'autonomisation des femmes un objectif essentiel. Il intègre également

les questions d'inclusion sociale dans la logique du respect des droits humains et du principe de « ne laisser personne pour compte ». L'accès à la formation, à l'insertion et aux possibilités d'emploi est essentiel pour briser le cycle reproductif de la pauvreté et de l'exclusion sociale. L'intervention est donc conçue pour contribuer à augmenter l'accès à la formation professionnelle et technique de manière équitable et ainsi contribuer à une croissance économique inclusive et durable, à travers le renforcement des capacités et l'intégration socio-économique des jeunes et des femmes.

Aussi, la formation des formateurs aux questions de genre a un impact positif sur la réduction du taux d'abandon des apprenantes. De plus, cela permet de renforcer la transition entre la formation et le travail décent pour les jeunes diplômés en réduisant les stéréotypes liés au genre dans le placement des femmes, des hommes, des garçons et des filles. Si possible, l'Agence inclut dans les programmes des compétences de vie telles que la pensée critique, la créativité, les compétences organisationnelles, les compétences sociales et de communication ainsi que la résolution de problèmes. D'autres thèmes comme la violence sexiste, les droits des femmes peuvent être mentionnés en fonction de la situation.

Outre l'égalité des genres, les projets et programmes abordent indirectement les éléments fondamentaux de l'approche fondée sur les droits humains. La prise en compte de l'opinion des personnes les plus vulnérables de la société et l'intégration de leur voix dans tout processus de prise de décision font partie intégrante de la réussite de nos interventions. Force est de constater la multiplication des projets de formation professionnelle et technique inclusifs, avec des efforts consentis autour de besoins des plus vulnérables, notamment au Sénégal, au Mali, au Cabo Verde, au Laos et au Niger.■



AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE

MALI - LES FILIÈRES DE LA POMME DE TERRE ET DU LAIT RENFORCÉES

L'économie malienne repose essentiellement sur le secteur rural, qui se voit affecté négativement par les aléas climatiques. À travers le programme d'appui aux filières agropastorales - phase II, LuxDev soutient le développement et le renforcement des filières de la pomme de terre et du lait dans la région de Sikasso.

Le programme d'appui aux filières agropastorales - phase II a pour objectif de renforcer les revenus des exploitations familiales, des entreprises et des personnes les plus vulnérables, à travers une augmentation durable de la productivité et de l'employabilité dans les filières de la pomme de terre et du lait. Pour créer un environnement favorable à la diversification de l'économie, pour promouvoir un secteur agricole durable, moderne et compétitif et pour développer une industrie intégrée à l'économie et créatrice d'emplois, il est essentiel de transiter d'une stratégie de subsistance à faible productivité et à court terme, vers un système durable de production agricole intensifié et diversifié, planifié dans le temps et fondé sur le marché. Cependant, par manque de marges nécessaires à l'expérimentation, les petits exploitants agricoles sont généralement réticents au risque. En se basant sur la jeunesse active au sein des exploitations agricoles familiales, le programme d'appui aux filières agropastorales - phase II se positionne comme facilitateur de ce processus de transition.

CONSEILLER LES PRODUCTEURS DE POMMES DE TERRE ET DE LAIT

Pour permettre aux producteurs de pommes de terre et de lait local d'augmenter leur rentabilité, le programme a mis en place un dispositif d'animation et d'appui-conseil de proximité. Ce dispositif est composé de 30 conseillers au niveau du Comité régional de l'interprofession de la pomme de terre, 21 au niveau de la Fédération régionale des unions de sociétés coopératives des producteurs de lait de Sikasso, 6 au niveau du Comité régional de concertation des ruraux et 9 au niveau du Centre de gestion rurale. Tous ces acteurs accompagnent au quotidien les producteurs des deux filières pour expérimenter des techniques et pratiques innovantes, respectueuses de l'environnement, en vue de rendre les systèmes de production durables et résilients. Ainsi, 2 192 éleveurs laitiers ont été renforcés sur l'insémination artificielle, l'alimentation bétail, la santé animale, la culture fourragère et l'hygiène en matière

de production et de conservation laitière. De plus, 19 362 producteurs de pommes de terre ont été accompagnés sur le compostage, les itinéraires techniques de production et l'irrigation.

FORMER LES JEUNES

Pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes au sein des filières agricoles, des formations sont dispensées: 205 jeunes ont commencé leur formation initiale qualifiante en novembre 2023 et 168 jeunes ont débuté leur formation par apprentissage en décembre 2023. De plus, 215 jeunes des filières lait local et pomme de terre ont été formés en entrepreneuriat et accompagnés pour élaborer leur plan d'affaires.

AMÉLIORER LA TRANSFORMATION DES PRODUITS

Par ailleurs, 10 unités de transformation de la pomme de terre ont été accompagnées pour faciliter la diversification et l'amélioration de la qualité des produits, et ce à travers des voyages d'études, des kits de démonstration et de l'appui-conseil continu. Parallèlement, 12 centres de service et 3 mini-laiteries ont reçu un support concernant les techniques de transformation, le contrôle qualité, l'hygiène et le conditionnement, permettant d'améliorer la qualité du lait transformé.

DES REVENUS DURABLES ET CROISSANTS

Grâce à ces diverses activités, les revenus des entités accompagnées progressent. En 2023, la marge brute dégagée respectivement par les producteurs de pommes de terre et de lait était de 4 291 276 997 FCFA (6 542 385 EUR) et 175 733 599 FCFA (267 919 EUR). Sur les 495 producteurs de pommes de terre et 20 producteurs de lait enquêtés, 40% d'entre eux ont connu une augmentation de revenus d'au moins 5% de 2022 à 2023. Par ailleurs, près de 99% du lait collecté et 97% des pommes de terre produites en 2023 ont été commercialisés.■

589

vaches laitières ont été inséminées par des semences de races améliorées (Holstein, Montbéliard et Normande) pour augmenter leur productivité, passée de 2 à 7 litres par jour et par vache.

30,8 tonnes

de semences de pomme de terre ont été produites localement.



BÉNIN - PRÉSERVER LA RÉSERVE DE BIOSPHERE DU MONO



Au Bénin, la réserve de biosphère du Mono et l'aire marine protégée contiguë de Avlékété-Bouche du Roy connaissent un accroissement démographique important et font face à une exploitation intense de leurs ressources naturelles, l'agriculture demeurant l'activité économique principale pour la majeure partie de la population. En outre, cette zone du littoral est particulièrement exposée au changement climatique qui, à terme, risque d'affaiblir l'ensemble des écosystèmes côtiers.

Pour faire face à ces défis, le projet d'appui à la transition agroécologique et à la mise en place de systèmes alimentaires durables dans la réserve de biosphère du Mono contribue à un développement territorial inclusif, durable et résilient au changement climatique, et ce conformément aux orientations du programme d'actions 2021-2026 du gouvernement béninois. Le projet s'inscrit dans une approche intégrée de gestion des ressources naturelles, en accord avec les défis environnementaux, démographiques et économiques actuels.

Le projet - qui est mis en œuvre par Enabel, LuxDev faisant partie du comité de suivi - a débuté en décembre 2022. Sur base des contributions luxembourgeoises réalisées fin 2022, les actions menées durant cette première année d'exécution

ont permis aux acteurs territoriaux de prendre progressivement conscience de l'importance, d'une part, de se questionner sur les pratiques agricoles et leur impact sur l'environnement et la santé et, d'autre part, d'agir pour préserver la réserve et valoriser ses ressources, en s'investissant dans les processus de transition agroécologique.

Dans ce cadre, une cartographie a permis de répertorier les dynamiques agroécologiques et de formation/insertion professionnelle à l'œuvre. Par la suite, des formations sur les biofertilisants ont été organisées et un pool de 32 jeunes producteurs agroécologiques, dont 8 femmes, a émergé. Ce dernier doit servir de relais pour diffuser des pratiques agroécologiques, notamment sur l'utilisation des biofertilisants. La cartographie a aussi permis d'identifier des activités génératrices de revenus, de promouvoir la diversification des revenus, de créer un pool d'entrepreneurs agroécologiques, d'analyser l'accès aux financements pour ces entrepreneurs et d'appuyer des structures de gestion des financements à l'échelle locale. Par ailleurs, des plans de développement communaux, intégrant des actions en lien avec la transition agroécologique, ont été développés. ■

SUCCESS STORY

DES SEMENCES DE POMMES DE TERRE PRODUITES LOCALEMENT

L'accès aux semences de pommes de terre constitue un enjeu crucial pour la durabilité des récoltes et de la chaîne de valeur. Le Comité régional de l'interprofession pomme de terre (CRIPT), partenaire du programme d'appui aux filières agropastorales - phase II, assure de plus en plus un accès sécurisé aux semences, à travers des initiatives de production locale, en collaboration avec des centres de recherche.

Cette collaboration stratégique a permis de produire 16 000 mini tubercules, marquant une étape importante dans la consolidation de l'autonomie en semences locales. De plus, le CRIPT a étendu sa production sur une superficie de 10 hectares, avec l'objectif ambitieux de produire 150 tonnes de semences de pomme de terre du Mali.

L'engagement du CRIPT dans la production locale de semences de pommes de terre à Sikasso a généré des impacts significatifs tant sur le plan

agricole qu'économique. En effet, cette initiative a considérablement augmenté la disponibilité de semences de qualité dans la région, contribuant à améliorer la productivité agricole et à réduire la dépendance aux importations de semences. En produisant des semences certifiées, le CRIPT renforce l'autosuffisance de la région en semences essentielles, ce qui est crucial pour la sécurité alimentaire et la stabilité économique. En outre, cette initiative favorise l'emploi local, en particulier pour les femmes, et stimule l'économie régionale.

L'impact global du CRIPT va au-delà de la production de semences ; il incarne un modèle de développement agricole durable et d'entrepreneuriat social, inspirant d'autres régions et contribuant à l'évolution positive du secteur agricole dans la région. ■



AMÉRIQUE LATINE - VERS UNE GESTION PLUS DURABLE DES FORÊTS

Lancé en 2023 pour une durée de cinq ans, le projet d'appui à la gestion durable des forêts vise à améliorer la gestion des forêts secondaires¹ en Amérique latine afin qu'elles puissent contribuer à un développement rural inclusif, à l'autonomisation des communautés locales et à la résilience des écosystèmes.

L'Amérique centrale est gardienne de 8% de la biodiversité biologique mondiale et couverte de 5,5 millions d'hectares de forêts secondaires. Plus spécifiquement, le Costa Rica, qui occupe 0,03% de la surface terrestre, est un haut lieu de la biodiversité, abritant 5% de la biodiversité mondiale. Le secteur forestier y contribue à hauteur d'environ 5,5% du produit intérieur brut.

Si ce secteur est essentiel à la réalisation des objectifs des stratégies de mitigation et d'atténuation du changement climatique de la région, il reste peu rentable économiquement, de par la concurrence commerciale déloyale du bois illégal, l'hétérogénéité des forêts secondaires qui rend leur exploitation plus coûteuse et techniquement complexe, le manque de connaissances sur les usages et applications de nombreuses espèces d'arbres et caractéristiques des forêts secondaires ainsi qu'en matière de pratiques sylvicoles durables, ou encore la limitation des capacités, connaissances et financement des micro-, petites et moyennes entreprises.

TROIS AXES POUR AMÉLIORER LA GESTION DES FORÊTS

Le projet soutient et entreprend des actions selon trois axes pour atteindre son objectif d'amélioration des forêts secondaires dans la région.

Le premier appuie les bénéficiaires d'investissements du *Forestry and Climate Change Fund* (FCCF) pour augmenter la portée et la rentabilité du fonds et des opérations des bénéficiaires. Le FCCF est un fonds d'impact luxembourgeois visant à démontrer que la gestion durable des forêts secondaires et dégradées dans les régions tropicales génère une valeur économique, écologique et sociale. Il investit dans

des activités sylvicoles de bénéficiaires dans la région mésoaméricaine. Le second axe vise à permettre le développement de chaînes de valeur du bois et de produits non ligneux ayant un impact économique, social et environnemental élevé, alors que le troisième cherche à améliorer et faciliter l'inclusion sociale ainsi que la collaboration au sein des chaînes de valeur du bois et des produits non ligneux.

POSER LE CADRE DES FUTURES ACTIVITÉS

Durant le dernier quadrimestre 2023, les premières prises de contact avec les acteurs-clés du secteur sylvicole ainsi qu'avec les bénéficiaires du FCCF ont été établies afin de mieux comprendre le contexte local du secteur de la sylviculture et du bois et identifier les partenaires potentiels pour l'implémentation des axes 2 et 3 du projet.

Le FCCF comprend actuellement cinq bénéficiaires d'investissements: deux au Costa Rica (*Woodpecker* et *Operaciones Forestales Sostenibles*), deux au Guatemala (*Naj-Ché* et *Izabal*) et un au Mexique (*Ejido Conjunto Predial*). Des réunions de travail avec le FCCF et ses bénéficiaires au Costa Rica ont été organisées afin de présenter le projet et poser le cadre pour définir, structurer et prioriser conjointement les besoins d'assistance technique des bénéficiaires pour 2024.

Sachant que le bureau régional n'a démarré ses activités au Costa Rica qu'en septembre 2023, ces premières étapes de repérage et d'échanges étaient essentielles pour mieux comprendre les besoins et cibler les interventions à mener dans ce secteur pour les années à venir. ■



¹ La forêt secondaire, par opposition à la forêt primaire qui est un écosystème intact, a subi d'importantes modifications, le plus souvent par l'humain (destruction, exploitation). Il en résulte une biodiversité fortement atteinte.



LAOS - UNE APPROCHE INCLUSIVE DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Lancé en janvier 2023, le programme de développement local, qui agit en continuité avec son prédécesseur, s'attaque à plusieurs problèmes sectoriels au Laos, en particulier ceux auxquels sont confrontées les communautés rurales.

Au cours de la dernière décennie, le Laos a connu des progrès macroéconomiques rapides. Cependant, cette croissance ne s'est pas répercutée de manière égale dans toutes les régions, ce qui a entraîné des inégalités de revenus et des poches de pauvreté. Les communautés rurales manquent encore d'investissements de qualité dans les infrastructures et les services sociaux. La crise socio-économique actuelle, causée par des niveaux élevés de dette publique et aggravée par la pandémie de la COVID-19, a laissé de nombreuses personnes au bord du gouffre, en particulier dans les zones rurales reculées. Plus isolées, les communautés rurales, dont les revenus sont généralement plus faibles que dans les zones urbaines, n'ont souvent pas accès à des enseignants qualifiés ni à des installations médicales. Cette situation est exacerbée, entre autres, par un potentiel agricole limité, une gestion non durable des ressources, une vulnérabilité importante au changement climatique et des problèmes de gouvernance.

S'appuyant sur les relations solides établies avec le ministère de la Planification et de l'Investissement lao dans le cadre du précédent programme de développement local pour les provinces de Bokeo, Bolikhamxay, Khammouane et Vientiane, le programme de développement local met l'accent sur les opportunités économiques, les moyens de subsistance et les services sociaux, contribuant directement aux efforts de réduction de la pauvreté du gouvernement.

LES PLANS DE DÉVELOPPEMENT DES VILLAGES APPUYÉS

Durant cette première année d'exécution, le programme a notamment signé neuf accords de délégation pour la mise en œuvre de fonds vers les zones ciblées des quatre provinces d'intervention. Ainsi, le programme soutient les fonds de développement des villages et la construction de petites infrastructures. Au cœur du programme se trouvent en effet les plans de développement des villages, créés par les communautés locales elles-mêmes, qui identifient et hiérarchisent leurs besoins en matière de développement. Cette approche ascendante et inclusive responsabilise les communautés et garantit que les projets répondent à leurs défis et aspirations spécifiques. L'amélioration des infrastructures au niveau des districts et des villages conduira également à l'autonomisation des communautés et, par conséquent, au renforcement des services publics.

DES COMMUNAUTÉS PLUS RÉSILIENTES FACE AUX DÉFIS CLIMATIQUES

En adoptant des techniques d'agriculture intelligentes face au climat, les communautés locales amélioreront leur productivité agricole et s'adapteront à l'évolution des conditions météorologiques, ce qui renforcera la sécurité alimentaire et réduit la vulnérabilité. En soutenant des pratiques durables telles que la conservation des forêts et la gestion des déchets, le programme protégera aussi les ressources naturelles et atténuera la dégradation de l'environnement. Enfin, des initiatives de renforcement des capacités aideront les communautés à se préparer et à réagir aux catastrophes naturelles, afin d'en minimiser l'impact.■



226

villages sont ciblés par le programme de développement local, bénéficiant à 172 000 personnes.

AMÉRIQUE CENTRALE - ACCOMPAGNER LES FEMMES ENTREPRENEURES

Le programme régional pour la promotion de l'entrepreneuriat des femmes - phase II concerne le développement socio-économique des pays d'Amérique centrale et de la République dominicaine. Il vise à favoriser l'insertion des femmes entrepreneures et des femmes d'affaires dans le segment des micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) dans les pays bénéficiaires.

Le programme régional pour la promotion de l'entrepreneuriat des femmes - phase II contribue à créer un contexte propice à la participation équitable des femmes au tissu économique de la région du Système d'intégration centraméricain, dans un environnement institutionnel qui favorise leur autonomie économique. En 2023, trois grandes activités ont été menées afin de parvenir aux résultats attendus du programme.

Afin d'intégrer les principes d'égalité et les droits économiques des femmes dans les instruments des règlements régionaux des MPME, un processus a été mis en place permettant de construire collectivement un « Agenda pour les femmes et les MPME ». Il a été élaboré conjointement avec CENPROMYPE, le Centre régional pour la promotion de MPME, l'agence d'exécution partenaire de LuxDev, et d'autres organismes de la région, tels que le conseil des femmes ministres d'Amérique centrale et de la République dominicaine.

L'année 2023 a également vu le lancement du lancement du *Female Entrepreneurship Fund* (lire page 60). Les modalités de financement de ce fonds pour l'autonomie économique des femmes ne se limitent pas à des subventions mais proposent également des lignes de crédit. Ce fonds est à allouer par le biais de concours, en tenant compte de critères tels que les idées innovantes ayant un potentiel de marché et la faisabilité en matière de durabilité de l'entreprise.

Enfin, le programme a continué à renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du CENPROMYPE. Son personnel a suivi un programme de formation sur les approches du genre, de l'environnement et du changement climatique en relation avec les MPME. Aussi, un système de monitoring et d'évaluation au niveau régional des indicateurs du projet a été mis en place.■

KOSOVO - VERS UNE CROISSANCE DURABLE ET INCLUSIVE

Depuis novembre 2023, un nouveau projet a débuté au Kosovo avec pour objectif de contribuer à une croissance économique durable du pays, en soutenant l'innovation, l'inclusion et le développement social. Le projet vise à encourager l'innovation ainsi que les investissements locaux et étrangers dans un environnement sécurisé et transparent. Ainsi, davantage d'emplois seront créés, ce qui entraînera une amélioration des finances publiques, qui conduira elle-même à de meilleurs services publics et à l'inclusion de groupes actuellement désavantagés.

Alors que l'utilisation des technologies de l'information et de la communication s'est rapidement développée dans le pays depuis 2000, le projet cherche à améliorer les capacités en matière de cybersécurité afin de renforcer la résilience du Kosovo face aux cybermenaces et accélérer la transformation numérique nationale.

Pour ce faire, un programme de formation adapté sera mis en place. Un laboratoire de cybersécurité au sein de l'Agence pour la cybersécurité du Kosovo sera créé afin de développer et tester des solutions de cybersécurité et de promouvoir la collaboration et le partage des connaissances dans ce domaine au sein du secteur public, ainsi qu'avec les universités et le secteur privé.

Le projet encourage aussi la stimulation de l'écosystème d'innovation, notamment dans le secteur privé. En soutenant le ministère de l'Industrie, de l'Entrepreneuriat et du Commerce, le projet vise à créer de nouvelles opportunités d'emploi, à augmenter les exportations et à contribuer à la croissance économique durable du Kosovo et au développement de son capital humain.■



RWANDA - 48 PROJETS LOCAUX D'INVESTISSEMENT SOUTENUS

Malgré une croissance économique notable et des capacités régulatrices reconnues, le Rwanda reste lui aussi confronté à des défis de développement humain et à un fossé rural-urbain marqué. La géographie montagneuse du pays contribue à l'isolement de certaines zones. La moitié de la population des 16 districts les plus pauvres vit sous le seuil de pauvreté. Les communautés de ces régions font face à un déficit d'infrastructures et de services essentiels ainsi qu'à une vulnérabilité accrue aux événements climatiques.

Le *Basket Funding for Pro-Poor Development* est un fonds commun alimenté par l'Agence française de développement, *Kreditanstalt für Wiederaufbau* et le Grand-Duché de Luxembourg. Il vise à soutenir les efforts du gouvernement rwandais pour le développement économique local et la réduction de la pauvreté dans les 16 districts les plus défavorisés. En particulier, l'objectif est de résorber l'inégalité entre zones urbaines et rurales, et d'offrir des améliorations tangibles au bien-être des communautés les plus vulnérables.

Ainsi, le *Basket Funding for Pro-Poor Development* se concentre sur le financement de projets locaux d'investissement, proposés par les districts, qui stimulent la croissance inclusive notamment dans les secteurs agricoles, ou améliorent l'accès aux services publics tels que la santé, l'éducation, le transport, l'eau et l'assainissement. L'approche inclut également un appui aux études d'évaluation d'impact environnemental et social, ainsi qu'un renforcement des acteurs sur les thèmes transversaux, en particulier le genre et la résilience climatique.

Plus particulièrement, la contribution luxembourgeoise a permis de financer et d'appuyer la mise en œuvre d'une première salve de 48 projets de développement économique local sélectionnés durant la phase préparatoire du *Basket Funding for Pro-Poor Development*. La sélection se base, d'une part, sur l'ordre de priorité fixé par chaque district et, d'autre part, sur la répartition de l'enveloppe financière entre les 16 districts visés, en prenant en compte la population totale, la population sous le niveau de pauvreté et, dans une moindre mesure, la superficie du district concerné. ■



DIGITALISATION ET TIC



DIGITALISATION EN AFRIQUE : UN DIALOGUE FACILITÉ

Ces dernières années, l'Afrique et l'Europe ont pris l'engagement de façonner un avenir digital commun. Le projet *Digital for Development Hub* Union africaine - Union européenne (D4D Hub UA-UE) est conçu comme un catalyseur de cette vision commune. L'année 2023 a connu le démarrage effectif des activités portées par LuxDev.

Véritable point d'entrée pour accéder à l'expertise technique sur la transformation digitale centrée sur l'humain, le projet D4D Hub UA-UE est devenu un facilitateur dynamique de la collaboration entre les acteurs européens et africains. Ainsi, ce projet vise à accompagner une transformation digitale inclusive sur le continent africain par le biais de l'assistance technique, le partage des connaissances et la facilitation des partenariats dans le secteur du numérique. Cofinancé par l'Union européenne, le projet est mis en œuvre par l'Agence française de développement, Expertise France, Enabel, la GIZ, le ministère des Affaires étrangères d'Estonie et LuxDev, dans une approche *Team Europe*.

En 2023, LuxDev s'est particulièrement engagée dans l'organisation d'un séminaire sur l'innovation technologique au service de l'action climatique, en marge de la Semaine africaine de la microfinance qui s'est tenue en octobre 2023 à Lomé, au Togo. Suivant une approche multi-acteurs et mobilisant des experts et praticiens, ce séminaire a permis de formuler des recommandations pragmatiques relatives au recours à l'innovation technologique pour agir contre le changement climatique dans le contexte de la finance inclusive.

Plus de 70 personnes ont participé au séminaire organisé lors de la Semaine africaine de la microfinance.

En novembre 2023, l'Agence a également organisé une formation technique en cybersécurité pour des acteurs publics et privés du Cabo Verde, en partenariat avec le ministère de l'Économie numérique du Cabo Verde et la Luxembourg House of Cybersecurity. Quarante techniciens, dont huit femmes, y ont pris part. Cette formation sera suivie d'une visite d'étude axée sur le management de la cybersécurité au Luxembourg. De même, le partenariat avec la Délégation générale pour l'Entrepreneuriat des femmes et des jeunes a permis de lancer une activité sur l'entrepreneuriat numérique agricole. ■

 TECHNOLOGIE
INCLUSION
CLIMAT

▼ Découvrez le résumé du séminaire sur l'innovation technologique au service de l'action climatique en vidéo ▲

▼ Séminaire sur l'innovation technologique au service de l'action climatique



BÉNIN - SOUTENIR LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

En 2023, LuxDev a participé à la formulation du programme de développement digital au Bénin. L'objectif est de renforcer, au sein d'un cyberspace sécurisé, la transformation numérique durable et inclusive du pays, en veillant à ce que les services soient accessibles et adaptés au plus grand nombre et à ce que la transformation digitale converge avec l'exigence environnementale.

Impulsée par une connectivité croissante, l'économie numérique au Bénin subit une transformation marquante. Des avancées notables incluent la croissance des réseaux mobiles et l'essor des services financiers mobiles, témoignant d'une dynamique prometteuse. La digitalisation des services publics, la montée de l'alphabétisation numérique et la création d'institutions éducatives numériques soulignent également la modernisation en cours.

Cependant, des défis subsistent, nécessitant des investissements importants dans les infrastructures, la résolution de la fracture numérique ainsi qu'un renforcement de la résilience face aux cybermenaces. Malgré les progrès, seuls 7,8% de la population possèdent des compétences numériques de base. Le programme de développement digital cible ces défis en priorisant la confiance numérique, la cybersécurité, les services financiers digitaux, la formation professionnelle et le développement des compétences dans ce secteur. Le programme agit également en tant que pilote pour orienter l'intervention luxembourgeoise

qui opère pour la première fois dans ce secteur.

En collaboration avec les agences d'exécution nationales, notamment l'Agence des systèmes d'information et du numérique, le programme cherche à renforcer la sécurité numérique, favoriser l'adoption des TIC, accroître l'inclusion financière et améliorer le niveau de compétences dans le domaine, stimulant l'employabilité et la productivité. L'accent sera mis sur le développement des compétences des jeunes filles en matière de cybersécurité, le renforcement des compétences numériques des femmes et la promotion de l'entrepreneuriat féminin, permettant une émancipation économique des femmes et une plus grande diversité des acteurs du numérique.

D'envergure nationale, le programme sera déployé dans les 12 départements du Bénin pour une durée de 3 ans débutant en mai 2024. Il couvrira aussi les besoins numériques des autres composantes de l'intervention de la Coopération luxembourgeoise au Bénin. ■

INTERVIEW



« NOUS AVONS BON ESPOIR QUE LE PROGRAMME STIMULE L'INNOVATION, L'ENTREPRENEURIAT ET LA CRÉATION D'EMPLOIS DURABLES »

Marc-André LOKO, directeur général de l'Agence des systèmes d'information et du numérique (ASIN), à propos de la formulation du programme de développement digital.

Quelle est la stratégie de développement du numérique au Bénin? Quel rôle y joue l'ASIN? Et dans quel cadre s'y inscrit le programme de développement digital?

La stratégie de développement du numérique au Bénin vise à moderniser et dynamiser le secteur. Durant le quinquennat 2016-2021, le gouvernement a mis en place une série de projets phares, comprenant notamment le déploiement du haut et très haut débit, la restructuration du secteur des télécommunications et le lancement d'un *datacenter* national. Une attention particulière a été accordée à l'aspect réglementaire et juridique du numérique. Ainsi, le Bénin a élaboré un Code du numérique pour encadrer les communications électroniques, la cybersécurité et la protection des données personnelles, offrant un cadre légal solide aux entreprises et aux investisseurs, tout en renforçant la confiance des citoyens envers les services numériques. Le programme d'action du gouvernement pour la période 2021-2026 vise à poursuivre ces projets, tout en mettant l'accent sur l'adoption généralisée des services numériques. L'objectif est de positionner le Bénin comme un acteur majeur de l'économie numérique en Afrique de l'Ouest.

L'ASIN est chargée d'assurer la mise en œuvre opérationnelle des projets et programmes entrant dans le cadre des stratégies de développement des services et systèmes d'information sécurisés au Bénin. La coopération avec le Luxembourg s'inscrit dans cette dynamique, en offrant non seulement des opportunités de financement et d'investissement, mais également une expertise précieuse. En collaborant avec le Luxembourg, le Bénin peut tirer parti de son expérience et de ses ressources pour renforcer ses capacités numériques, promouvoir l'innovation et stimuler la croissance économique dans ce secteur.

Quels sont les éléments qui ont permis de formuler rapidement le programme de développement digital?

Tout d'abord, une grande volonté politique a été manifestée pour développer la sécurité numérique comme socle essentiel pour l'économie numérique, sous la direction du ministère du Numérique et de la Digitalisation. Cette impulsion politique a été soutenue par une forte implication des parties prenantes dans la mise en œuvre de la stratégie nationale, avec notamment un cadre d'accompagnement structuré du processus de digitalisation offert par l'ASIN. Pour garantir le succès du programme, plusieurs mesures ont été prises, notamment son alignement sur le programme d'action du gouvernement.

Quelles perspectives entrevoyez-vous à la suite de la mise en œuvre de ce programme?

Les perspectives incluent la consolidation des acquis et des bonnes pratiques, ainsi que l'identification des domaines d'amélioration et des nouveaux défis à relever.

Le programme contribuera à renforcer les partenariats internationaux et à attirer de nouveaux investissements. Cela pourrait se traduire par des collaborations accrues avec d'autres pays, institutions et acteurs du secteur privé, ainsi que par la mobilisation de ressources supplémentaires pour soutenir les initiatives de développement numérique du pays.

Nous avons bon espoir que le programme stimule l'innovation et l'entrepreneuriat, tout en encourageant l'émergence de nouveaux acteurs et la création d'emplois durables. Bien entendu, cela se fera en assurant une appropriation continue des initiatives par les acteurs locaux et en intégrant les principes de développement durable, afin de poursuivre notre marche vers une économie numérique inclusive.■



EAU ET ASSAINISSEMENT

L'ACCÈS À L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT RENFORCÉ AU CABO VERDE ET AU NIGER

En 2023, le programme d'appui au secteur de l'eau et l'assainissement a poursuivi ses actions pour assurer un accès universel et équitable à une eau potable sûre, abordable et en quantité suffisante, ainsi qu'à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et équitables aux populations du Cabo Verde.

L'accès à l'eau et à l'assainissement représente un enjeu important au Cabo Verde. Le manque de couverture et d'accès à ces services, en particulier la fréquence irrégulière de l'eau de qualité dans les zones rurales ainsi que la collecte et le traitement sporadiques des eaux usées, affectent encore un pourcentage important de la population. Par ailleurs, l'eau provenant des nappes phréatiques et des sources naturelles est très rare. La majeure partie de l'eau destinée à la consommation provient de la désalinisation de l'eau de mer, ce qui, inévitablement, entraîne des coûts de production très élevés. Combinés à l'inefficacité des opérateurs, ces coûts conduisent à des tarifs de l'eau eux aussi très élevés, qui compromettent l'accessibilité pour la population à cette ressource de première nécessité.

Le programme d'appui sectoriel eau et assainissement développe des actions destinées à accroître la durabilité des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement des eaux usées.

MUTUALISER RESSOURCES ET INFRASTRUCTURES

La mutualisation des ressources hydriques et des infrastructures à l'échelle de chaque île ainsi que la professionnalisation des services gestionnaires font partie des solutions pour répondre aux enjeux du secteur. Ainsi, le programme a appuyé la création de deux nouvelles entreprises intermunicipales à Santo Antão et São Nicolau. Concrètement, une assistance technique pluridisciplinaire a été déployée pour assister la mise en place de ces deux nouveaux opérateurs et des investissements importants viendront optimiser les ouvrages de production et de distribution (lire notre encadré en page 49).

SÉCURISER L'APPROVISIONNEMENT

Sur l'île de Brava, le programme a poursuivi son projet de sécurisation de l'approvisionnement en eau via la construction d'une unité de désalinisation 100% solaire. Ce projet s'inscrit dans une démarche globale « Brava, île durable » et s'appuie sur la longue expérience de la Coopération luxembourgeoise d'appui à l'opérateur intermunicipal *Águabrava*. Concrètement, l'année 2023 a été marquée par la réception des travaux de la route d'accès et le démarrage des activités de construction de l'unité de désalinisation. Le programme a également réceptionné les premiers travaux de réduction des pertes en eau sur l'île de Maio et lancé la nouvelle campagne « PromoSan » de réhabilitation des infrastructures sanitaires dans les écoles.

OPTIMISER CETTE RESSOURCE PRÉCIEUSE

Par ailleurs, plusieurs grands chantiers ont été préparés en vue de leur exécution en 2024, notamment concernant l'optimisation énergétique, avec deux projets de parc photovoltaïque sur Boa Vista et Maio, ou encore l'extension du réseau d'assainissement de Tarrafal afin d'augmenter le volume d'eaux usées traitées et pouvant être réutilisées dans l'agriculture.

À terme, ces activités auront des impacts tangibles sur la disponibilité de l'eau et la qualité du service, sur l'augmentation des volumes d'eaux usées recueillies, traitées et réutilisées et sur l'amélioration de la régulation du secteur et l'application de tarifs adaptés à la capacité de paiement des populations.

51

écoles primaires vont bénéficier de la réhabilitation de leurs infrastructures sanitaires.

70 %

du volume d'eau est perdu dans le réseau de distribution de la ville de Praia. Le programme souhaite réduire ce volume de 15% dans six quartiers identifiés comme prioritaires.

SUCCESS STORY

DIX ANS D'APPUI À LA RÉFORME SECTORIELLE



M. Francisco DIAS
Administrateur d'AdSA

Depuis 20 ans, LuxDev met en œuvre les projets et programmes de la Coopération luxembourgeoise d'appui au secteur de l'eau au Cabo Verde. La première entreprise intermunicipale qui a vu le jour sur les îles de Fogo et Brava, *Águabrava*, a notamment bénéficié de cet appui, jusqu'à devenir un modèle de gestion qui a inspiré la réforme sectorielle au Cabo Verde. En effet, la création d'entreprises publiques intermunicipales sur chacune des îles du pays constituait l'un des points forts de cette réforme. Forte de son expérience, LuxDev a accompagné ce processus en appui à d'autres entreprises publiques, notamment sur Maio.

Dans le cadre du programme d'appui au secteur de l'eau et l'assainissement, LuxDev continue d'accompagner ce processus en soutenant activement la création des deux dernières entreprises intermunicipales sur les îles de Santo Antão et São Nicolau.

Fin 2023, *Águas de Santo Antão* (AdSA) a officiellement vu le jour. « Le processus de création d'AdSA, a été assez long mais stimulant. Il a fallu beaucoup de patience pour générer l'entente nécessaire

entre toutes les parties, notamment le gouvernement et les communes. La nouvelle entreprise intermunicipale doit en effet reprendre la compétence des services municipaux des trois municipalités de l'île », explique M. Francisco DIAS, administrateur de la société.

« Les attentes du conseil d'administration sont nombreuses et nous sommes ravis de faire partie de ce défi, poursuit-il. À moyen terme, l'objectif est de fournir à tous les habitants de Santo Antão de l'eau de qualité et en quantité suffisante. Sur le long terme, nous prévoyons de mettre en œuvre des projets ambitieux pour la réduction des pertes en eau, l'optimisation énergétique des infrastructures et l'extension des réseaux afin d'assurer la viabilité de l'entreprise et garantir la qualité du service pour la population. »

La création des deux dernières entreprises intermunicipales marque la clôture de la réforme sectorielle engagée dans le pays voici plus de 10 ans. Cette approche permet de gérer l'eau de manière globale, à l'échelle d'un même territoire. En mutualisant les ressources et les infrastructures, cela permet également de réaliser des économies d'échelle. L'objectif final est d'augmenter la qualité de service, tout en garantissant l'accessibilité financière des ménages. ■



Malgré la situation sécuritaire dégradée au Niger, le programme d'eau et assainissement a pu contribuer à améliorer l'accès à l'eau et l'assainissement dans le pays.

Au Niger aussi, le secteur de l'eau et de l'assainissement est confronté à plusieurs enjeux : une forte croissance démographique ainsi que des ressources difficilement accessibles et inégalement réparties sur le territoire ou temporairement non disponibles selon la saison. Pour y faire face, le gouvernement nigérien a adopté le programme sectoriel eau, hygiène et assainissement (PROSEHA).

Le financement constitue un autre défi de taille du secteur. Par exemple, en 2021, seuls 10,35% des financements du PROSEHA ont pu être mobilisés. Pour assurer l'atteinte des objectifs sectoriels et garantir une meilleure coordination, le ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement nigérien a mis en place, depuis 2017, le mécanisme commun de financement (MCF) en vue de canaliser les contributions des divers partenaires techniques et financiers.

Le programme d'eau et assainissement contribue à la mise en œuvre du PROSEHA en finançant le secteur, principalement à travers le MCF. Grâce à sa contribution d'un montant de 4 533 195 EUR en 2023, et malgré le coup d'État survenu le 26 juillet 2023 qui a entraîné la suspension de la coopération bilatérale entre le Luxembourg et le Niger, le programme a pu réaliser diverses actions.

Des infrastructures d'eau potable ont été construites et/ou réhabilitées, contribuant à améliorer l'accès au service de l'eau potable. Grâce à ces activités, 111 500 personnes ont été nouvellement desservies en eau potable. Afin d'améliorer l'accès à l'hygiène et l'assainissement ainsi que la santé des populations, 290 latrines ont été bâties dans les écoles, les centres de santé et les lieux publics. De même, des infrastructures d'hydrauliques pastorales (8 puits cimentés et 17 stations de pompage) ont été réalisées ou réhabilitées pour abreuver 106 000 unités de bétail¹.

Par ailleurs, l'assainissement total piloté par la communauté a été mis en œuvre. Il vise à amener la communauté à analyser ses conditions de vie et à prendre collectivement conscience des effets néfastes de la défécation à l'air libre sur la santé, la dignité, la sécurité, l'économie, l'environnement et à en décider de sa gestion à travers l'instauration de normes sociales, la construction et l'utilisation de latrines hygiéniques. Cinq communes ont été certifiées d'un statut de fin de défécation à l'air libre.

Enfin, le programme a contribué au renforcement des capacités en matière de suivi-évaluation, finances publiques et programmation du PROSEHA, permettant d'améliorer la gouvernance du secteur.■

¹ Les résultats atteints sont le fruit de l'ensemble des contributions au MCF du PROSEHA, à savoir celles du Niger, des Pays-Bas, du Danemark, du Luxembourg, de la Suisse et de l'UNICEF.

NOUVEAU PROGRAMME

SÉCURISER L'ACCÈS À L'EAU AU SÉNÉGAL

La Coopération entre le Sénégal et le Luxembourg dans le secteur de l'eau et de l'assainissement a démarré en 1996 et a été suspendue à la fin du PIC III en décembre 2017. Concernant la gestion des déchets solides, le Luxembourg a appuyé le Sénégal depuis le PIC I en 2002 jusqu'au PIC III. Un nouveau programme dans le secteur de l'eau et de l'assainissement a été formulé en 2023.

Si le Sénégal a réalisé des progrès considérables dans ce domaine, plusieurs défis majeurs subsistent, en particulier la gestion intégrée des ressources en eau, l'accès sécurisé à l'eau potable, à l'assainissement liquide et aux services de gestion des déchets solides.

Le programme propose de promouvoir une approche basée sur la sécurité de l'eau et sur la préservation de l'environnement afin de garantir l'accès à des services durables d'eau et d'assainissement pour tous les usagers à travers des solutions innovantes, tout en assurant une gestion intégrée des ressources. Dans cet objectif, la priorité est donnée au financement de travaux d'infrastructures et à l'accompagnement de projets pilotes en milieu rural pour capitaliser les résultats au niveau national.■



DES RESSOURCES DURABLES AU BURKINA FASO ET AU RWANDA

LuxDev intervient depuis 20 ans au Burkina Faso dans le secteur forestier afin de gérer durablement les ressources naturelles et forestières. Au Rwanda, un projet dans ce même domaine est en cours de formulation.

Au Burkina Faso, l'économie du pays dépend encore fortement des ressources naturelles, que ce soit pour l'agriculture, l'élevage, l'exploitation du bois ou le secteur minier en expansion. Les usages de la ressource bois par les ménages et le secteur informel restent traditionnels, le bois de feu et le charbon de bois étant les principaux combustibles pour 80% de la population.

La crise sécuritaire que traverse le pays pèse sur l'économie du secteur forestier. En effet, l'insécurité a renchéri la valeur du bois car de nombreuses zones sont devenues inexploitable et les volumes disponibles ont considérablement chuté. En parallèle, le front de défriche agricole continue de progresser, bien qu'à un rythme moindre du fait de l'insécurité.

L'enjeu est donc d'agir pour inverser la tendance de la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles, en favorisant la résilience climatique et la réduction des émissions des gaz à effet de serre.

NOUVELLE PHASE DU PROGRAMME AU BURKINA FASO

Initialement, le programme d'appui à la gestion durable des ressources forestières menait des activités visant à gérer durablement les espaces forestiers et à les sécuriser. Tout en poursuivant ces efforts, la phase 2023-2025 du programme marque un virage en direction des initiatives du secteur privé, pour booster l'économie verte et la création d'emplois.

En ce qui concerne la gestion des ressources naturelles et forestières, un grand programme de récupération de terres dégradées a été lancé avec l'association Terre Verte et l'ONG Reach-Italia pour récupérer 4 560 hectares d'ici 2025 et restaurer leur fertilité. Cette activité va contribuer à ralentir l'extension du front de défriche forestière à des fins agricoles et à stabiliser les populations rurales dans leurs zones de production.

En matière d'appui à la gouvernance climatique au ministère de tutelle, le programme a soutenu le Burkina Faso dans sa mise à jour des rapports de mise en œuvre de certaines conventions internationales (Minamata et Stockholm), ainsi que des rapports nationaux sur le développement durable et la qualité de l'air. Cette activité vient renforcer le cadre juridique des interventions en faveur de la lutte contre le changement climatique.

Enfin, dans le domaine de l'économie verte, les discussions avec le 2iE, grand institut burkinabè de formation et de recherche, ont permis d'engager une activité de soutien à la recherche-développement en faveur des entreprises du secteur privé. Les entreprises qui ne sont pas en mesure d'investir dans la recherche pour identifier et mettre en œuvre des solutions techniques à des problèmes qui pénalisent leurs activités pourront être accompagnées. La condition majeure à l'intervention de 2iE auprès des entreprises est que la solution technique permette de créer des emplois.

TROIS AXES POUR UNE GESTION PLUS DURABLE AU RWANDA

Au Rwanda aussi, la gestion des ressources forestières et l'accès à l'énergie durable représentent des enjeux majeurs. Pour améliorer la résilience économique et climatique des exploitants, il est essentiel de développer des sources de revenus alternatives, d'encourager la gestion durable des forêts et de préserver la biodiversité native. En formulation, le projet de sylviculture durable et énergies renouvelables efficaces vise à répondre à ces problématiques à travers trois axes.

Le premier concerne la restauration et la gestion durable des forêts en encourageant l'adoption de pratiques durables par les petits exploitants privés. L'objectif est de restaurer 1 300 hectares de parcelles forestières, de préserver les services écosystémiques, d'accroître la séquestration de carbone, de protéger les sols et de maintenir la biodiversité.

Le second a trait à la promotion de solutions de cuisson propres et efficaces pour réduire la demande en bois et en charbon de 14 000 ménages urbains et péri-urbains. Un accent particulier sera mis sur la production et la distribution de pellets de bois fabriqués à partir de résidus d'exploitation. À noter qu'à cet égard, un lien est établi avec le projet instruments pour le secteur privé (lire page 86), qui vise à engager le secteur privé dans les objectifs de développement, en soutenant notamment les acteurs de la chaîne de valeur du pellet au Rwanda.

Enfin, le troisième axe vise la création d'opportunités économiques pour 4 000 ménages ruraux par le biais de revenus alternatifs (valorisation des produits forestiers non ligneux, apiculture et agroforesterie) pour améliorer la résilience économique des communautés et réduire la dépendance à la coupe de bois. ■



ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE



AFRIQUE DE L'OUEST - DES SYSTÈMES AGROPASTORAUX AMÉLIORÉS

Le projet de recherche et innovation pour des systèmes agropastoraux productifs, résilients et sains en Afrique de l'Ouest (PRISMA) entend contribuer à une transformation agroécologique adaptée au changement climatique au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

L'accès limité aux pâturages, en raison de l'expansion des cultures et des infrastructures, de l'insécurité foncière et de la faible gouvernance des terres, couplé aux défis du changement climatique et de l'insécurité au Sahel, rendent difficile le bon fonctionnement du système agropastoral en Afrique de l'Ouest.

Mis en œuvre par le bureau de LuxDev au Burkina Faso, aux côtés d'Enabel et l'agence espagnole pour la Coopération internationale au développement, PRISMA veut d'une part, améliorer la disponibilité et l'accès à l'aliment bétail de qualité ainsi qu'aux ressources pastorales par des pratiques de gestion durable et, d'autre part, limiter les risques liés à la consommation de lait local pour la santé humaine à travers un meilleur contrôle des zoonoses dans la filière de l'élevage pastoral.

Dans ce contexte, LuxDev s'occupe plus spécifiquement de l'analyse des compensations des services écosystémiques, dont la séquestration du carbone et les mécanismes d'émission de « crédits carbone » dans les écosystèmes agropastoraux.

PLUSIEURS ACTIVITÉS MENÉES MALGRÉ LA SITUATION SÉCURITAIRE

Au regard de la situation politico-sécuritaire, en 2023, le projet a été suspendu temporairement par l'Union

européenne au Burkina Faso, au Mali et au Niger (la suspension a finalement été levée au Burkina Faso et au Mali, mais maintenue au Niger). Plusieurs activités ont toutefois pu être réalisées par LuxDev.

Une étude a été lancée pour réaliser un inventaire des initiatives « crédits carbone » existantes dans les écosystèmes agropastoraux au Burkina Faso, au Mali et au Niger, d'analyser les plus significatives et les capitaliser afin de tirer les leçons, formuler des recommandations ou identifier les questions qui méritent des approfondissements spécifiques. L'objectif d'une telle capitalisation est de produire un guide méthodologique de mise en œuvre des projets de compensation carbone dans les écosystèmes agropastoraux sahéliens.

Par ailleurs, une convention d'exécution a été signée avec le Centre de coopération internationale en recherche agronomique concernant la recherche appliquée en matière de séquestration du carbone en milieu pastoral. Les activités de recherche ont été lancées et se poursuivront jusqu'en 2025. Une convention d'exécution avec l'Université du Luxembourg, sur la formulation d'outils d'intelligence artificielle pour estimer l'évolution de la biomasse et la quantité de carbone séquestré, a également été préparée en 2023 et est en cours de signature. ■

LE CABO VERDE SENSIBILISÉ À L'ACTION CLIMATIQUE

Le Cabo Verde s'est doté d'une politique climatique globale avec le soutien de la Coopération luxembourgeoise. Par le biais du programme d'action climatique, elle s'est engagée à appuyer la mise en œuvre de cette politique et à renforcer la gouvernance climatique du pays, condition sine qua non pour une action climatique plus efficace et efficiente.

Le Cabo Verde est un petit État insulaire extrêmement vulnérable aux impacts du changement climatique. En raison d'événements extrêmes tels que des sécheresses prolongées et des pluies torrentielles, le changement climatique, associé à l'urbanisation informelle et à la surexploitation des ressources naturelles, constitue un risque réel. Le programme d'action climatique s'inscrit dans ce contexte.

En 2023, le programme a mis l'accent sur la collaboration avec son principal homologue, le ministère de l'Agriculture et de l'Environnement, pour finaliser la proposition d'un cadre de gouvernance climatique. Celui-ci définit clairement les rôles et responsabilités des différents acteurs dans ce vaste domaine intersectoriel. Le cadre favorise également une coordination et une mise en œuvre efficaces et efficientes des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

À travers un plan de communication sur le climat, le programme a également soutenu la sensibilisation au changement climatique, à ses causes, à ses conséquences et à ses solutions. Le plan vise en effet

à sensibiliser et à mobiliser la société civile par le biais d'instruments qui accélèrent le changement de comportement, de formes innovantes et inclusives de participation de la société civile ainsi que de moyens de communication simples, efficaces et crédibles. Sur les 10 initiatives prévues jusqu'en décembre 2025, trois se sont déroulées en 2023 : la semaine consacrée à l'action climatique, le parlement des enfants et des adolescents, et le lancement du portail national sur le climat.

UNE SEMAINE CONSACRÉE À L'ACTION CLIMATIQUE

La première semaine de chaque année universitaire est consacrée à un sujet civique. En 2023, il s'agissait de l'action climatique. Cette action a touché plus de 25% de la population résidant dans le pays. Environ 8 000 membres du personnel enseignant ont été sensibilisés et incités à organiser d'autres activités liées au climat au cours de l'année scolaire. Plus de 2 000 étudiants ont été directement impliqués dans la production de vidéos ou d'autres activités sur le sujet.

Parlement des jeunes dédié à l'action climatique ▼



UN PARLEMENT DES JEUNES DÉDIÉ

En leur offrant un espace pour exprimer leurs préoccupations et apprendre le processus démocratique, le parlement des jeunes est une plateforme qui encourage les enfants et les adolescents de toutes les îles du Cabo Verde à devenir de jeunes députés et à interagir directement avec les autorités publiques. Cette année, le parlement des jeunes avait pour thème l'action climatique. Les quatre jours d'ateliers et de présentations ont conduit à la rédaction du manifeste « Les enfants et les adolescents du Cabo Verde pour notre planète ». « *Nous sommes venus ici et avons rédigé un manifeste, explique Miccole MIRANDA, un jeune garçon de l'île de Fogo. Nos idées étaient incroyables, mêlant le monde des adolescents à celui des adultes. Nous avons tout abordé de manière créative, et je pense que nous avons réussi à bien représenter le Cabo Verde.* » « *Je dois dire que le manifeste a été rédigé de manière spectaculaire, en couvrant tous les détails. De Santo Antão à Brava, aucune partie n'a été oubliée. Le manifeste exprime toutes nos opinions et donne la priorité aux droits des enfants,* poursuit Naima GOMEZ, une jeune fille de l'île de São Vicente. *Je suis très heureuse d'avoir participé à cet événement.* » À l'issue de la session du parlement, les jeunes députés ont remis le manifeste en mains propres aux membres du gouvernement. À eux maintenant de démontrer leur engagement envers les jeunes et la protection de leurs droits face aux risques posés par le changement climatique.

UN PORTAIL NATIONAL SUR LE CLIMAT

Enfin, le programme a financé et fourni une assistance technique pour le développement du portail national sur le climat (<https://portaldoclima.gov.cv/>), véritable espace de communication et de partage de ce que fait le Cabo Verde pour faire face et répondre aux

LE CABO VERDE À LA COP28

Lors de la COP28 qui s'est tenue du 30 novembre au 12 décembre 2023, le Cabo Verde a organisé un événement sur l'importance de renforcer la société civile afin de disposer d'un système de gouvernance climatique fort. Le programme d'action climatique a soutenu l'élaboration des stratégies nationales de diplomatie climatique 2022 et 2023 à utiliser lors de la COP. La stratégie 2023 a éclairé la participation à la COP28, en produisant non seulement les principales lignes directrices de négociation à l'avance, mais aussi des briefings quotidiens et hebdomadaires pour les délégués.■

défis posés par le changement climatique. Le portail offre une grande variété de contenus produits par des membres de la communauté scientifique, tant pour des experts que pour le grand public. On y trouve des vidéos inspirantes, des podcasts éclairants, de la documentation juridique, des données pertinentes ou encore des articles scientifiques.

Toutes ces activités ont contribué à améliorer la culture climatique de la société. Désormais, le terme « action climatique » se généralise dans le discours public et politique: une réussite majeure sachant que jusqu'à récemment, le vocabulaire relatif au changement climatique était principalement utilisé et confondu avec celui de la pollution.■

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE INITIÉE AU CABO VERDE ET AU KOSOVO

Au Cabo Verde, la transition énergétique du pays est en marche et bénéficie notamment de l'appui d'un programme de la Coopération luxembourgeoise. Parallèlement, un nouveau projet concernant la transition énergétique et l'atténuation des effets du changement climatique a débuté en novembre 2023 au Kosovo.

Malgré des progrès significatifs pour atteindre ses objectifs en matière d'accès à l'énergie, le Cabo Verde reste confronté à des défis majeurs, liés notamment à son insularité. En effet, dépendant des dérivés des combustibles fossiles, le pays fait face à la volatilité des prix internationaux et à des frais d'importation élevés. En outre, l'infrastructure du réseau électrique et l'organisation des institutions publiques responsables de la gouvernance du secteur de l'énergie doivent s'adapter aux ambitions du pays dans ce domaine. Bien que le défi de la transition énergétique soit une priorité cruciale pour le gouvernement, il influence encore le risque perçu lors de l'évaluation des questions liées à la « bancabilité » des projets d'énergie renouvelable mis en œuvre sur le marché actuel.

Pour aider le gouvernement à résoudre les problèmes du secteur énergétique, en 2023, le programme d'appui à la transition énergétique a appuyé son principal homologue, la Direction nationale de l'Industrie, du Commerce et de l'Énergie (DNICE) dans plusieurs domaines. Une assistance technique a été lancée pour moderniser les infrastructures du réseau et les adapter aux besoins de la transition énergétique. Une assistance technique a également été mobilisée pour réaliser des études détaillées supplémentaires dans le cadre du projet de station de pompage-turbinage de Santiago et l'octroi de subventions pour sa future concession d'exploitation. En outre, le programme a soutenu les négociations avec le secteur privé, ce qui a permis de lancer des appels d'offres internationaux pour des producteurs d'énergie indépendants et des systèmes de stockage d'énergie par batterie. À noter encore l'évaluation des données d'enregistrement afin d'identifier d'éventuels nouveaux bénéficiaires du tarif social.

Cette assistance technique fournie par le programme à la DNICE contribue à une meilleure compréhension des défis, des besoins, des solutions critiques et des réalisations du secteur. Elle permet à la DNICE de prendre des décisions stratégiques et institutionnelles, sur base de documents structurants et d'une expertise technique. Enfin, les principales activités mises en œuvre en 2023 visent à réaliser des changements significatifs liés à l'augmentation des investissements dans la production centralisée à partir de sources d'énergies renouvelables, mais aussi à l'efficacité du système de distribution d'énergie.

VERS UNE ÉNERGIE PROPRE

Aligné sur le premier pilier – qui met l'accent sur le développement économique durable – du plan de développement national récemment adopté par le gouvernement kosovar, ainsi que sur la déclaration de Sofia de 2020, l'objectif du projet d'appui à la transition énergétique et atténuation des effets du climat est de contribuer à une croissance économique durable, en soutenant l'innovation, l'inclusion et le développement social dans un Kosovo plus vert.

En appuyant les efforts en matière d'énergie propre dans le pays, le projet vise à renforcer la viabilité environnementale du secteur énergétique, tout en stimulant la croissance économique et le progrès social. En plus d'aider le Kosovo à répondre à ses besoins énergétiques de manière durable, ce passage à l'énergie propre offre la possibilité de stimuler la création d'emplois, non seulement directement au sein de l'industrie des énergies renouvelables, mais aussi indirectement par l'intermédiaire des chaînes d'approvisionnement et des services associés, contribuant ainsi à l'amélioration globale du bien-être du pays.■



VIETNAM - L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE SE POURSUIT

En 2023, un nouveau projet du Fonds vert pour le climat – auquel l'Agence est accréditée – était en phase de formulation au Vietnam. Il se concentre sur la mise en place d'activités d'adaptation au changement climatique dans la province de Thua Thien Hué, en s'appuyant sur les expériences des interventions passées de LuxDev dans le pays (principalement le projet de développement local et adaptation au changement climatique et le projet d'adaptation au climat et résilience, tous deux en phase de clôture).

Le projet a été conçu pour mettre en place les systèmes nécessaires à la généralisation des meilleures pratiques en matière d'information climatique et de systèmes d'alerte précoce, d'intégration de l'adaptation au climat dans la planification et le suivi du développement socio-économique. Il cherchera aussi à catalyser le financement d'une agriculture résiliente au climat, par le biais d'une collaboration avec les producteurs et les institutions financières locales. ■

NICARAGUA - ATTÉNUER LES RISQUES DE CATASTROPHES

Le Nicaragua est très sensible à la variabilité climatique et aux phénomènes météorologiques extrêmes, se classant au sixième rang de l'indice mondial des risques climatiques à long terme. Cette exposition aux risques liés au changement climatique est encore plus importante pour les populations vivant dans les 23 territoires de la Côte caraïbe, qui sont déjà les plus affectées par la pauvreté. Depuis 2007, les territoires indigènes et afro-descendants de la Côte caraïbe ont en effet été touchés par 10 cyclones tropicaux. Tous ces éléments justifient l'importance de renforcer la résilience de ces communautés, et des femmes en particulier, confrontées à de nombreux obstacles dans l'exercice de leurs droits, en prévenant de nouveaux risques et en réduisant les causes profondes de la vulnérabilité.

Le projet de coopération déléguée de l'Union européenne, intitulé prévention et gestion des risques, intervient dans ce sens. Il vise à contribuer à réduire les risques de catastrophes et d'impacts associés au changement climatique et d'autres risques naturels au Nicaragua. Les femmes, les peuples autochtones et les personnes d'ascendance africaine constituent les groupes cibles de cette intervention qui se concentre sur les 20 communautés des régions autonomes sud et nord de la Côte caraïbe du Nicaragua.

À partir du mois de septembre 2023, le projet a été présenté aux municipalités et aux gouvernements territoriaux des deux régions concernées.

Dix ateliers ont été organisés et ont rassemblé 203 personnes.

Des séances de travail ont ensuite été coordonnées avec les autorités régionales afin de planifier, in situ, les activités prévues pour la première année de mise en œuvre du projet et afin de pouvoir les adapter aux plans de développement des régions et des municipalités. Parallèlement, LuxDev a signé une convention d'exécution avec l'ONG italienne WeWorld afin qu'elle exécute des activités de prévention de la violence basée sur le genre et de renforcement des connaissances des jeunes et des femmes sur l'adaptation et la mitigation du changement climatique.

Début décembre 2023, le gouvernement nicaraguayen a cependant informé LuxDev de l'impossibilité de continuer à exécuter le projet pour des raisons de souveraineté nationale. ■



**FINANCE
INCLUSIVE ET
INNOVANTE**

RENFORCER LA RÉSILIENCE DES PETITS PRODUCTEURS - 32 PROJETS SOUTENUS

Le *Smallholder Safety Net Upscaling Programme* (SSNUP) vise à renforcer les filets sociaux de 10 millions de ménages agricoles, en améliorant les conditions de vie de 50 millions d'individus à faibles revenus et très vulnérables en 10 ans. Plus particulièrement, grâce à une approche systémique de développement de la chaîne de valeur agricole, le SSNUP cherche à accroître la productivité et la résilience des petits exploitants agricoles en Afrique, en Amérique latine et en Asie, à travers une meilleure gestion des risques ainsi que la promotion de pratiques agricoles durables et adaptées au climat. Pour ce faire, le programme tire parti des connaissances et de l'expertise de plusieurs structures d'assistance technique de fonds d'investissement d'impact pour atteindre le plus grand nombre de petits exploitants agricoles, avec le moins de bureaucratie possible.

Le programme est cofinancé par les Coopérations du Luxembourg, de la Suisse et du Liechtenstein, et coordonné par l'ONG luxembourgeoise ADA - Appui au développement autonome, en partenariat avec neuf investisseurs d'impact actifs dans le secteur agricole. LuxDev, en représentation du MAE, siège en tant que membre du comité d'assistance technique, instance qui évalue et statue sur les projets soumis par les partenaires du programme à financer.

En 2023, le SSNUP a approuvé le soutien de 32 nouveaux projets soumis par les investisseurs, qui visent à appuyer des organisations investies des neuf partenaires du programme. Il a également réalisé plusieurs activités de gestion des connaissances, dont deux ateliers thématiques (sur l'agroécologie ainsi que sur le genre et l'agriculture) et un atelier d'échange avec l'ensemble des parties prenantes du programme. ■

AMÉRIQUE CENTRALE - UN FONDS POUR SOUTENIR L'ENTREPRENEURIAT DES FEMMES



Dans le cadre du programme régional pour la promotion de l'entrepreneuriat des femmes - phase II en Amérique centrale (lire page 41), la Coopération luxembourgeoise a annoncé, lors de la Semaine européenne de la microfinance 2023, son intention d'investir dans le fonds d'impact *Female Entrepreneurship Fund* créé à travers ledit projet. La gestion de cette contribution a été confiée à LuxDev.

Le *Female Entrepreneurship Fund* a pour but de proposer des solutions adaptées et innovantes aux partenaires financiers, en couplant appui financier et support technique à travers un programme d'assistance technique spécifique. Il vise un changement durable dans la manière dont les intermédiaires financiers évaluent les risques des petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes et, dès lors, une augmentation du nombre et du volume des prêts, ainsi que du montant des crédits que les intermédiaires financiers fourniront aux petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes. ■

RWANDA - L'ÉCOSYSTÈME FINANCIER AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

En 2023, le programme d'appui au développement du Kigali International Finance Center (KIFC) a été formulé. Il contribuera au développement de Kigali comme centre financier international en Afrique, à travers le renforcement de compétences des acteurs du secteur financier. Il participera aussi à réduire les disparités qui affectent les MPME, à diversifier l'écosystème des FinTech, à attirer des financements durables et à créer une bourse verte.

Les enjeux nationaux de développement du secteur de la finance inclusive et innovante au Rwanda sont étroitement liés à la Vision 2050 du pays, qui ambitionne de devenir un pays à revenu intermédiaire supérieur d'ici 2035 et un pays à revenu élevé d'ici 2050. Dans ce contexte, le secteur financier joue un rôle crucial, avec des objectifs visant à accroître l'épargne intérieure et à se positionner en tant que centre de services financiers international.

Malgré l'importance des MPME dans la création d'emplois au Rwanda, ces dernières sont confrontées à des difficultés notables pour attirer les financements nécessaires au démarrage et à la croissance de leurs activités. En outre, la plupart des activités commerciales sont menées dans le secteur informel. Ces entités non enregistrées rencontrent des difficultés pour accéder aux services financiers, obtenir des crédits et bénéficier des initiatives de soutien du gouvernement. Ainsi, le Rwanda s'efforce de moderniser son économie tout en améliorant la vie de sa population, en mettant l'accent sur l'inclusion financière et l'innovation pour atteindre ses objectifs de développement à long terme.

RENFORCER L'ÉCOSYSTÈME DU KIFC

L'objectif du programme d'appui au développement du KIFC est d'aider le Rwanda à augmenter les investissements étrangers et nationaux dans des projets et activités qui contribuent au développement durable, et plus spécifiquement à l'augmentation de l'emploi dans les segments les plus rémunérateurs et à l'amélioration de l'environnement.

Pour ce faire, le programme soutiendra le développement de l'écosystème du KIFC pour qu'il puisse renforcer son capital humain, faire évoluer la finance durable, faciliter les investissements dans des projets bancables de MPME et fournir un environnement propice à la création et à l'expansion des entreprises FinTech. ■

Le secteur privé au Rwanda est caractérisé par une prépondérance des MPME, représentant plus de 90% de toutes les entreprises et contribuant à environ 41% de l'emploi total.

L'ACCÈS AU FINANCEMENT, SUJET TRANSVERSAL

L'accès au financement se retrouve dans d'autres projets et programmes mis en œuvre par LuxDev au Rwanda, notamment le projet de transformation vers des systèmes alimentaires durables - Kwiwaza qui aide les acteurs des chaînes de valeur horticulture et aquaculture à se développer, et le projet d'appui à la formation technique et à l'employabilité qui appuie quatre centres d'enseignement et formation technique et professionnels à préparer les jeunes au marché du travail, y inclus l'entrepreneuriat.

BÉNIN - UN NOUVEAU PROGRAMME AUTOUR DE LA FINANCE INCLUSIVE ET INNOVANTE

Le programme de finance inclusive et innovante vise à améliorer l'accès et l'utilisation de produits et services financiers et non financiers au Bénin. Formulé fin 2023, il s'adressera prioritairement aux populations vulnérables, aux acteurs des chaînes de valeur agricoles, aux populations rurales, aux femmes et aux jeunes.

Le gouvernement béninois considère l'inclusion financière comme un levier important du développement du pays. À l'horizon 2026, il ambitionne d'avoir étendu à 85% la proportion de la population adulte ayant accès et utilisant effectivement des produits et services financiers abordables et adaptés, dans un environnement sécurisé.

Le programme de finance inclusive et innovante s'inscrit dans ce contexte. Il interviendra pour améliorer les connaissances et compétences financières des populations béninoises et contribuera à ce qu'elles disposent d'une gamme diversifiée de produits et services financiers et non financiers innovants, durables

et adaptés. Il veillera également à ce que l'Agence nationale de surveillance des systèmes financiers décentralisés assure une meilleure protection des clients et une supervision de l'offre de services financiers.

Le programme permettra notamment de former 81 000 personnes issues du secteur agricole sur l'éducation financière et d'appuyer 53 centres de formation sociale, à travers des formations de leur personnel et de leurs bénéficiaires sur les thématiques de l'inclusion financière, la microfinance et la protection des clients. ■

VIETNAM - FINANCE ET RÉSILIENCE

En 2023, un nouveau projet, *Finance for resilience*, a été formulé au Vietnam. Son objectif est d'améliorer la résilience climatique et économique des petits exploitants agricoles et des entrepreneurs, avec un accent particulier sur l'autonomisation des femmes.

En améliorant l'accès aux services financiers, en promouvant des pratiques agricoles intelligentes face au climat et en renforçant le financement de la chaîne de valeur, l'intervention vise à renforcer la capacité des individus et des entreprises à résister aux risques liés au climat et à améliorer leur bien-être économique.

Pour atteindre son objectif, le projet s'attachera à ce que les agriculteurs, y compris les femmes, les coopératives et les petites et moyennes entreprises opérant dans des chaînes de valeur sélectionnées (le lotus, le riz et le pomelo) à Thua Thien Hué, soient mieux connectés aux marchés et améliorent la performance de leur entreprise. En outre, il contribuera à ce que les petits exploitants agricoles disposent d'un meilleur accès aux services financiers. ■

LUXDEV IMPLIQUÉE DANS PLUSIEURS ÉVÉNEMENTS DU SECTEUR

En 2023, LuxDev a participé à plusieurs événements dans le secteur de la finance durable, inclusive et innovante.

Du 20 au 23 mars, l'Agence a pris part à la 10^e conférence sur la microfinance d'Amérique centrale et des Caraïbes à Antigua au Guatemala. Organisée par REDCAMIF, le réseau de microfinance d'Amérique centrale et République dominicaine, partenaire de longue date de la Coopération luxembourgeoise et par son membre REDIMIF, le réseau des institutions de microfinance du Guatemala, elle a rassemblé plus de 850 participants dont plusieurs acteurs de l'écosystème de la finance inclusive du Luxembourg. Lors de cette conférence, Francesca RANDAZZO, experte en finance durable et innovante de LuxDev, est intervenue en tant que speaker à la session « Du risque à l'opportunité : investir dans les petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes est rentable ». Elle a présenté l'écosystème luxembourgeois et son implication dans la finance avec une perspective de genre (*gender lens finance*). Par ailleurs, la session a été modérée par Ada MENDEZ, coordinatrice du programme régional pour la promotion de l'entrepreneuriat des femmes - phase II.

En octobre, LuxDev a participé au *Global Landscape Forum* de Nairobi dans le cadre d'une session enregistrée au Luxembourg, qui a été retransmise à Nairobi.

Enfin, au mois de novembre, LuxDev a participé à la Semaine européenne de la microfinance, et plus particulièrement à trois sessions concernant l'inclusion financière des petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes en Amérique centrale, la *blended finance* pour investir dans des pays et des secteurs considérés autrement comme trop risqués, et les véhicules d'investissement à impact ciblant spécifiquement l'égalité des genres. LuxDev a également, pour la troisième année consécutive, fait partie du comité de sélection du Prix européen de la microfinance, qui avait pour thème cette année « la finance inclusive pour la sécurité alimentaire et la nutrition » et qui a été remporté par l'institution de microfinance burkinabé Yikri. ■



Manuel TONNAR lors de son allocution à la Semaine européenne de la microfinance ▲



GOUVERNANCE

LAOS - CONTINUER À RENFORCER L'ÉTAT DE DROIT

Agissant dans la continuité du programme prédécesseur qui s'est clôturé fin 2022, le programme de renforcement de l'État de droit, de l'accès à la justice et de la bonne gouvernance a, depuis son lancement début 2023, démontré son engagement à consolider les fondements juridiques du Laos et à ouvrir la voie à une société plus équitable et plus juste.

Ces cinq dernières années ont été marquées par une amélioration significative du cadre législatif du Laos, avec l'adoption ou la révision de lois essentielles. Cependant, le système judiciaire reste confronté à plusieurs défis (manque de capacités, accès limité aux conseils juridiques, nécessité d'un contrôle plus strict des institutions gouvernementales, etc.). En outre, l'enseignement et la recherche juridiques ont toujours besoin d'un renforcement de leurs capacités, afin que les diplômés possèdent les qualifications nécessaires et que l'élaboration des politiques puisse s'appuyer sur une analyse fondée sur les faits.

L'approche multidimensionnelle du programme de renforcement de l'État de droit, de l'accès à la justice et de la bonne gouvernance permet de relever les principaux défis des sous-secteurs de l'État de droit, de l'accès à la justice et de la bonne gouvernance, en mettant l'accent sur l'enseignement juridique supérieur. En stimulant la recherche et en favorisant un dialogue éclairé, le programme soutient également le travail préparatoire à des réformes efficaces pour créer un environnement juridique plus stable ainsi qu'une gouvernance plus éthique et plus réactive.

FORMER LES JURISTES DE DEMAIN

Le ministère de l'Éducation et des Sports a reconnu l'importance de former de futurs professionnels du droit dotés d'une pensée critique et sensibilisés aux principes de bonne gouvernance. En collaboration avec l'Université nationale du Laos, le programme a donc soutenu la conférence de recherche annuelle de la faculté de droit et de sciences politiques. Cette plateforme a suscité des discussions animées sur des questions juridiques essentielles, jetant les bases d'une génération de juristes informés et compétents.

Reconnaissant l'impact de l'accès à l'information sur l'éducation juridique et la réduction de la fracture numérique, le programme a étendu la connectivité

Internet au campus et aux dortoirs de la faculté. Cette amélioration de l'infrastructure permet aux étudiants et aux professeurs d'accéder aux ressources juridiques en ligne et favorise une culture de la recherche et du partage des connaissances.

AMÉLIORER L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR TOUS

Parallèlement, le programme collabore avec le ministère de la Justice pour soutenir la diffusion et l'application de la loi. Les bureaux d'aide juridique établis au niveau des provinces et des districts jouent un rôle crucial dans l'égalité d'accès à la justice pour tous. En appuyant la formation des agents des bureaux et du syndicat des femmes lao dans 32 bureaux d'aide juridique à travers le pays, le programme aide le ministère de la Justice à doter les bureaux d'une infrastructure de base et leur personnel des compétences et connaissances essentielles pour représenter efficacement les communautés marginalisées.

PRÉPARER LES FUTURES RÉFORMES

Le soutien apporté par le programme à la conférence annuelle du ministère de la Justice témoigne aussi de son engagement en faveur de l'action collaborative. Cette réunion, qui a rassemblé professionnels du droit, décideurs politiques et partenaires du développement, a initié un consensus sur les réformes juridiques et les pratiques de bonne gouvernance.

En investissant dans les futurs professionnels du droit, en renforçant les prestataires d'aide juridique et en encourageant les efforts de réforme, le programme contribue à un avenir meilleur pour la justice au Laos. ■

UNE MEILLEURE GESTION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Toujours au Laos, le programme de renforcement de l'efficacité de la gestion de l'aide publique au développement, mis en œuvre depuis 2019, a quant à lui aidé le ministère de la Planification et de l'Investissement à améliorer la gestion et la coordination efficaces de l'aide publique au développement (APD) aux niveaux national et provincial.

En particulier, le programme a soutenu le Ministère dans l'amélioration du cadre juridique, en développant des législations, des réglementations et des lignes directrices clés en la matière. Au fil des ans, un plan d'action a été développé puis mis en place pour mobiliser l'APD, en veillant à ce que les ressources soient canalisées vers les domaines prioritaires. Le programme a aussi soutenu la création d'un diagramme clair décrivant la gestion et l'utilisation des fonds pour les projets d'APD, promouvant la

transparence et l'allocation efficace des ressources. Des lignes directrices ont été établies pour les rapports d'APD afin d'améliorer le flux et l'analyse des données. En 2023, les provinces et les ministères de tutelle ont rendu compte de 88% de l'APD. Enfin, le programme a contribué au développement des capacités du personnel du département de la Coopération internationale du Ministère – qui joue un rôle crucial dans la collaboration avec les partenaires du développement afin de garantir une utilisation harmonisée, efficace et transparente des fonds – et des six sections de la Coopération internationale basées dans les provinces. Ainsi, 76% des fonctionnaires concernés ont amélioré leur connaissance de la gestion efficace des projets d'APD et des règlements grâce aux ateliers organisés par le programme. ■

BURKINA FASO - L'ACCÈS AU CADASTRE SIMPLIFIÉ

L'amélioration de la gouvernance foncière est au cœur des problématiques de développement au Burkina Faso. Le projet d'appui au cadastre fiscal dans les communes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso contribue à cette démarche, en soutenant la mise en place d'un cadastre polyvalent et moderne.

Ces dernières années, le gouvernement s'est engagé dans un travail de relecture et de révision des textes et des politiques foncières en vue d'assurer une plus grande équité en matière d'accès à la terre, ressource fondamentale pour les populations. L'accomplissement de cet engagement passe, entre autres, par la digitalisation du cadastre. Le cadastre permet en effet de renforcer la sécurité juridique des propriétaires terriens et des éventuels acquéreurs, de réduire le nombre de litiges liés au foncier, d'améliorer le climat des affaires et d'accroître les recettes fiscales de l'État. Les questions de la modernisation du cadastre, de la sauvegarde numérique des données existantes et de la conservation des documents archivés revêtent, de ce fait, un intérêt particulier. Le projet d'appui au cadastre fiscal dans les communes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso agit dans ce contexte.

En 2023, le projet s'est concentré sur la numérisation, l'indexation et l'archivage de l'ensemble des dossiers techniques de bornage présents dans les archives des communes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, ainsi que l'indexation des registres de bornage afférents.

Les titres fonciers des recettes des domaines et de la publicité foncière de certaines circonscriptions ont également été numérisés et indexés. Les archives ont été triées, transférées et stockées dans des lieux plus appropriés, assurant leur meilleur accès et conservation. Enfin, une application de gestion électronique des documents a été développée. Elle sera déployée et mise en exploitation sur deux sites pilotes, permettant de dématérialiser le processus d'obtention des bornages simples et des titres fonciers.

Grâce à ces activités, le projet a contribué à améliorer le système de production, de conservation et de diffusion des données cadastrales. Auparavant, les informations cadastrales étaient incomplètes et dispersées entre plusieurs entités administratives, rendant leur consultation difficile, voire impossible. Cette situation n'était pas de nature à assurer la sécurité foncière des propriétaires terriens, engendrant de nombreux litiges fonciers. Aujourd'hui, les usagers finaux bénéficient de services cadastraux simplifiés, modernisés, plus rapides, moins onéreux et de qualité. ■



86 131

dossiers techniques de bornage ont été numérisés, indexés et archivés.

54 296

lignes de registres de bornage ont été indexées.

13 293

titres fonciers ont été numérisés.

NIGER - POUR UNE MEILLEURE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Jusqu'au coup d'État du 26 juillet 2023, la Coopération luxembourgeoise a appuyé le gouvernement nigérien dans l'amélioration de son système de gestion des finances publiques.

Le programme d'appui à la gestion des finances publiques a accompagné le ministère des Finances vers un système efficace et transparent, en contribuant au développement d'outils budgétaires de la chaîne de planification, de budgétisation et de suivi-évaluation conformes aux standards de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, ainsi qu'au renforcement des capacités des tous les acteurs de la chaîne de la dépense publique des ministères et collectivités territoriales.

Malgré le coup d'État qui a entraîné la suspension de la coopération bilatérale entre le Luxembourg et le Niger, plusieurs activités ont pu être réalisées. Une démarche orientée changement a été introduite pour l'ensemble des parties prenantes du programme dans le but d'améliorer la performance de ces acteurs et que les changements espérés en matière de gestion des finances publiques (déconcentration de l'ordonnancement, modernisation de l'État, transfert des ressources aux collectivités territoriales, etc.) soient impulsés.

En outre, plus de 400 personnes du ministère des Finances, des ministères sectoriels (ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, ministère de l'Éducation nationale) et des collectivités territoriales ont bénéficié de sessions de formation et coaching pour élaborer les documents budgétaires et de passation de marchés publics.

Enfin, des outils de programmation et d'exécution budgétaires ont été élaborés afin d'opérationnaliser le transfert des compétences et des ressources financières aux collectivités territoriales. Même si ce transfert n'a pas pu être effectif en raison du contexte politique, ces outils ont permis de passer d'une approche de « budget de moyens », peu soucieuse des résultats à atteindre, à une approche de « budget programme », plus efficiente dans l'exécution des dépenses publiques. ■



AU LAOS, AMÉLIORER SANTÉ ET NUTRITION

En 2023, LuxDev a continué à mettre en œuvre des activités dans le secteur de la santé au Laos à travers le programme de santé et nutrition dont l'exécution a débuté en janvier. Il agit dans la continuité du programme d'appui au secteur de la santé - phase II qui a quant à lui été clôturé en décembre.

Au Laos, le secteur de la santé et de la nutrition est confronté à des défis persistants malgré certains progrès. Si l'espérance de vie s'est améliorée, le pays reste confronté à des taux de mortalité élevés évitables chez les nourrissons, les enfants de moins de cinq ans et les mères. Les progrès des indicateurs nutritionnels au niveau des villages demeurent lents, influencés à la fois par les défis du système de santé et par la situation économique générale. La complexité de ces problèmes, aggravée par des infrastructures limitées et la vulnérabilité du pays aux catastrophes naturelles, souligne l'importance des programmes de coopération dans le domaine de la santé au Laos.

MIEUX PLANIFIER LA SANTÉ ET LA NUTRITION

Au cours des huit dernières années, le cadre du mécanisme participatif conjoint a été déployé pour servir de plateforme stable et dynamique garantissant une allocation plus efficace des ressources, notamment des contributions du Luxembourg et du ministère de la Santé laotien. Opérationnel dans les provinces de Bolikhamxay, Khammouane et Vientiane, ce cadre fournit une structure organisationnelle et financière pour une planification ciblée de la santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et des adolescents, ainsi que de la nutrition.

Pour surmonter le défi de l'allocation limitée de ressources au niveau provincial, le programme de santé et nutrition a exécuté efficacement le cycle de financement du mécanisme participatif conjoint en 2023. Ce cycle englobe la planification budgétaire, la mise en œuvre d'activités en temps voulu et l'établissement de rapports complets.

FORMER LE PERSONNEL DE SANTÉ

Pour remédier à la pénurie de personnel de santé et de compétences professionnelles, en particulier dans les zones rurales, le programme investit dans des formations spécialisées pour les médecins, les infirmières et les sage-femmes. Le plan provincial de développement du personnel, élaboré avec l'aide du ministère de la Santé, sert de référence pour répartir et affecter le personnel nouvellement recruté et formé.

Durant cette première année d'exécution du projet, 91 professionnels de santé ont été formés. Les

investissements dans les programmes de formation devraient permettre de disposer d'un personnel de santé plus qualifié et de remédier à la pénurie dans les zones rurales. Le plan provincial de développement du personnel devrait quant à lui contribuer à un accès équitable aux services de santé dans toutes les provinces.

DIGITALISER LES DOSSIERS MÉDICAUX

Enfin, le programme soutient le ministère de la Santé en introduisant les dossiers médicaux électroniques dans la province de Bolikhamxay. Ils facilitent la collecte et l'analyse des données ainsi que la prise de décisions éclairées, et permettent de relever le défi du manque de données pour le suivi et l'amélioration.

En 2023, 75 % du personnel de l'hôpital de la province de Bolikhamxay a été formé à l'utilisation du dossier médical électronique pour l'enregistrement des patients et l'analyse des données. ■



TÉMOIGNAGES

DES BOURSES D'ÉTUDES POUR RENFORCER LES CAPACITÉS DES SOIGNANTS

Le Dr OUANE, Mme WAITHONG et Mme PAVINA sont des professionnels de la santé de l'hôpital provincial de Bolikhamxay. Grâce à une bourse d'études offerte par le programme de santé, ils ont été habilités à poursuivre une formation avancée, améliorant ainsi les services dans la province.

Dr OUANE

Originaire de Paksan, chef-lieu de la province de Bolikhamxay, le Dr OUANE rêvait de devenir médecin depuis son enfance. Il a obtenu sa licence en médecine à l'Université des sciences de la santé de Vientiane et s'est ensuite passionné pour la chirurgie. Une bourse fournie par le programme lui a permis de se spécialiser en chirurgie générale et abdominale. Le Dr OUANE est désormais le seul chirurgien de Bolikhamxay à posséder les compétences nécessaires pour opérer des affections urologiques telles que les calculs rénaux, les troubles des voies biliaires et les sténoses urétrales. Il enseigne à d'autres chirurgiens afin d'améliorer les soins de santé dans la province. Dans le futur, il souhaite mettre en place des procédures laparoscopiques au sein de l'hôpital, une technique peu invasive qui permet au patient de récupérer plus vite et qui réduit les risques d'infection.

Mme WAITHONG

Originaire de la province de Xieng Khouang, Mme WAITHONG, une infirmière de 38 ans, travaille au sein de l'hôpital provincial de Bolikhamxay depuis 2011. En 2023, une bourse lui a permis de se spécialiser en ophtalmologie. « Pendant ma formation, j'ai appris à diagnostiquer la cataracte et le glaucome. En l'absence du médecin, je peux recevoir les patients atteints de ces maladies. Je peux également participer à de nombreuses opérations ophtalmologiques, explique-t-elle. Parfois, les patients me disent 'merci de m'avoir donné de nouveaux yeux', ce qui me rend incroyablement fière. » Mme WAITHONG aspire à former le personnel des hôpitaux périphériques afin de rendre les soins ophtalmologiques plus accessibles à ceux qui ne peuvent pas se rendre à l'hôpital provincial. À noter que le programme a également fourni des instruments pour la salle d'opération d'ophtalmologie.

Mme PAVINA

Mme PAVINA, sage-femme de 28 ans, est un exemple de progression de carrière rapide. Après avoir obtenu son diplôme de sage-femme, son potentiel a été reconnu, ce qui lui a permis d'obtenir une bourse pour poursuivre ses études de maîtrise à l'Université de Khon Khaen en Thaïlande. Si la pandémie de la COVID-19 l'a contrainte à rentrer au Laos et à terminer ses études en ligne, les cours lui ont permis d'acquérir des compétences précieuses en matière de pratiques fondées sur des données probantes et de réflexion critique. Mme Pavina trouve une immense satisfaction à travailler dans le service de santé maternelle et infantile, où elle s'occupe à la fois des mères et des nouveau-nés. En tant que sage-femme principale, elle partage également ses connaissances et compétences. « Je donne régulièrement des cours à des groupes de sage-femmes des hôpitaux de district et je me rends souvent dans différentes provinces pour animer des ateliers sur les soins prénataux », précise-t-elle. L'ambition de Mme PAVINA est d'élargir son champ d'action et d'éduquer un public plus large. Son dévouement pour la formation continue et son enthousiasme pour sa profession lui ont permis d'obtenir un nouveau poste au sein d'une agence multilatérale, où elle peut mettre à profit ses acquis afin de renforcer le système de santé national, en particulier pour les mères et les nouveau-nés. ■



Dr OUANE ►

LA SANTÉ ET LA PROTECTION SOCIALE RENFORCÉES AU SÉNÉGAL

Au Sénégal, LuxDev met en œuvre des projets et programmes dans le secteur de la santé depuis 25 ans. Le programme actuel s'attache à développer les services d'urgence, améliorer l'assurance maladie et lutter contre certaines maladies non transmissibles, tout en soutenant la gouvernance sectorielle. Le programme en formulation, dont la mise en œuvre devrait débuter en 2024, agira en continuité et mettra davantage l'accent sur la santé mère-enfant.

En septembre 2013, l'État du Sénégal a lancé le programme de couverture maladie universelle, qui « repose sur la vision d'un Sénégal où tous les individus, tous les ménages et toutes les collectivités bénéficient d'un accès universel à des services de santé promotionnels, préventifs, curatifs et ré-adaptatifs de qualité sans aucune forme d'exclusion ». Si le taux de couverture du risque maladie est passé de 46 % en 2014 à 53,20 % en 2022, l'accès financier aux soins de santé demeure un défi majeur et requiert dès lors un travail important de professionnalisation et de massification des mutuelles de santé.

En outre, l'espérance de vie du citoyen sénégalais reste affectée par des taux élevés de mortalité maternelle et néo-natale, un accroissement rapide des maladies non transmissibles tels que le diabète de type 2, l'hypertension artérielle et les cancers féminins, ainsi que des conditions et délais de prise en charge des urgences encore à améliorer.

Parmi les conditions de succès nécessaires aux changements souhaités pour la réalisation des résultats visés par l'État sénégalais figurent notamment des ressources humaines adaptées aux besoins ainsi que des infrastructures et des équipements adéquats.

URGENCES, MALADIES NON TRANSMISSIBLES ET COUVERTURE SANTÉ

Le programme de santé et protection sociale, mis en œuvre par LuxDev depuis 2018, intervient pour renforcer l'offre de services au niveau des districts sanitaires, des hôpitaux et des services d'urgence, mais également l'assurance maladie et les autres mesures de protection sociale.

En 2023, le programme a continué à renforcer les capacités des services de prise en charge des patients en situation d'urgence à travers l'acquisition et la dotation des services concernés en matériel et équipements de pointe et la formation du personnel. Ces activités ont permis d'améliorer quantitativement et qualitativement l'offre de soins d'urgence. Plus particulièrement, des services de réanimation ont été ouverts dans les hôpitaux de Matam, d'Ourossogui et de Ndioum. Un service d'urgence a été construit et équipé au centre de santé du district sanitaire de Guinguinéo. Des blocs

opératoires de soins obstétricaux d'urgence ont été réouverts dans les centres de Ranérou et de Dahra et de premières césariennes ont pu être réalisées. En outre, les capacités de formation du centre d'enseignement en soins et gestes d'urgence par simulation – qui a été ouvert en 2021 au sein du Service d'aide médicale urgente (SAMU) national de Dakar, avec l'appui de la Coopération luxembourgeoise à travers le programme de santé et protection sociale – ont été étendues grâce à l'acquisition d'un lot important de mannequins à haute-fidélité et à la mise en place d'une équipe dédiée à la gestion.

La prise en charge des maladies non transmissibles, en progression constante dans le pays, a été améliorée grâce à la formation continue du personnel des centres d'hypertension artérielle et diabète, aux séances de dépistage des cancers du col de l'utérus et du sein, ainsi qu'à l'élaboration du protocole de recherche sur les maladies non transmissibles. Ce dernier a permis de lancer l'enquête STEPS sur le plan national. Elle vise à obtenir des données de base sur les facteurs de risque établis qui déterminent le fardeau des maladies non transmissibles.

En ce qui concerne la protection sociale, trois mutuelles de santé départementales (Saint-Louis, Dagana et Podor) ont été mises en place et professionnalisées grâce au déploiement d'équipes et d'outils de gestion ainsi que par le biais d'activités de renforcement de capacités. De plus, la signature d'une convention de partenariat entre l'Unité départementale d'assurance maladie de Foundiougne et le SAMU national a permis d'intégrer les soins préhospitaliers d'urgence dans l'offre de services proposée aux mutualistes.

POURSUIVRE DANS LA MÊME LIGNÉE

Le soutien au secteur de la santé sénégalais se poursuivra dans le cadre du PIC V signé entre le Luxembourg et le Sénégal. Le programme de santé et protection sociale se clôturant en juin 2024, un nouveau programme, du même nom, a été formulé en 2023. Il vise à améliorer l'état de santé et de bien-être des populations, avec un focus sur le couple mère-enfant, la gestion des urgences et la lutte contre les maladies non transmissibles les plus prévalentes. Une attention particulière sera accordée

aux soins de santé primaires qui ont pour objet de garantir que les personnes reçoivent des soins complets et de qualité, au plus près de leur environnement quotidien.

Le premier axe du programme concernera donc la santé maternelle et néonatale. En effet, le taux de mortalité maternelle au Sénégal reste élevé, avec 236 décès pour 100 000 naissances vivantes. Ce volet se concentrera sur les soins obstétricaux et néonataux d'urgence visant surtout les postes et les centres de santé des régions de Saint-Louis, Matam, Louga et Kolda. Il s'agit non seulement de renforcer les capacités des services de niveau district sanitaire pour leur permettre une prise en charge adéquate des accouchements avec et sans complication, mais également de travailler sur la demande en soins, notamment afin de réduire le recours tardif aux soins. Par ailleurs, à côté des services in situ, des services itinérants, couplés à un programme communautaire, seront développés dans les deux régions les plus reculées.

Le deuxième axe du programme poursuivra les appuis au système des urgences sur l'ensemble de la chaîne. Concernant le préhospitalier, la régulation des urgences via le numéro vert 15 15 et le transport médicalisé continueront à être soutenus. Ensuite, les services d'urgence dans les hôpitaux et dans les centres de santé, ainsi que les blocs opératoires et les services anesthésie-réanimation, seront consolidés.

Le troisième axe visera les maladies non transmissibles les

plus courantes, avec un focus sur les femmes. Certaines de ces maladies présentent des facteurs de risque similaires sur lesquels, pour la plupart, la prévention peut agir. Des stratégies de promotion et de prévention à travers une communication pour le changement de comportement seront prévues. Il s'agira également de consolider les capacités des services curatifs pour un dépistage précoce et la prise en charge clinique.

Enfin, l'accompagnement vers une couverture sanitaire universelle se poursuivra, à travers des appuis à la professionnalisation des mutuelles départementales, dans une approche de renforcement de proximité centrée sur la région de Saint-Louis, action qui sera déléguée à Enabel.

L'ensemble des axes envisagés sont alignés aux stratégies nationales du secteur de la santé au Sénégal. Pour parvenir aux résultats, les actions combineront investissement, renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles ainsi qu'amélioration des compétences des ressources humaines. ■

202

personnes ont été formées au centre d'enseignement en soins et gestes d'urgence en 2023 (pour un total de 926 depuis son ouverture en 2021).



Dr Babacar NDIAYE ▶

INTERVIEW



M. SARR



Dr NDIAYE

« NOUS POUVONS DÉSORMAIS
PRENDRE EN CHARGE BEAUCOUP
PLUS DE PATIENTS SUR L'ÎLE »

M. SARR est maire de Dionewar et Dr NDIAYE est médecin en chef du centre de santé de Niodior, au Sénégal. Ils nous parlent des défis en matière de santé dans les zones insulaires et comment le programme de santé et protection sociale contribue à y répondre.

La santé est une compétence transférée aux collectivités territoriales. Pourquoi la gestion de la santé est-elle plus compliquée sur une île ?

M. SARR : Aujourd'hui, il est beaucoup plus facile de gérer une commune sur la terre ferme que sur une île. À cause de l'obstacle de la mer, qui est à la base de l'enclavement, mais aussi de l'absence de certaines infrastructures adaptées au milieu. De plus, l'État transfère généralement la compétence, mais pas les moyens de l'exercer, ce qui pose de réelles difficultés.

Quels sont les défis liés à l'insularité de Niodior et Dionewar en matière de santé ?

Dr NDIAYE : L'insularité de Niodior rend difficile l'accès aux autres structures de référence de santé. En l'absence de matériel adéquat et afin de leur permettre de bénéficier d'une meilleure prise en charge dans les structures situées sur le continent, les patients étaient très fréquemment évacués par le passé. C'est pourquoi, avec la Coopération luxembourgeoise, nous avons acquis le matériel nécessaire pour équiper l'unité d'accueil des urgences du centre de santé, et des formations ont été dispensées pour utiliser ces équipements.

M. SARR : Le centre de santé de Dionewar, quant à lui, est rattaché au district sanitaire de Foundiougne mais en réalité, il est très difficile pour nous de transporter des malades à Foundiougne. Dès lors, nous les évacuons à Mbour, via Djiffer, dont l'accès est plus rapide, même si nous devons faire face à certaines limites liées à la marée et à l'état de la mer. Auparavant, la traversée se faisait avec des pirogues qui n'étaient pas adaptées en cas de marée basse, par exemple. Désormais, nous disposons d'une vedette ambulance.

Comment ces équipements ont-ils amélioré les capacités des centres de santé à répondre aux situations d'urgence ?

Dr NDIAYE : Depuis que les équipements d'urgence sont disponibles, nous pouvons gérer beaucoup plus de patients. Des malades qui nécessitaient peut-être par le passé d'être évacués sont maintenant pris en charge à Niodior. Les postes de santé des îles de Diogane et Dionewar, qui sont un peu éloignés, évacuent également leurs patients vers notre centre de santé.

M. SARR : Aujourd'hui, avec la vedette ambulance, même en cas de marée basse, nous parvenons à évacuer des patients. Aussi, sur l'île de Niodior, nous n'avons pas de véhicules. Le plus souvent, nous utilisons des motos ou des charrettes mais celles-ci ne sont pas adaptées au transport des patients. Grâce aux tricycles réceptionnés à Dionewar et Niodior, nous allons chercher les patients dans le village, en particulier les personnes âgées, pour les amener au centre de santé et les ramener chez elles après le traitement. Lorsqu'il faut évacuer un patient, nous utilisons aussi le tricycle pour le transporter en toute sécurité jusqu'à l'embarcadere.

Dr NDIAYE : Tout récemment, nous avons reçu une patiente à la maternité qui faisait une crise d'éclampsie. Nous avons pu, avec le tricycle, amener la patiente jusqu'à l'embarcadere. Là, elle a été emmenée sur la vedette qui, grâce à sa légèreté, a pu faire la traversée jusqu'à Djiffer malgré la marée basse. La patiente a ensuite été amenée de Djiffer à l'hôpital de Mbour, où elle a subi une césarienne de sauvetage maternel. Malheureusement, le nouveau-né est décédé mais la maman a pu être sauvée. Elle est ensuite rentrée et nous avons pu effectuer le suivi post-opération au centre de santé sur l'île. On peut dire que le matériel mis en place a permis de sauver une vie. ■

SOUTENIR LE SECTEUR DE LA SANTÉ AU KOSOVO

Au Kosovo, le secteur de la santé est confronté à plusieurs défis : améliorer l'état de santé de la population, offrir un ensemble de prestations de base, assurer la qualité des soins, planifier, gérer et développer les ressources humaines, ainsi que financer le secteur. À travers ses actions, le projet d'appui au secteur de la santé - phase II contribue à apporter des réponses à ces problématiques.

Le système de la santé au Kosovo reste sous-financé (environ 4,5 % du produit intérieur brut y sont consacrés, ce qui en fait le taux le plus bas d'Europe), ce qui se traduit par un manque de matériel et de prestations de soins. Les investissements dans les infrastructures et les équipements modernes demeurent limités, ce qui empêche les patients d'accéder à des services de qualité dans les établissements publics. Les patients sont donc contraints de s'adresser à des établissements privés, dont les coûts sont très élevés, d'autant plus pour les groupes les plus vulnérables à faibles revenus.

La fuite des cerveaux et des professionnels de la santé pose également problème. Cette pénurie persistante de ressources humaines nuit à l'efficacité du système et entrave l'accès équitable aux services de santé. L'absence de procédures de travail normalisées, de lignes directrices et de protocoles cliniques contribue directement à compromettre la qualité et la sécurité des services.

En 2023, les apports du projet d'appui au secteur de la santé - phase II se sont concentrés sur le renforcement des capacités dans les hôpitaux de Gjilan et de Prizren, dans le but d'améliorer la prestation de services. Grâce à ces activités, les hôpitaux ont élaboré leur plan opérationnel annuel pour 2024, qui aide les directions à mieux planifier et gérer leurs ressources. En outre, le transfert de connaissances entre pairs a abouti à l'élaboration de 12 nouvelles procédures opérationnelles standardisées pour les diagnostics les plus fréquents et 12 nouvelles fiches d'information pour les patients. Cette démarche a permis d'améliorer la qualité et la sécurité des services de santé, de réduire les erreurs médicales et d'accroître la satisfaction des patients à l'égard des soins qu'ils reçoivent.

Parallèlement, le projet a aidé les hôpitaux à moderniser leurs infrastructures et a fourni des équipements pour de nouveaux services dans les hôpitaux de Gjilan et de Prizren. L'accès et la qualité des services de santé et des traitements disponibles pour les populations de

ces deux régions s'en trouvent renforcés et les dépenses personnelles liées aux soins de santé diminuées.

Par ailleurs, grâce à la collaboration avec la Chambre des médecins et des infirmiers, le projet a soutenu l'organisation de formations pour les professionnels de santé dans les domaines de la qualité, la sécurité, la néonatalogie, la radiologie, les urgences, l'anesthésie, la cardiologie interventionnelle et la laparoscopie. Ces formations ont contribué à augmenter les compétences cliniques et à améliorer les soins aux patients.

Enfin, le projet a accompagné le ministère de la Santé dans la rédaction de la législation nécessaire pour traiter des questions sectorielles. Cet appui a abouti à l'approbation de lois importantes, qui répondent efficacement à certains défis sectoriels.

En renforçant les capacités des institutions et des individus dans le secteur de la santé, le projet contribue à la santé globale de la population du Kosovo. À noter qu'un nouveau programme, services de santé innovants et de qualité, a débuté ses activités en fin d'année 2023. Il vise à consolider les efforts existants, à fournir un soutien nouveau et plus innovant au ministère de la Santé, et ce afin d'améliorer l'accès à des services de santé de qualité pour l'ensemble de la population du Kosovo. ■



Opération chirurgicale du Professeur DEWAN au Kosovo ▲

100

Plus de 100 professionnels des deux hôpitaux ont été formés en 2023.

SUCCESS STORY

DES ENFANTS SOUFFRANT D'ANOMALIES CONGÉNITALES BÉNÉFICIENT D'UN TRAITEMENT LOCAL

En octobre 2023, le projet appui au secteur de la santé - phase II, en collaboration avec le Centre clinique universitaire du Kosovo, a permis de recevoir la visite du Professeur Paddy DEWAN, urologue et chirurgien pédiatrique australien. Durant sa mission, le Professeur, avec l'aide d'une équipe médicale kosovare, a pu réaliser avec succès 19 interventions chirurgicales spécialisées ainsi que 32 consultations médicales personnalisées pour des enfants souffrant

de problèmes congénitaux difficiles, présents depuis la naissance et provoquant des anomalies fonctionnelles.

Ces enfants ont reçu des soins médicaux, mais ils ont également connu une profonde amélioration de leur bien-être physique et de leur état psychologique. Cette réussite a également apporté une lueur d'espoir et de soulagement aux familles qui doivent faire face à la complexité du parcours de santé de leurs enfants. ■

LA LUTTE CONTRE LES MALADIES CARDIOVASCULAIRES SE POURSUIT EN MONGOLIE

En Mongolie, les maladies cardiovasculaires constituent un problème de santé publique prioritaire. Le projet cardiologie, chirurgie cardiaque et télé-médecine en Mongolie constitue la cinquième phase d'un soutien qui a débuté en 2001 par le renforcement des services cardiovasculaires et cardiologiques afin de traiter de manière adéquate les patients. Aujourd'hui, l'appui à la digitalisation (télé-médecine) s'affiche comme une composante essentielle, dans un pays où environ 30 % de la population est nomade et où l'accès aux services de santé se montre très inégal entre les zones rurales et urbaines.

Le projet s'attache à renforcer les soins cardiaques intégrés, les services de santé cardiovasculaire et les capacités en chirurgie cardiaque, notamment avec le soutien de l'Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle du Luxembourg (INCCI). Il vise également à prévenir les maladies cardiovasculaires, en ciblant certains de leurs déterminants tels que l'alimentation, le tabagisme et l'abus d'alcool. Le renforcement du Centre national de cardiologie de Mongolie a été considéré comme la meilleure solution pour assurer la durabilité des activités mises en œuvre par les projets précédents.

En 2023, un plan de formations à grande échelle a été mis en place avec le personnel médical. Plus de 1 500 médecins en ont bénéficié. Aussi, un inventaire détaillé des équipements des 21 hôpitaux provinciaux et des 9 hôpitaux de district a été réalisé. Sur cette base, un plan d'achat a été élaboré et a débuté par l'acquisition de 12 échographes, soutenue par l'INCCI. Enfin, du matériel éducatif a été diffusé de manière digitale, permettant à 750 000 personnes de profiter d'une éducation de prévention aux risques cardiovasculaires.



Intervention en chirurgie cardiaque ▲

Le ministère de la Santé de Mongolie estime que le Luxembourg contribue de façon significative à la réduction de la mortalité liée aux maladies cardiovasculaires en Mongolie. Pour la première fois, en 2023, 378 opérations à cœur ouvert ont été réalisées en un an, dont 91,2% par des chirurgiens nationaux. ■

ACCOMPAGNER LES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES DU SUD-KIVU

En situation d'urgence humanitaire depuis des décennies, la République démocratique du Congo affiche des taux de mortalité maternelle et néonatale parmi les plus élevés au monde. En outre, les guerres successives et l'instabilité politique persistante dans l'Est du pays ont été marquées par une violence extrême, y compris des viols généralisés dont les femmes et les enfants sont souvent les premières victimes.

Face aux multiples conséquences de cette situation, l'hôpital de Panzi, dirigé par le Dr MUKWEGE, Prix Nobel de la Paix 2018-2019, s'est spécialisé dans les soins aux victimes de violences sexuelles et dans les accouchements sécurisés. La fondation Panzi complète le travail de l'hôpital pour une réinsertion socio-économique des femmes.

Le soutien du Luxembourg à l'hôpital et à la fondation contribue à répondre à l'ensemble des besoins des victimes de violences sexuelles et des populations vulnérables du Sud-Kivu. Il permet de créer un

espace sûr et propice à la guérison, qui favorise non seulement la guérison physique des femmes, mais soutient également leur rétablissement émotionnel, les aide à reconstruire leurs moyens de subsistance et facilite l'accès à la justice des victimes de violences sexuelles et basées sur le genre.

Plus particulièrement, en 2023, le projet d'appui à l'hôpital et à la fondation Panzi – qui est mis en œuvre en collaboration avec la Croix-Rouge luxembourgeoise – a pu finaliser les travaux de construction du bâtiment des urgences et ouvrir le service. De même, 100 maisons attribuées à des personnes particulièrement vulnérables ont été terminées tandis qu'une clinique juridique a été construite et équipée. Enfin, 5 174 personnes ont été sensibilisées à l'enregistrement des enfants à l'état civil et 5 181 patients ont bénéficié d'une intervention chirurgicale. ■



Clinique juridique de Kavumu ▲



Maison construite par le projet ▲



ATTÉNUER LA CRISE ALIMENTAIRE DANS LES PAYS PARTENAIRES

Comme 2022, l'année 2023 a été marquée par une crise alimentaire importante dans les pays de la Coopération luxembourgeoise, accentuée, pour certains, par une situation sécuritaire dégradée ainsi que par les effets du changement climatique. À travers des actions d'aide d'urgence notamment, LuxDev a contribué à renforcer la sécurité alimentaire dans ses pays d'intervention.

AIDE ALIMENTAIRE ET RÉSILIENCE AUX CHOCS

D'une durée de deux ans, le projet de riposte globale / crise alimentaire vise à apporter une aide d'urgence aux populations vulnérables et à accroître leur résilience face aux crises multiples en renforçant leurs moyens d'existence. Des actions rapides axées, d'une part sur l'assistance alimentaire et d'autre part sur la résilience aux chocs, sont mises en œuvre par le biais de partenaires de confiance incluant les agences onusiennes, les ONG internationales et les autorités locales.

Au Mali, la crise sécuritaire et les conséquences du changement climatique (inondations suivies de vagues de sécheresse, avancée du désert, invasions de criquets) entraînent des déplacements de populations et des épisodes de famine. Une action menée à Bandiagara en collaboration avec Caritas Luxembourg et Caritas Suisse a permis à 11 583 personnes de 56 villages, d'accéder à 626 tonnes de mil. Cette aide les a aidées à surmonter la période de soudure agropastorale, période lors de laquelle les réserves de nourriture sont généralement épuisées et les récoltes à venir n'ont pas encore porté leurs fruits. Des actions similaires ont été mises en place à Kita et Yanfolila.

Au Laos, le projet de sécurité alimentaire et de renforcement des moyens de subsistance a débuté dans 21 villages du nord du pays, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial. Les taux de malnutrition sont particulièrement élevés dans cette région, avec plus de 40% des enfants de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance. Il s'agit notamment d'améliorer la résilience des communautés avec une agriculture intelligente face au climat, par exemple grâce aux techniques de collecte d'eau, à la plantation de plantes fourragères, au développement de réserves de céréales ou au reboisement avec des arbres produisant des fruits ou feuilles nutritifs.

Au Sénégal, l'accès aux financements des entreprises intervenant dans les chaînes de valeur agricoles a été amélioré en collaboration avec la Délégation générale à l'Entrepreneuriat rapide des femmes et des jeunes. Ainsi, 137 projets ont été validés dans le secteur de l'agri-élevage. 42% des entreprises concernées sont

dirigées par des femmes, ce qui représente 32% du volume de financement. À noter également que 15% du financement accordé a trait à des subventions aux composantes énergies vertes et technologies respectueuses de l'environnement.

PLUS DE 20 000 PERSONNES SOUTENUES AU NIGER

Le programme d'appui au Fonds commun des donateurs du Dispositif national de prévention et gestion des crises alimentaires (DNP-GCA) s'inscrit dans la continuité du projet riposte globale / crise alimentaire qui a été mis en œuvre au Niger en 2022 et 2023. Il vise à soutenir l'accès aux services sociaux de base des populations vulnérables, notamment l'accès à la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour les jeunes et les femmes affectés par des chocs.

La sécurité alimentaire et nutritionnelle est progressivement devenue une préoccupation importante depuis les grandes sécheresses des années 1970 et 1980. La croissance démographique, les effets du changement climatique et le maillage insuffisant des services sociaux de base font que chaque année, en moyenne, entre 1,5 et 3,5 millions de personnes (soit 10 à 15% de la population nigérienne) sont en insécurité alimentaire et nutritionnelle. À cette situation structurelle s'ajoutent, depuis quelques années, des facteurs aggravants tels que les effets de l'insécurité qui entraîne des mouvements de population dans des zones déjà fragiles. Plus récemment encore, les conséquences de la situation politique, avec la suspension des programmes d'aide au développement et les sanctions économiques et financières, rendent la sécurité alimentaire d'autant plus précaire.

Pour faire face à ces enjeux, les autorités nigériennes ont mis en place le DNP-GCA. Il analyse chaque année la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (notamment en période de soudure), élabore et met en œuvre des plans annuels de réponse, et mobilise et coordonne les contributions financières et opérationnelles au secteur. L'objectif du programme est réalisé à travers un appui à ce dispositif, en deux volets: l'alimentation du Fonds commun des donateurs pour l'appui à la mise en œuvre des plans de soutien



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



aux populations vulnérables ainsi que le renforcement des capacités de la gestion financière, comptable et administrative des organes de gestion du DNP-GCA.

En 2023, une première contribution de 500 000 EUR a été versée au Fonds commun des donateurs pour mettre en œuvre le plan national de réponse à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Malgré le coup

d'État survenu le 26 juillet 2023, cette contribution a déjà permis de fournir une assistance alimentaire à 20 150 ménages victimes d'inondations et de réaliser une enquête d'analyse de la vulnérabilité à l'issue de la campagne agropastorale afin d'évaluer les besoins en assistance pour 2024. ■

TÉMOIGNAGE

UN BÉNÉFICIAIRE DE L'AIDE D'URGENCE ALIMENTAIRE TÉMOIGNE

« Je m'appelle Diougo KASSOGUÉ, j'ai 50 ans et je suis originaire du village de Bargomo, situé dans la commune rurale de Dourou dans le cercle de Bandiagara, au Mali. Mon ménage est composé de neuf personnes, cinq femmes et quatre hommes. La récolte que j'ai obtenue en 2023 m'a à peine permis de subvenir aux besoins alimentaires de ma famille pendant quatre mois.

La distribution de mil effectuée par le projet en octobre 2023 a eu un impact significatif sur notre ménage, lui assurant une sécurité alimentaire pour trois mois. La quantité reçue équivaut à près de 500 kg de mil, apportant ainsi la joie à tous les membres de ma famille et aidant à oublier la mauvaise récolte de cette année due au manque de pluie. Cette provision a contribué à la stabilité de notre foyer, dissuadant certains membres de partir en exode à la recherche de nourriture.

Actuellement, grâce à ma propre production et à la quantité de mil fournie par le projet, mon ménage peut se permettre de manger trois repas par jour en quantité et en qualité. » ■



UNE PLUS GRANDE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE POUR LES MÉNAGES RURAUX AU MALI

Au Mali, LuxDev met en œuvre un projet et un programme qui contribuent à renforcer la sécurité alimentaire des ménages ruraux, en permettant aux jeunes de bénéficier de plus d'opportunités économiques dans les filières agricoles et en améliorant leur résilience face au changement climatique et aux déficits structurels.

L'agriculture est au cœur de la structure socio-économique du Mali: 30% du produit intérieur brut sont générés par le secteur agricole et 60% de la population tire ses principaux revenus des activités de ce secteur. Paradoxalement, la très large majorité des ménages en situation d'insécurité alimentaire sont ruraux et vivent essentiellement de l'agriculture.

Ces populations font face à un accès insuffisant aux intrants, aux équipements, aux infrastructures et aux services pour produire et commercialiser leurs produits. Le manque d'informations sur les innovations technologiques, sur l'offre et la demande du marché, ainsi que les faibles taux d'organisation et d'alphabétisation, rendent l'accès au système de marché difficile pour les petits producteurs. Par ailleurs, les perspectives d'emploi des jeunes ruraux sont limitées, notamment à cause du niveau d'éducation généralement bas et de la faiblesse des tissus économiques. Malgré son énorme potentiel, l'agriculture traditionnelle est perçue comme une activité dévalorisante pratiquée par défaut ou évitée grâce à l'exode vers les zones urbaines.

Outre ces défis, le Mali est confronté à une situation sécuritaire préoccupante, qui a laissé 700 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë et 2,8 millions de personnes sous pression en 2023. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies estime que 1,3 million de personnes seront en situation d'insécurité alimentaire aiguë en 2024.

RENDRE LES FILIÈRES AGRICOLES PLUS ATTRACTIVES

Le programme de développement rural et sécurité alimentaire, mis en œuvre par LuxDev depuis 2016, vise à ce que les sources de revenus agricoles et la sécurité alimentaire des ménages ruraux soient diversifiées et renforcées durablement. Cet objectif est notamment poursuivi en permettant aux jeunes des régions de Ségou et Sikasso de bénéficier de plus d'opportunités économiques dans les métiers liés aux filières agricoles.

Pour permettre aux exploitations agricoles familiales de développer des opportunités d'emploi adaptées aux aspirations des jeunes, un dispositif d'appui-conseil de proximité, composé de 71 agents techniques, a été mis en place et piloté par l'Association des organisations professionnelles paysannes.

Pour favoriser l'insertion économique des jeunes, le programme accompagne aussi les 14 centres de services gérés par l'ONG nationale AMASSA Afrique Verte dans les régions de Ségou et Sikasso. Les capacités du personnel en charge de l'animation des jeunes sont renforcées afin de faciliter leur orientation et leur accompagnement. Des bilans de compétences ont été réalisés pour 1 648 jeunes. Parmi eux, 1 115 ont été appuyés dans l'élaboration de leur plan d'affaires. À noter qu'un dispositif de conseil est désormais aussi opérationnel au sein du district de Bamako. Les capacités du personnel en charge de leur animation ont aussi été renforcées.

En outre, afin d'aider les producteurs maraîchers à mieux s'organiser, l'Union nationale des centres de gestion rurale, partenaire du programme, a initié sept unions locales des maraîchers et une fédération régionale des maraîchers. 7 982 exploitations agricoles familiales et 66 entreprises agricoles y sont enregistrées dans la région de Sikasso et bénéficient ainsi d'un interlocuteur unique en mesure de répondre aux défis de promotion de la filière maraîchère.

Parallèlement, le ministère de l'Agriculture a adopté l'approche *Smallholder Horticulture Empowerment and Promotion*, une approche qui réalise « l'agriculture orientée vers le marché » et qui passe de « produire et vendre » à « produire pour vendre ».

28 193

jeunes au sein des 3 921 exploitations agricoles familiales suivies ont accès à des opportunités économiques dans les filières agricoles.



SUCCESS STORY



MAHAMOUDOU COULIBALY, JEUNE PRODUCTEUR AGRICOLE AU SUCCÈS INSPIRANT

Grâce au soutien du programme de développement rural et sécurité alimentaire, Mahamoudou COULIBALY, un jeune producteur de 28 ans, dit avoir transformé son exploitation agricole.

Il a été accompagné par l'Association des organisations professionnelles paysannes, qui lui a apporté des conseils spécialisés sur les opportunités dans les différentes filières, un appui dans l'élaboration et le suivi du plan de son campagne agricole ainsi qu'un coaching entrepreneurial. Ces actions lui ont permis de diversifier ses cultures avec du sésame et du fonio. Il a également exploré de nouveaux horizons, élargissant son activité vers l'embouche bovine.

En parallèle, il a bénéficié d'un soutien pour préparer son dossier de projet productif, soumis au financement par le conseil régional de Ségou, et d'une facilitation d'accès aux marchés. Ces efforts conjugués ont conduit à améliorer de façon notable les rendements de ses cultures, à augmenter ses revenus et revitaliser plus de 50 hectares de terres de l'exploitation agricole familiale à laquelle il appartient.

« Les conseils de l'Association des organisations professionnelles paysannes ont révolutionné mes activités. Mes récoltes de sésame ont bondi de 0,8 tonne/hectare à 1,2 tonne/hectare. J'ai maintenant une vision claire de mon futur agricole et mon exploitation est gérée de façon optimisée », explique-t-il avec enthousiasme.

Cette histoire fait de Mahamoudou COULIBALY un modèle d'entrepreneuriat agricole moderne et durable pour la jeunesse, prouvant que l'innovation et l'adaptation sont essentielles pour réussir dans le secteur agricole. Son parcours contribue à la vision stratégique du conseil régional de Ségou qui ambitionne de transformer la région en un hub économique d'ici 2030. Enfin, cette évolution souligne l'impact positif d'un accompagnement personnalisé et d'un soutien adapté pour l'insertion des jeunes dans l'agriculture, qui jouent ainsi un rôle crucial dans le développement économique et social de la région. ■



Bovins de Mahamoudou COULIBALY ▲



Séance de démonstration sur la fabrication d'engrais liquide au Mali ▲

Le programme a appuyé le Ministère en renforçant les capacités de 71 conseillers agricoles dans la zone de Bani, ainsi que 151 acteurs membres d'organisations paysannes.

LES COMMUNAUTÉS RURALES ACCOMPAGNÉES POUR S'ADAPTER

Le projet de résilience des communautés rurales de Kita - phase III, mis en œuvre avec Caritas, vise quant à lui à contribuer à la sécurité alimentaire des communautés du Cercle de Kita.

En 2023, afin de renforcer l'accès aux équipements, quatre batteuses ont été remises à trois unions et une coopérative. Une formation a été dispensée sur l'utilisation et le petit entretien de ces machines à un opérateur par union/coopérative.

Pour consolider les infrastructures, des systèmes d'irrigation efficaces pour les cultures maraîchères ont été créés, à travers la construction de forages et l'aménagement de périmètres maraîchers dans les six villages concernés (Bankoni, Balambougou, Faraba 2, Karo, Koléna et Tofassadaga). L'exploitation des périmètres maraîchers a débuté fin juillet. Des cultures pluviales à cycle court (légumes, maïs et arachide) ainsi que des pépinières ont ensuite été plantées. La saison hivernale s'est achevée avec des recettes de plus d'un

million de francs CFA, dont la majorité provient de la culture de l'arachide, suivie des pastèques et enfin des concombres.

Aussi, une visite au centre de transformation du groupement d'intérêt économique GIE NIETAA DEMESO de Bougouni – qui a pour but le développement d'activités économiques dans le cercle de Kadiolo – a permis aux membres des coopératives de transformation bénéficiaires du projet de se familiariser avec les équipements de transformation disponibles dans le centre, de renforcer leur capacité à améliorer la qualité de leurs produits et de pratiquer directement avec leurs homologues.

Grâce aux activités du projet, les ménages vulnérables ciblés par le projet sont en mesure d'adapter leurs systèmes de production alimentaire aux conditions agroécologiques locales et aux effets du changement climatique. Ainsi, 59,17% des ménages vulnérables (sur 40% ciblés) disposent de cultures agricoles diversifiées et 1 407 personnes (sur 540 ciblées) ont été formées aux pratiques agricoles et de gestion des ressources naturelles durables, adaptées à la variabilité et au changement climatique. ■

RWANDA - VERS UNE AGRICULTURE PRODUCTIVE ET DURABLE

Au Rwanda, la Coopération luxembourgeoise contribue au projet de transformation vers des systèmes alimentaires durables - Kwiha, également financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Enabel (LuxDev fait partie du comité de suivi et de pilotage). Si la contribution luxembourgeoise a été versée en 2022, le projet a effectivement démarré en 2023.

Ce projet est aligné à la stratégie du gouvernement rwandais qui promeut le développement des filières agricoles et d'élevage, confrontées à des rendements faibles, des inefficacités et des insuffisances ne répondant pas adéquatement à la demande. L'ambition est de réduire le déficit nutritionnel qui affecte une part significative de la population et d'améliorer la balance commerciale des produits agricoles, dans un pays où l'agriculture et l'élevage sont prédominants.

Le projet Kwiha cible spécifiquement les filières horticoles, aquacoles et piscicoles, qui offrent des opportunités pour promouvoir une agriculture productive, résiliente et respectueuse de l'environnement, mais qui font face à des défis importants, notamment en matière de financement. Dans l'horticulture, un manque d'organisation et des déficiences techniques conduisent à d'importantes

pertes post-récolte. La filière piscicole, quant à elle, bien qu'ayant un potentiel d'expansion, reste limitée à un petit nombre d'entreprises commerciales opérant sur certaines zones des principaux lacs, et à une exploitation opportuniste et peu productive des étangs existants pourtant nombreux. L'organisation des acteurs, mais aussi et surtout le coût et la disponibilité des aliments pour poissons représentent des défis majeurs, similaires à d'autres secteurs de l'élevage.

Suite au lancement du projet, des diagnostics rapides des chaînes de valeur, menés en collaboration avec les partenaires clés du secteur, ont été réalisés. Ces diagnostics, servant de base au projet, seront complétés par des analyses approfondies en 2024, pour un soutien ciblé et une compréhension fine des filières. Des accords de mise en œuvre ont aussi été élaborés avec les institutions gouvernementales et d'autres partenaires, précisant leur rôle dans la réalisation des objectifs du projet: soutenir les acteurs des filières, mobiliser le secteur financier pour des conditions de financement favorables, développer et appliquer des standards de qualité et promouvoir les filières. Enfin, la capacité des institutions de formation technique et professionnelle à proposer des formations adéquates en aquaculture et horticulture a été évaluée, afin d'aligner l'offre avec les besoins spécifiques des industries cibles. ■



DES PARTENARIATS RENFORCÉS AVEC LE SECTEUR PRIVÉ

2023 a vu le lancement d'un projet d'envergure visant à mobiliser le secteur privé afin d'atteindre les ODD, suivant les axes prioritaires de la Coopération luxembourgeoise.

Le secteur privé, en tant que partenaire, amène une expertise, une capacité d'innovation et contribue à l'atteinte des ODD. Par ailleurs, l'engagement du secteur privé facilite la mobilisation d'investissements privés complémentaires. Afin de permettre d'intégrer, de manière pragmatique et flexible, des partenariats avec le secteur privé dans les activités de coopération bilatérale, LuxDev a développé des instruments spécifiques. Ainsi, le projet d'instruments pour le secteur privé met en place trois outils: la *Business Partnership Facility* (BPF), le *LuxAid Challenge Fund* et le *LuxAid Demonstration Fund*.

DE NOUVEAUX PROJETS COFINANCÉS PAR LA BUSINESS PARTNERSHIP FACILITY

Lancée en 2016, la BPF est une facilité de financement qui vise à encourager le secteur privé luxembourgeois et européen à s'associer avec des partenaires dans les pays en développement pour mettre en place des projets commerciaux durables et innovants qui soutiennent les ODD. Mise en œuvre en partenariat avec Luxinnovation, la Chambre de commerce et le ministère de l'Économie, la BPF repose sur un cofinancement du projet à hauteur de 50% maximum, pouvant atteindre jusqu'à 200 000 EUR. Elle encourage des initiatives d'un secteur privé responsable qui contribuent à la création d'emplois dans les pays en développement et/ou au transfert de technologies. Tous les secteurs d'activité sont éligibles pour autant que le projet contribue à la réalisation des ODD.

Afin de faire connaître la BPF auprès de la communauté business luxembourgeoise, de nombreuses actions ont été mises en œuvre en 2023: rendez-vous individuels avec des entreprises, présentations auprès de structures de l'écosystème entrepreneurial, participation à des événements de networking, développement de la communication média, etc.

Lors des deux éditions de 2023, 36 soumissions ont été reçues, dont 11 ont ensuite été invitées à soumettre une proposition complète. Pour la première édition de l'année, in fine, deux entreprises luxembourgeoises ont été retenues. Les accords de cofinancement ont été signés pour une enveloppe de 585 965 EUR et un coût total des projets de 1 177 131 EUR. La seconde édition étant toujours en cours, pour l'heure, six candidatures ont été invitées à soumettre une proposition complète

et une est en attente de décision par le comité. Parallèlement, le projet a continué à suivre les 12 projets cofinancés en cours.

LANCEMENT DE LUXAID CHALLENGE FUND AU SÉNÉGAL, BURKINA FASO ET MALI

Le 27 novembre 2023, le premier appel à projets de *LuxAid Challenge Fund* a été lancé au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal, pour une enveloppe globale de 1 MEUR. Le cofinancement vise à accélérer la croissance de projets innovants portés par des start-up qui, pour cette édition, contribuent aux enjeux d'apprentissage à distance ou de sécurité alimentaire.

Un événement de lancement a été organisé avec l'ambassade du Grand-Duché de Luxembourg au Sénégal et une campagne de communication a été réalisée dans les trois pays. L'intérêt local a été fort: LuxDev a reçu 242 candidatures, dont 185 dans la sécurité alimentaire et 57 dans l'apprentissage à distance. À la suite d'une première vérification d'éligibilité, 107 candidatures ont été rejetées en raison de leur non-conformité avec les critères d'éligibilité. Le processus de sélection se poursuit. Les entreprises sélectionnées bénéficieront d'un soutien allant de 50 000 à 140 000 euros.

PREMIER SOUTIEN DE LUXAID DEMONSTRATION FUND AU RWANDA

Enfin, les initiatives soutenues par le troisième outil se concentrent sur l'élargissement des innovations qui ont déjà été testées et commercialisées: *LuxAid Demonstration Fund* recherche des entreprises matures dont le modèle d'affaires repose sur des solutions innovantes. Les projets peuvent bénéficier d'un cofinancement allant jusqu'à 50% des coûts, plafonné à 350 000 EUR.

Le 11 décembre 2023, trois projets ont été sélectionnés au Rwanda pour un coût d'investissement total de 2 100 000 EUR. Ces projets se concentrent sur la sécurité alimentaire ainsi que sur l'énergie propre et les crédits carbone. L'un des projets permettra par exemple, d'ici la fin 2024, à 3 300 ménages de bénéficier de revenus de crédits carbone grâce à des options d'énergie propre. ■

SUCCESS STORY

DES PROJETS BUSINESS AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Depuis son lancement, la BPF a soutenu 37 projets dans des pays en développement. Zoom sur trois d'entre eux.

UNE ASSURANCE CONTRE LA SÉCHERESSE POUR LES ÉLEVEURS SÉNÉGALAIS

L'entreprise luxembourgeoise IBISA propose un produit d'assurance de partage des risques mutuels conçu pour résoudre « l'inassurabilité » des petits exploitants agricoles et des éleveurs dans le monde. IBISA utilise la blockchain et des données d'observation par satellite afin de partager les risques liés à la sécheresse et au changement climatique. Le cofinancement de la BPF a permis à IBISA de tester une version pilote de son produit. Depuis 2022, plus de 1 000 éleveurs ont pu bénéficier de ce produit d'assurance au Sénégal.

UNE PREMIÈRE CHAÎNE DE TÉLÉVISION PRIVÉE EN CÔTE D'IVOIRE CRÉANT 40 EMPLOIS

Le groupe BCE s'est associé avec le groupe ivoirien SGM pour la création de la première chaîne de télévision privée ivoirienne « Nouvelle chaîne ivoirienne » (NCI). SGM a bénéficié de l'expertise de BCE en tant qu'intégrateur médias (infrastructures, conseils et formations). Depuis lors, NCI remporte un grand succès et a embauché quelque 40 salariés qualifiés.

ENTREPRENEURS FORMÉS AU BURKINA FASO

Le projet de l'incubateur luxembourgeois Technoport, en partenariat avec *Burkina Business Incubator*, vise à renforcer l'accès aux technologies, les emplois qualifiés et les créations d'entreprises au Burkina Faso, dans des secteurs incluant les technologies de l'information et de la communication, l'ingénierie, l'environnement, l'agriculture, la santé et la cosmétique. Il s'agit de former et sensibiliser les acteurs économiques burkinabés grâce à des échanges de compétences, formations et programmes d'accompagnement pour entrepreneurs et candidats entrepreneurs. Le projet a permis d'accompagner 106 porteurs de projet et de générer 143 emplois qualifiés dans des secteurs prioritaires pour le développement économique du Burkina Faso, comme la production agricole, le recyclage et la valorisation des déchets. ■



LES LIENS AVEC LE MONDE DE LA RECHERCHE S'INTENSIFIENT

Via le financement de projets de recherche innovants entre chercheurs luxembourgeois et partenaires dans les pays en développement, *LuxAid BRIDGES* vise à soutenir davantage le développement de capacités de recherche et à mutualiser les résultats scientifiques en faveur de l'atteinte des ODD dans le domaine de la coopération au développement et de l'action humanitaire.

Le monde académique peut fournir des recherches, des innovations et des formations précieuses qui peuvent contribuer à l'efficacité et à la durabilité des projets de développement. La collaboration avec le monde de la recherche permet également de renforcer les capacités locales, d'encourager l'innovation et de promouvoir des pratiques fondées sur des données probantes dans les initiatives de développement.

En 2023, le Fonds national de recherche du Luxembourg (FNR), la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire du MAE et LuxDev ont uni leurs forces pour lancer un premier appel pilote dans le cadre du *LuxAid BRIDGES*, afin de soutenir les acteurs de la recherche luxembourgeoise dans l'initiation de projets de recherche transdisciplinaires pertinents pour la coopération au développement et l'action humanitaire. Pour soutenir ces projets, 2 MEUR (1 MEUR du MAE et 1 MEUR du FNR) ont été mis à disposition.

Pour ce projet pilote, un appel préliminaire à des propositions dites *Seedling* visait à soutenir des projets de courte durée (jusqu'à trois mois), pour un budget allant jusqu'à 20 000 EUR chacun. L'objectif de cette phase était d'offrir la possibilité à un nombre limité de candidats d'identifier des contacts, de visiter des partenaires potentiels dans les pays éligibles et de

mettre leurs idées à l'épreuve. L'appel a recueilli 41 soumissions. Dix projets *Seedling* ont été retenus pour un financement en juin. Différentes institutions de recherche ont été sélectionnées (*Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST)*, *Luxembourg Institute of Socio-Economic Research*, Université du Luxembourg) pour divers sujets (eau, soins de santé, réduction des risques de catastrophe, etc.) dans plusieurs pays (Sénégal, Burkina Faso, Bangladesh, etc.).

L'appel complet a été lancé en septembre 2023: 13 propositions éligibles ont été reçues. Le processus de sélection basé sur des examens externes indépendants et un panel d'experts et professeurs internationaux s'est déroulé entre décembre 2023 et février 2024. Trois projets de recherche seront financés: le projet HERON du LIST dans le secteur de la réduction des risques de catastrophes, le projet SENEWAT du LIST dans le secteur de l'eau et l'assainissement ainsi que le projet LawMode de l'Université du Luxembourg dans le secteur de l'État de droit. ■

3 projets de recherche seront cofinancés par *LuxAid BRIDGES*.

TÉMOIGNAGE

SÉCURISER LA QUALITÉ DE L'EAU AU SÉNÉGAL

PORTÉ PAR LE LIST ET PLUS PARTICULIÈREMENT LE DR SÉBASTIEN CAMBIER, LE PROJET SENEWAT SERA COFINANCÉ DANS LE CADRE DE LUXAID BRIDGES.

« Le projet SENEWAT a été conçu pour évaluer la qualité des écosystèmes aquatiques et mettre en place des outils de suivi. Dans cet objectif, le LIST et LSC Environment au Luxembourg, ainsi que deux départements de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar au Sénégal, travailleront de concert pendant les quatre années du projet. Des campagnes d'échantillonnages seront menées pour effectuer des mesures de la qualité chimique et microbiologique, qui seront complétés par des tests éco-toxicologiques. Les données recueillies permettront de stratégiquement placer des capteurs de suivi de la qualité des eaux afin d'informer au mieux les populations et les aider à prendre les mesures nécessaires pour protéger ces ressources.

La mise en place de ce projet a été rendue possible grâce à la phase *Seedling* de *LuxAid BRIDGES*, qui a permis de former l'équipe en rencontrant les différents partenaires du Sénégal et de structurer ce projet tel qu'il est aujourd'hui. » ■



AMÉRIQUE LATINE - SOUTENIR LA DIGITALISATION ET LA COHÉSION SOCIALE

La Coopération luxembourgeoise est implantée en Amérique latine depuis le début des années 1990, plus précisément au Nicaragua et au Salvador, avec pour mandat d'accompagner ces pays dans leur lutte contre la pauvreté et la sortie de conflits armés. Dans ce contexte, le fonds d'assistance technique régional vise à consolider les appuis fournis jusqu'alors.

En 2023, le fonds d'assistance technique régional a financé deux actions spécifiques.

La première action concerne la réalisation d'une étude sur la digitalisation au Costa Rica, en amont de la prochaine formulation sur cette thématique, en privilégiant trois domaines d'intervention: la cybersécurité, la gouvernance digitale et la digitalisation spatiale. L'étude, menée par trois experts nationaux, a permis d'identifier les acteurs clés dans le domaine de la digitalisation au Costa Rica et donc les partenaires potentiels d'un projet de la Coopération luxembourgeoise dans ce domaine. Elle a également mis en exergue des opportunités d'intervention concrètes sur base d'une analyse des besoins d'appui auprès des acteurs nationaux. Finalement, le rapport final a dressé un cadre général pour la formulation d'un projet sur la digitalisation au Costa Rica, qui devra débiter au cours du premier semestre de 2024.

Le deuxième volet concerne l'appui financier à l'ONG Oxfam pour son soutien technique et financier apporté à quatre associations au Costa Rica. Ces associations sont actives dans l'accompagnement du flux

migratoire des populations nicaraguayennes fuyant la crise sociopolitique qui sévit au Nicaragua depuis 2018: Cenderos, SOS Nicaragua, *Servicio Jesuita para Migrantes* et FLACSO. À travers l'appui d'Oxfam, Cenderos a développé des actions pour soutenir les initiatives productives des familles d'agriculteurs dans les communautés frontalières d'Upala et de Los Chiles, notamment pour améliorer leur capacité de production et leur inclusion sur le marché local. *Servicio Jesuita para Migrantes* a été très impliqué dans la sensibilisation, le plaidoyer et le soutien aux migrants à Los Chiles ainsi que le conseil en régularisation pour les immigrés et demandeurs d'asile. SOS Nicaragua a également prodigué des conseils juridiques sur les processus de migration aux demandeurs d'asile nicaraguayens dans leur processus de régularisation, en particulier à San José. Enfin, FLASCO, la Faculté latino-américaine des sciences sociales, a facilité des plans d'études permettant aux jeunes nicaraguayens expulsés des universités du Nicaragua de se réinsérer dans des programmes de formation au Costa Rica. ■



▲ Francisca RAMIREZ



« LE PROJET NOUS A AIDÉS À RENFORCER NOTRE INSERTION ÉCONOMIQUE »

Environ 200 000 Nicaraguayens se sont réfugiés au Costa Rica entre 2018 et 2023, affectés par la grave crise socio-politique et des droits de l'homme que traverse le pays suite à la répression des manifestations d'avril 2018.

Le projet *Iniciativas económicas del exilio en dignidad y resistencia*, financé par le Grand-Duché de Luxembourg à travers le fonds d'assistance technique régional et son partenariat avec Oxfam et l'organisation locale Cenderos, soutient le campement de paysans nicaraguayens en conditions de déplacement forcé, situé dans la ferme *Las Melinas* à Upala, au nord du Costa Rica et à la frontière avec le Nicaragua. Dirigé par des femmes, le camp est composé de 23 familles, dont 23 enfants.

Le projet a financé des activités productives telles que l'achat de semences et d'engrais pour l'ensemencement de maïs, de haricots et d'autres céréales, dans une optique de durabilité alimentaire et de commercialisation locale.

Doña Francisca RAMIREZ, dirigeante du mouvement paysan nicaraguayen, témoigne du soutien reçu par le projet.

Comment est née l'idée du camp d'agriculteurs et quel soutien vous a-t-il apporté ?

En 2018, nous sommes arrivés au Costa Rica avec l'idée que, quelques mois plus tard, nous pourrions retourner au Nicaragua. Or, une grave crise humanitaire s'y est installée. Des agriculteurs n'avaient nulle part où dormir, n'avaient rien à manger, avaient perdu du poids, et la situation au Nicaragua continuait à se dégrader.

La situation migratoire était également complexe, étant donné que nous ne pouvions pas avoir de travail pendant neuf mois et que, pendant ce temps, nous n'avions pas de ressources pour manger. Nous avons donc décidé de louer ces terres, car les familles avec lesquelles nous étions étaient des paysans qui savaient produire.

Qu'avez-vous réussi à mettre en œuvre ou à améliorer grâce à ce site ?

Ce projet a été une grande réussite. Tout d'abord, parce qu'il nous a apporté la sécurité alimentaire: nous avons pu subvenir à nos besoins. Les enfants ont également pu recevoir une éducation, sans avoir à faire face au défi du manque de racines.

Ce site, c'est un espace de solidarité entre les Nicaraguayens qui fuient. Nous les accueillons, nous les soutenons, le temps qu'ils puissent régulariser leurs papiers, et ensuite, certains parviennent à trouver un emploi, d'autres restent.

Quel soutien avez-vous reçu du projet *Iniciativas económicas del exilio en dignidad y resistencia* ?

Grâce au financement reçu du gouvernement luxembourgeois par l'intermédiaire d'Oxfam, nous avons planté des céréales de base pour notre consommation et élevé des porcelets ainsi que des génisses qui suscitent beaucoup d'espoir, car elles peuvent garantir tout ce qui est laitier. Grâce aux bénéfices générés par la commercialisation de nos productions, nous avons pu améliorer nos maisons. Nous construisons également actuellement 19 maisons que nous avons acquises en grande partie grâce à ces bénéfices.

Avec le soutien du Luxembourg, nous disposons maintenant d'une salle de traite et nous avons réussi à obtenir du gouvernement costaricain qu'il nous prenne en considération pour un fonds d'entrepreneuriat destiné aux femmes rurales.

Le projet nous a aidés à renforcer notre insertion économique au sein des communautés qui nous ont accueillies. Nous rêvons que, si nous parvenons à augmenter la production laitière en 2024, nous développerons une petite entreprise qui aidera ces 23 familles à aller de l'avant et à subvenir à leurs besoins. ■

RÉCAPITULATIF DES FONDS MIS EN ŒUVRE EN 2023

DANS LES PAYS D'INTERVENTION (EUR)

	Déboursés 2022	Déboursés 2023
BUREAU BÉNIN	6 000 000	6 878 390
BUREAU BURKINA FASO	9 529 935	17 298 152
BUREAU CABO VERDE	9 604 668	16 564 618
BUREAU MALI	15 978 106	12 462 721
BUREAU NIGER	21 697 843	10 990 280
BUREAU RWANDA	8 573 768	8 570 490
BUREAU SÉNÉGAL	12 060 908	12 342 057
BUREAU KOSOVO	6 083 906	4 518 682
BUREAU ASIE	13 871 750	19 753 708
Laos	12 889 669	19 375 222
Myanmar	172 732	13 294
Vietnam	809 349	365 192
BUREAU AMÉRIQUE LATINE	2 434 005	5 747 030
Amérique latine et Caraïbes	2 337 096	5 479 426
El Salvador	325 640	106 511
Nicaragua	-	161 093
PROGRAMMES GLOBAUX	28 145 207	20 563 315
Afrique régionale	21 277	319 693
Europe	177 972	30 230
Mongolie	1 158 129	1 144 634
Multi-pays	26 787 829	12 160 374
République démocratique du Congo	-	1 857 800
Ukraine	-	5 050 584
Total	133 980 096	135 689 442



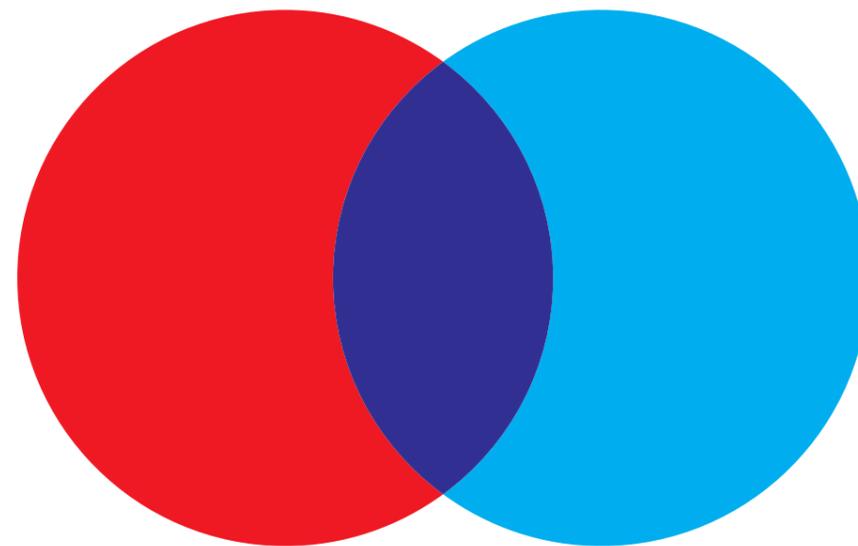
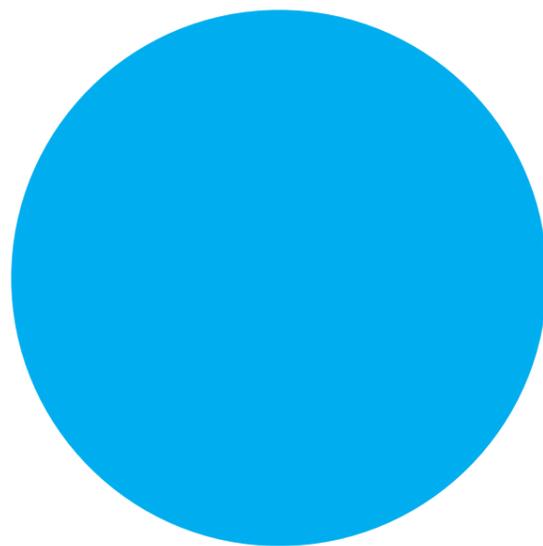
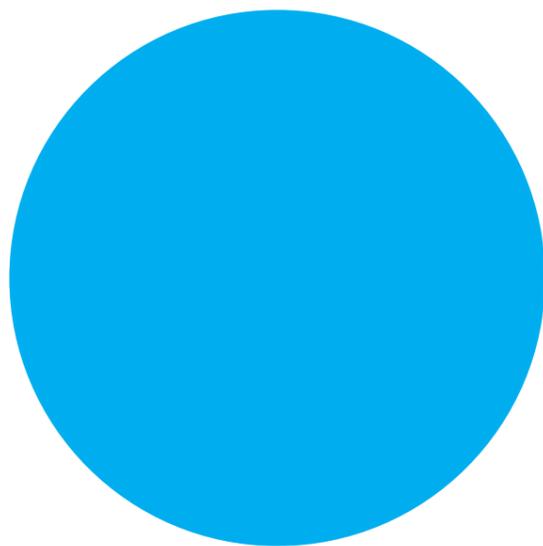
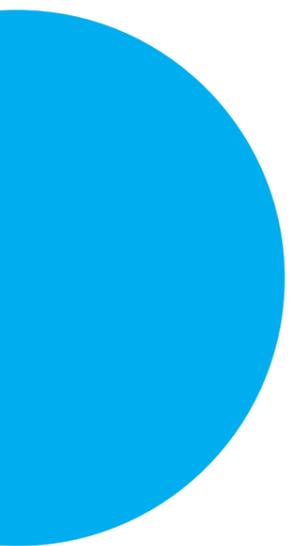
RÉCAPITULATIF DES PROJETS ET PROGRAMMES MIS EN ŒUVRE PAR LUXDEV EN 2023

NOM DU PROJET	PAYS	BAILLEUR(S)
ÉDUCATION, FORMATION ET EMPLOI		
Aide budgétaire sectorielle de l'emploi et employabilité	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
Appui à la politique sectorielle d'enseignement et de formation techniques et professionnels	Burkina Faso	Grand-Duché de Luxembourg, Autriche, AFD, Monaco et Suisse
Appui à la réforme de la formation technique et professionnelle - Phase II	Kosovo	Grand-Duché de Luxembourg
Appui au Fonds commun sectoriel éducation	Niger	Grand-Duché de Luxembourg
Appui au Plan sectoriel de l'éducation et de la formation	Burkina Faso	Union européenne, AFD, Canada, Grand-Duché de Luxembourg, Partenariat mondial pour l'éducation, Suisse et UNICEF
Appui au Programme national de formation et d'insertion professionnelle - Phase II	Niger	Grand-Duché de Luxembourg
Appui de l'Union européenne à l'enseignement et à la formation professionnels, à la requalification professionnelle et à la profession	Kosovo	Union européenne
Compétences digitales	Rwanda	Grand-Duché de Luxembourg
Compétences pour des emplois durables	Kosovo	Grand-Duché de Luxembourg
Compétences pour le tourisme, l'agriculture et la sylviculture	Laos	Union européenne, Grand-Duché de Luxembourg et Suisse
Compétences pour le tourisme - Développement des ressources humaines dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie	Laos	Grand-Duché de Luxembourg et Suisse
Formation et insertion professionnelle	Mali	Grand-Duché de Luxembourg
Formation professionnelle, employabilité et insertion	Sénégal	Grand-Duché de Luxembourg
Formation professionnelle et technique	Sénégal	Grand-Duché de Luxembourg et Bureau International du Travail
Initiative FIT ! Sénégal	Sénégal	Union européenne, Allemagne, France, Grand-Duché de Luxembourg, Italie, Pays-Bas, Suisse
Programme d'appui à la formation agricole et rurale	Bénin	Grand-Duché de Luxembourg et AFD
Programme d'appui à la formation professionnelle, à l'emploi et à l'employabilité	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
Programme d'appui au développement de l'emploi et l'employabilité des jeunes et des femmes dans les régions de Dosso, Niamey et Zinder	Niger	Grand-Duché de Luxembourg
Programme de construction de l'École des métiers du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration	Bénin	Grand-Duché de Luxembourg
Projet d'appui à la formation technique et à l'employabilité	Rwanda	Grand-Duché de Luxembourg et AFD
Programme emploi-jeunesse	Burkina Faso	Union européenne, Autriche, Grand-Duché de Luxembourg
Soutien à la relance du Kryvyi Rih raion	Ukraine	Grand-Duché de Luxembourg
VET Toolbox	Multi-pays	Union européenne
VET Toolbox II	Multi-pays	Union européenne et Allemagne

AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE		
Appui à la gestion durable des forêts	Amérique latine et Caraïbes	Grand-Duché de Luxembourg
Appui à la transition agroécologique et à la mise en place de systèmes alimentaires durables dans la réserve de biosphère du Mono	Bénin	Grand-Duché de Luxembourg et Union européenne
Programme d'appui aux filières agropastorales - Phase II	Mali	Grand-Duché de Luxembourg et Suisse
DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE		
Croissance durable et inclusive	Kosovo	Grand-Duché de Luxembourg
Contribution au <i>Basket Funding for Pro-Poor Development</i>	Rwanda	Grand-Duché de Luxembourg
Programme de développement local	Laos	Grand-Duché de Luxembourg et Suisse
Programme de développement local pour les provinces de Bokeo, Bolikhamxay, Khammouane et Vientiane	Laos	Grand-Duché de Luxembourg et Suisse
Programme régional pour la promotion de l'entrepreneuriat des femmes - Phase II	Amérique latine et Caraïbes	Grand-Duché de Luxembourg
Projet de développement rural et inclusion dans l'État oriental de Shan	Myanmar	Grand-Duché de Luxembourg
DIGITALISATION ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION		
D4D Hub Union africaine - Union européenne	Afrique régionale	Union européenne, Allemagne, AFD, Estonie, Enabel et Grand-Duché de Luxembourg
Développement digital	Bénin	Grand-Duché de Luxembourg
Emploi des jeunes et digitalisation	El Salvador	Grand-Duché de Luxembourg
Soutien à l'Union africaine pour la mise en place et le déploiement d'une équipe continentale de réponse aux incidents de sécurité informatique	Afrique régionale	Grand-Duché de Luxembourg
EAU ET ASSAINISSEMENT		
Eau et assainissement	Niger	Grand-Duché de Luxembourg
Eau et assainissement	Sénégal	Grand-Duché de Luxembourg
Programme d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
Programme d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement - Phase III	Niger	Grand-Duché de Luxembourg et Danemark
Soutien au programme sectoriel eau, hygiène et assainissement	Niger	Pays-Bas
Unité de dessalement 100 % solaire, Brava	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE		
Adaptation au climat et résilience dans la province de Thua Thien Hué	Vietnam	Grand-Duché de Luxembourg
Adaptation et résilience au changement climatique dans la province de Thua Thien Hué	Vietnam	Fonds vert pour le climat, Grand-Duché de Luxembourg
Appui à la gestion durable des ressources forestières	Burkina Faso	Grand-Duché de Luxembourg
Prévention et gestion des risques	Nicaragua	Union européenne
Programme d'appui à la transition énergétique	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
Programme d'action climatique	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg

Projet de recherche et innovation pour des systèmes agro-pastoraux productifs, résilients et sains en Afrique de l'Ouest	Burkina Faso	Grand-Duché de Luxembourg, Enabel et Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID)
Projet pilote d'éclairage économe en énergie	Vietnam	Grand-Duché de Luxembourg
Récupération et valorisation des espaces pastoraux	Burkina Faso	Grand-Duché de Luxembourg
Sylviculture durable et énergies renouvelables efficaces pour améliorer les moyens de subsistance	Rwanda	Grand-Duché de Luxembourg
Transition énergétique et atténuation des effets du climat	Kosovo	Grand-Duché de Luxembourg
FINANCE INCLUSIVE ET INNOVANTE		
Appui au développement du <i>Kigali International Finance Centre</i>	Rwanda	Grand-Duché de Luxembourg
Assistance technique au <i>Forestry and Climate Change Fund</i>	Amérique latine et Caraïbes	Grand-Duché de Luxembourg
Contribution au <i>Female Entrepreneurship Fund</i>	Amérique latine et Caraïbes	Grand-Duché de Luxembourg
Contribution au fonds <i>Bloc Smart Africa</i>	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
Contribution au fonds Global Green Bond Initiative	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
<i>Finance for resilience</i>	Vietnam	Grand-Duché de Luxembourg
Finance inclusive et innovante	Bénin	Grand-Duché de Luxembourg
Programme d'appui au développement de l'inclusion financière au Niger	Niger	Grand-Duché de Luxembourg et ADA - Appui au développement autonome
<i>Smallholder Safety Net Up-Scaling Programme</i>	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg, <i>Lichtenstein Development Service</i> et Suisse
Soutien à la Coopération triangulaire dans le secteur financier entre le Vietnam, le Laos et le Luxembourg	Laos	Grand-Duché de Luxembourg
GOUVERNANCE		
Appui à la gestion des finances publiques	Niger	Grand-Duché de Luxembourg
Projet d'appui à l'initiative conjointe -Transfo'publique en Afrique de l'Ouest	Afrique régionale	Grand-Duché de Luxembourg et AFD
Appui à la production, l'analyse et la dissémination de statistiques de qualité	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
Appui au cadastre fiscal du Burkina Faso dans les communes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso	Burkina Faso	Grand-Duché de Luxembourg
Assistance technique dans le contexte de l'intégration européenne	Kosovo	Grand-Duché de Luxembourg
Gouvernance et suivi du PIC V	Sénégal	Grand-Duché de Luxembourg
Soutien à la société civile	Kosovo	Grand-Duché de Luxembourg
État de droit, accès à la justice et bonne gouvernance	Laos	Grand-Duché de Luxembourg
Renforcer l'efficacité de la gestion de l'aide publique au développement	Laos	Grand-Duché de Luxembourg
Programme de soutien à la formation et à l'enseignement juridiques ainsi qu'à la promotion du concept de l'État de droit	Laos	Grand-Duché de Luxembourg
Projet d'appui au renforcement des capacités de la chaîne des dépenses publiques des régions de Agadez, Diffa, Tahoua et Zinder	Niger	Grand-Duché de Luxembourg

SANTÉ		
Appui à l'hôpital et à la Fondation Panzi	Congo	Grand-Duché de Luxembourg
Appui au secteur de la santé du Kosovo - Phase II	Kosovo	Grand-Duché de Luxembourg
Appui budgétaire sectoriel dans le secteur de la santé	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
Cardiologie, chirurgie cardiaque et télé-médecine	Mongolie	Grand-Duché de Luxembourg
Programme d'appui au secteur de la santé - Phase II	Laos	Grand-Duché de Luxembourg
Programme santé et nutrition	Laos	Grand-Duché de Luxembourg
Santé et protection sociale	Sénégal	Grand-Duché de Luxembourg, Fonds des Nations unies pour la population
Santé et protection sociale	Sénégal	Grand-Duché de Luxembourg
Services de santé innovants et de qualité	Kosovo	Grand-Duché de Luxembourg
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE		
Appui au Fonds commun des donateurs du dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires	Niger	Grand-Duché de Luxembourg
Développement rural et sécurité alimentaire	Mali	Grand-Duché de Luxembourg
Résilience des communautés rurales de Kita - phase III	Mali	Grand-Duché de Luxembourg, Caritas Suisse
Riposte globale / crise alimentaire	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
Transformation vers des systèmes alimentaires durables - Kwi-haza	Rwanda	Union européenne et Grand-Duché de Luxembourg
AUTRES		
Accompagnement du PIC IV	Niger	Grand-Duché de Luxembourg
Accompagnement et suivi des projets de coopération bilatérale	Salvador	Grand-Duché de Luxembourg
Appui à l'enquête nationale sur les revenus et les dépenses des ménages	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
Appui à la coopération Sud-Sud et triangulaire	Amérique latine et Caraïbes	Grand-Duché de Luxembourg
Appui transversal au PIC « Développement - Climat - Énergie »	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
Assistant technique junior 2022	Autres	Grand-Duché de Luxembourg
Assistant technique junior 2023	Autres	Grand-Duché de Luxembourg
<i>Business Partnership Facility</i>	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
Fonds d'assistance technique régional	Amérique latine	Grand-Duché de Luxembourg
Instruments pour le secteur privé	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
<i>LuxAid BRIDGES</i>	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
SnT4Dev	Afrique de l'Ouest	Grand-Duché de Luxembourg





LuxDev

A 10, rue de la Grève | L-1643 Luxembourg

T +352 29 58 58 1 | E contact@luxdev.lu



luxdev.lu



LUXDEV

Luxembourg
Development Agency